

**U.G.E.T.**



**une année de lutte  
du mouvement**

**étudiant tunisien**



**DOCUMENTS**  
**(72-73)**

**n° 3 - septembre 73**

**PRIX:**

**C.a.l. - U.g.e.t.**  
**(PARIS)**

## S O M M A I R E

### EDITORIAL

- Deux années après le putsch de Korba, où en est le mouvement étudiant tunisien ? p. I

### I - LUTTES SYNDICALES

- Présentation p. 7
- Petition pour la tenue d'un congrès extraordinaire p. 9
- Doc. n° 1 : Motion contre la sélection à la Faculté des Sciences à Tunis p. 10
- Doc. n° 2 : Motion des étudiants de la Faculté des Sciences de Tunis 14.II.72 (en arabe) p. 11
- Doc. n° 3 : Projet de résolution de la crise de l'U.G.E.T. adopté à l'université de Tunis (en arabe) p. 12
- Doc. n° 4 : Motion sur le Congrès Extraordinaire adoptée à la Faculté des Lettres le 3.2.1973 à Tunis (en arabe) p. 14
- Doc. n° 5 : Motion des candidats aux élections du Comité de Section Provisoire section d'arabe à la Faculté des Lettres de Tunis (en arabe) p. 15
- Doc. n° 6 : Déclaration des étudiants grévistes de la faim, au campus universitaire de Ras Tabia (en arabe) p. 17
- Doc. n° 7 : Communiqué des grévistes de la faim à la Cité Universitaire de Ras Tabia p. 19
- Doc. n° 8 : Motion-pétition proposée par le C.A.L.-U.G.E.T. (base Vincennes) p. 19
- Doc. n° 9 : Bilan du Comité d'Action et de Lutte de l'U.G.E.T. Paris p. 20
- Doc. n° 10 : Plate-forme du C.A.L.-U.G.E.T. Paris (en arabe) p. 25
- Doc. n° 11 : Motion adoptée à l'A.G. du Comité d'Action et de Lutte de l'Union Générale des Etudiants Tunisiens du 17. 73 à la Maison de Tunisie p. 29
- Doc. n° 12 : Programme d'activités du C.A.L.-U.G.E.T. Bruxelles pour l'année 73 p. 31

### II - LUTTES POLITIQUES

- Présentation p. 32
- Doc. n° 13 : Motion de la Faculté des Lettres de Tunis p. 33
- Doc. n° 14 : Motion de protestation et de soutien aux ouvriers Nord-Africains p. 33
- Doc. n° 15 : Motion contre la répression et de soutien aux luttes populaires p. 34
- Doc. n° 16 : Motion adoptée à Tunis après la grève des 14 et 15.2.1971 p. 35
- Doc. n° 17 : Motion pour les professeurs p. 35
- Doc. n° 18 : Motion contre la répression et les procès politiques adoptée à l'université de Tunis le 16 avril 1973 (en arabe) p. 36
- Doc. n° 19 : Motion de soutien pour les détenus politiques p. 37
- Doc. n° 20 : Motion de soutien pour les ouvriers de la S.N.T. p. 37
- Doc. n° 21 : Appel des élèves de Sfax diffusé le 3.5.1973 p. 38
- Doc. n° 22 : Motion sur la répression politique en Tunisie p. 38
- Doc. n° 23 : Motion sur les luttes populaires en Tunisie p. 39
- Doc. n° 24 : Halte aux procès préfabriqués en Tunisie p. 40
- Doc. n° 25 : Déclaration du C.A.L. au meeting du 16.5.73 à Paris p. 41
- Doc. n° 26 : Déclaration commune M.U.B.E.F.-C.A.L.-U.G.E.T. Bruxelles p. 44
- Doc. n° 27 : Motion de solidarité pour le mouvement des étudiants Egyptiens p. 45
- Doc. n° 28 : Motion sur l'assassinat d'Amilcar Cabral p. 46
- Doc. n° 29 : Motion sur l'assassinat de Hamchari (en arabe) p. 46
- Doc. n° 30 : Motion d'appui aux luttes populaires en Mauritanie p. 47
- Doc. n° 31 : Motion de soutien à la lutte du peuple Palestinien p. 47
- Doc. n° 32 : Tract contre le terrorisme sioniste et de soutien au martyr Hamchari p. 49



- Doc. n°33 : 21 Février : journée internationale de solidarité anti-impérialiste p. 50
- Doc. n°34 : Liban : Halte à la répression p. 51

### III - EVOLUTION DU C.S. DE PARIS ET POSITIONS DU C.A.L.

- Présentation p. 53
- Doc. n°35 : Motion préjudicielle présentée en début de séance au cours de l'A.G. de Paris le 8.2.1972 (à la Maison de Tunisie) p. 54
- Doc. n°36 : Communiqué de presse du C.A.L.-U.G.E.T. Paris p. 54
- Doc. n°37 : Non à la réforme anti-démocratique de l'université  
Non aux tentatives de liquidation de l'U.G.E.T. p. 55
- Doc. n°38 : Tract du "C.S." p. 56
- Doc. n°39 : U.G.E.T. : section de Paris p. 57
- Doc. n°40 : Non aux manœuvres de division p. 58
- Doc. n°41 : Vers la convocation d'un Congrès Extraordinaire démocratique p. 59
- Doc. n°42 : La mise sur pied des structures de base de l'U.G.E.T., 1ère étape  
vers la résolution de la crise p. 61
- Doc. n°43 : Tract d'appel à l'A.G. du 16.3.1973 du "C.S." p. 62
- Doc. n°44 : Tract d'appel du C.A.L. à l'A.G. du 16.6.1973 du C.S.  
Défendons et consolidons les acquis de Février 1972 p. 63
- Doc. n°45 : Motion présentée par le C.A.L.-U.G.E.T. à l'A.G. du "C.S."  
de Paris du 16.3.1973 p. 65

### IV - LA BATAILLE DE L'A.E.M.N.A.F.

- Présentation p. 67
- Doc. n°46 : Appel à tous les étudiants démocrates et révolutionnaires tunisiens p. 68
- Doc. n°47 : Appel à tous les étudiants maghrébins pour une A.E.M.N.A.F. démocratique et combative p. 70
- Doc. n°48 : Lettre ouverte au Comité Directeur de l'A.E.M.N.A.F. p. 71
- Doc. n°49 : Plate-forme de l'A.E.M.N.A.F. adoptée lors de l'A.G. du C.A.L. du 16.6.1973 à la Maison de Tunisie, proposée à l'A.G. de l'A.E.M.N.A.F. du 20.6.1973 p. 73
- Doc. n°50 : Motion sur la Tunisie adoptée lors de l'A.G. du C.A.L. du 16.6.1973, à la Maison de Tunisie, proposée à l'A.G. de l'A.E.M.N.A.F. du 20.6.1973 p. 76
- Doc. n°51 : Motion sur l'immigration adoptée lors de l'A.G. du C.A.L. du 16.6.1973, à la Maison de Tunisie, proposée à l'A.G. de l'A.E.M.N.A.F. du 20.6.1973 p. 77
- Doc. n°52 : Motion sur la Palestine adoptée lors de l'A.G. du C.A.L. du 16.6.1973, à la Maison de Tunisie, proposée à l'A.G. de l'A.E.M.N.A.F. du 20.6.1973 p. 78

DEUX ANNEES APRES LE PUTSCH DE KOREMA  
OU EST LE MOUVEMENT ETUDIANT TUNISIEN ?

---

Les multiples et courageuses actions menées cette année par nos camarades de Tunis :

pour lutter contre la C.A. fantôme et pour imposer au pouvoir réactionnaire la tenue d'un congrès extraordinaire de notre union : l' U.G.E.T.

pour condamner la répression multiforme qui s'abat sur les démocrates et pour soutenir les luttes populaires (S.N.T., Djérissa, etc...)

et enfin pour appuyer la lutte des peuples opprimés contre l'impérialisme et ses laquais et exprimer ainsi la solidarité de notre peuple à ces luttes (Hanchari - Amilcar Cabral, mouvement étudiant égyptien etc...)

témoignent de la vigueur et du haut niveau de maturité politique atteints par le mouvement étudiant tunisien.

Ces actions - telles qu'elles se dégagent à travers les importants documents que contient cette brochure d'information - prouvent aussi que, contrairement à ce que clament les traitres au mouvement démocratique, anti-impérialiste et de masse de Février 1972 le mouvement étudiant dans notre pays ne vit pas sur son passé et qu'il ne cesse de s'affirmer jour après jour comme partie intégrante du mouvement populaire.

x x x x x

Toutefois, l'évolution de la situation politique générale en Tunisie depuis Février 1972 et particulièrement depuis le début de cette année (janvier 1973) et ses répercussions sur les conditions de vie et d'études des masses étudiantes, nous commandent de préciser encore plus les tâches de notre mouvement à l'étape actuelle.

C'est ce que nous allons faire le plus brièvement et le plus clairement possible.

## I - LES CARACTERISTIQUES GENERALES DE LA SITUATION POLITIQUE DANS NOTRE PAYS

La situation concrète en Tunisie se caractérise aujourd'hui par l'accentuation de la domination impérialiste, par le développement impétueux des luttes populaires, par le renforcement du caractère policier du pouvoir et enfin par la cristallisation d'un courant bourgeois d'opposition au régime : le bensalhisme.

### A - L'accentuation de la domination impérialiste :

C'est évidemment le pouvoir réactionnaire de Bourguiba, valet de l'impérialisme, qui permet cette domination néfaste, empêchant absolument notre peuple de construire une économie nationale réellement indépendante.

Les manifestations de cette accentuation de la main mise de l'impérialisme sur notre pays sont multiples. On peut citer entre autres :

- la politique économique réactionnaire du pouvoir au service des intérêts impérialistes et basée sur le tourisme, la sous-traitance et l'émigration dans le domaine industriel et sur le soutien aux propriétaires fonciers dans le domaine agricole ;

- la visite, au mois de mai dernier, des deux responsables - et non des moindres - du pillage des pays dits sous-développés : Mac Namara, président de la banque impérialiste la B.I.R.D., et Giscard d'Estaing, porte parole des monopoles français, auquel les autorités tunisiennes ont concédé d'autres exonérations d'impôts et de taxes, qui s'ajoutent à celles accordées aux sociétés occidentales par la loi anti-nationale du 27 avril 1972 ;



- le rôle ignoble dévolu à Bourguiba par l'impérialisme dans le complot de liquidation de la résistance palestinienne héroïque, rôle qui rappelle celui joué par le chef du Destour à l'égard de la glorieuse et juste lutte du peuple vietnamien et qui s'est matérialisé sous la forme d'un projet de rencontre avec les dirigeants sionistes, d'un "plan Bourguiba sur le proche Orient" (sic) et surtout sous la forme d'une propagande effrénée et criminelle sur la "supériorité technologique" des sionistes, sur l' "impossibilité de la victoire" sur eux, sur la "nécessité de reconnaître l'Etat d'Israël par réalisme" etc...

- les visites "amicales" et répétées des marines occidentales impérialistes et plus particulièrement de la 6ème flotte américaine dans nos ports (et surtout à Bizerte), visites qui constituent un danger pour l'indépendance et la souveraineté de notre peuple ;

- et enfin, le rôle idéologique néfaste joué par les officines de l'impérialisme dans notre pays (différents centres culturels, ambassades etc...).

Il est à peine besoin de signaler que cette politique de trahison nationale menée par les réactionnaires destouriens, ne peut que provoquer la résistance acharnée de notre peuple qui se jette de plus en plus résolument dans la lutte contre l'impérialisme et ses laquais.

#### B - Le développement impétueux des luttes populaires :

Après la chute de Ben Salah, et la faillite totale de sa politique anti-populaire et pro-impérialiste en septembre 1969, sous les coups de boutoir les masses populaires en lutte, toutes les couches sociales qui n'ont jamais cessé la lutte depuis 1956 sont entrées à des degrés divers dans une lutte ouverte contre le pouvoir anti-démocratique, exploiteur et valet de l'impérialisme, du Destour.

• La classe ouvrière n'a cessé de multiplier les actions revendicatives dans tous les secteurs d'activités (postes, chemin de fer, mines, transport, textile etc...) renouant ainsi avec ses traditions de lutte contre le colonialisme. L'on se rappelle la grève exemplaire des cheminots de Sidi Fatallah, en octobre 1970, des grèves répétées des mineurs de la région de Gafsa et de la grève héroïque des travailleurs de la SORETRAS en mai 1972 durant lesquelles les ouvriers ont vaillamment lutté contre le parti au pouvoir, contre la direction jaune de l'U.G.T.T. et même contre les forces de répression venues les réprimer (armée, garde dite nationale).

A cet égard, la dernière grève de la S.N.T. (2, 3 mai 1973), de par son caractère de masse et la grande sympathie qu'elle a trouvée auprès de toutes les couches de la population, de par le contenu politique des mots d'ordre qui y ont été lancés (Achour démagogue, traître aux travailleurs !!! Le pain et la liberté pour les masses populaires ! Bel Khodja fasciste ! etc...), enfin, de par la combativité dont ont fait preuve les ouvriers qui n'ont pas hésité à assurer leur auto-défense à l'aide de barres de fer, constitue incontestablement un pas en avant dans le développement du mouvement ouvrier.

La classe ouvrière est objectivement aujourd'hui la classe qui est à l'avant-garde de la lutte populaire contre le pouvoir : car c'est elle qui mène les luttes les plus radicales et les plus répétées.

• La paysannerie pauvre et moyenne se bat aussi pour la satisfaction de ses revendications légitimes. Après avoir chassé Ben Salah du pouvoir, la paysannerie a continué la lutte résolue contre les gros propriétaires fonciers, comme en témoignent l'action des paysans pauvres d'El Haouria en décembre 1970, et plus récemment encore les actions menées par les paysans pauvres à El Ouerdanine, à Meknassi, à Degache et à Ganouda.

• De leur côté, les petits pêcheurs, les petits commerçants paupérisés par l'expérience de Ben Salah, continuent la lutte et il en est de même de la petite bourgeoisie urbaine comme en témoigne la récente action des instituteurs pour exiger du pouvoir l'augmentation des salaires.

• Héroïque aussi est la lutte des ouvriers immigrés tunisiens aux côtés de leurs camarades français et immigrés contre l'exploitation capitaliste et contre l'impérialisme et plus particulièrement, lors de cette dernière période, contre la circulaire anti-ouvrière FONTANET.



### C - Le renforcement du caractère policier du pouvoir :

L'accentuation de la domination impérialiste sur notre pays d'une part, et le développement impétueux des luttes populaires d'autre part, aggravent la crise et l'isolement du régime et sèment la panique au sein de la réaction tunisienne.

Les contradicteurs du Destour s'étalent aujourd'hui sur la scène politique nationale et internationale et même l'équipe actuelle au pouvoir (Sayah, Nour, Masmoudi) est en proie à des luttes intestines comme en témoigne la récente nomination du fasciste et raciste Sayah à la direction du P.S.D. et au secrétariat d'Etat de la Jeunesse, ou la dernière démission de Masmoudi refusée par Bourguiba et dont a fait état celui-ci dans son discours du 1er août 1973.

Pour faire face à son isolement par rapport à la réaction et surtout par rapport au peuple, le pouvoir ne cesse d'accentuer son caractère policier et autoritaire.

En effet, depuis le début de l'année, on assiste à une véritable escalade des mesures fascistes et autoritaires à l'égard des masses populaires en lutte. Parmi les mesures les plus significatives, on peut citer :

- les remaniements survenus dans l'appareil de l'Etat et du Parti destourien y amenant des fascistes et racistes notoires tels que Belkhodja (Intérieur) Zarg El Ayoun (C.C. du P.S.D.), Sayah (Directeur du P.S.D. et ministre de la jeunesse), l'officier Bali (Justice) etc...

- le renforcement de l'appareil policier officiel et parallèle, le quadrillage, les raffles, les patrouilles sont systématiques. La D.S.T. (Direction de la Sécurité Territoriale) crée de nouvelles sections dans les gouvernorats de l'intérieur et à l'étranger. La police parallèle du Parti, de triste mémoire, remonte à la surface et reprend de plus belle sa basse besogne (contre les étudiants et surtout contre les travailleurs comme lors de la grève de la S.N.T.).

- les procès politiques préfabriqués prennent une cadence de plus en plus accélérée (procès du 16 septembre 1972, procès du 5 mars 1973 et du 16 avril 1973 où ont été illégalement jugés et condamnés, après avoir été odieusement torturés, des démocrates anti-impérialistes et révolutionnaires).

- Remise en place des structures anti-populaires spécialisées comme les cellules professionnelles du P.S.D. destinées à briser la lutte des travailleurs, et le Bureau National des Etudiants Destouriens. Rentrée de Farhat Dachraoui, ministre des affaires sociales, en tant que membre de plein droit dans le bureau exécutif de l'U.G.T.T. Exclusion de l'Assemblée Nationale de tout membre député n'appartenant pas au P.S.D.

- les propos démagogiques et fascistes deviennent monnaie courante dans les discours des gouvernants et lors des tournées du nouveau bey Bourguiba : discours du 13 avril à l'Assemblée Nationale dans lequel celui-ci, après s'être référé au fasciste Franco et avoir demandé de le désigner président de la république à vie, a prononcé les deux phrases devenues désormais célèbres "Je suis né d'un miracle de l'histoire" et "les génies de ma stature ne courent pas les rues" ; discours fascisant du même Bourguiba devant les juges ; discours du premier ministre Nour le 1er mai ; déclaration de Masmoudi, ministre des Affaires Etrangères à Paris, etc...

Nous avons signalé l'aiguïsement des contradictions au sein de la réaction tunisienne. Ces quatre dernières années et sous la pression des luttes populaires, des courants d'opposition issus du Destour ont commencé à se former et l'un d'eux, le courant Bensalhisti, vient dans une déclaration publique, d'annoncer sa rupture avec le pouvoir en place.

### D - La cristallisation d'un courant bourgeois d'opposition : le Bensalhistisme

Notre peuple connaît bien Ben Salah. Il a, en effet, souffert dix années durant, de sa politique anti-populaire et pro-impérialiste, et nul donc en Tunisie n'est prêt à oublier l'épisode noir de son règne. Plus particulièrement, le mouvement étudiant tunisien ne saurait oublier la répression sauvage qu'il a subie du temps de Ben Salah. Il ne saurait oublier non plus que c'est du temps de Ben Salah que la sélection a commencé à s'abattre sur les fils du peuple et que les bourses ont diminué.



La déclaration-programme, rendue publique par Ben Salah est, d'un certain point de vue, positive puisqu'elle accentue l'isolement de la clique au pouvoir (Sayah, Nouria, Masmoudi) mais elle est, d'un autre point de vue, dangereuse puisqu'elle traduit la volonté de Ben Salah de prendre la tête du mouvement populaire. Cette prétention de Ben Salah doit être énergiquement combattue d'autant plus que nos camarades de Tunis situent le mouvement dans le cadre de la solidarité avec les luttes ouvrières comme en témoignent les glorieuses journées de mai 1973 à Tunis et même le mot d'ordre historique lancé lors du mouvement de Février 1972 : " Pas de démocratie sans droits politiques pour la classe ouvrière ".

Ce mot d'ordre signifie que c'est l'unité populaire autour de la classe ouvrière qui permettra à notre peuple de s'affranchir définitivement de la domination de l'impérialisme et de ses laquais.

Voilà brossé d'une façon générale le tableau de la situation politique dans notre pays.

Voyons maintenant quelles sont les répercussions de cette situation sur le mouvement étudiant.

## II - LES REPERCUSSIONS DE LA POLITIQUE REACTIONNAIRE DU POUVOIR SUR LE MOUVEMENT ETUDIANT

Comme l'ensemble des masses populaires, les étudiants souffrent dans leur propre chair de la domination de l'impérialisme sur notre pays. Ils en souffrent à tous les niveaux.

- sur le plan économique : les conditions de vie des masses étudiantes ne cessent de se dégrader à l'image de celles de tout le peuple. Nos camarades subissent eux aussi les retombées de la crise économique du régime : hausse des prix ; diminution du taux de la bourse ; crise du logement, chômage, et surtout la sélection qui est décidée - cela est ultra connu - par les organismes "d'aide" internationaux (B.I.R.D. et F.M.I.). La sélection jette sur le pavé des dizaines de milliers de fils du peuple et ce, à tous les niveaux de l'enseignement : primaire, secondaire et supérieur. Les élèves et étudiants se voient obligés de quitter le pays pour poursuivre leurs études dans des conditions inhumaines en Europe, dans la plupart des cas abandonnent les études et deviennent de véritables prolétaires durement exploités par les patrons impérialistes européens.

- sur le plan politique : Les étudiants souffrent comme l'ensemble du peuple, de l'étouffement des libertés démocratiques les plus élémentaires, garanties pourtant par la constitution tunisienne. Le pouvoir réprime sauvagement les étudiants dès lors qu'ils expriment des opinions différentes des siennes. Il les empêche de s'organiser comme en témoigne son obstination de ne pas reconnaître les structures provisoires (C.U.P., C.S. provisoire, B.F. provisoire, etc...) que les étudiants se sont démocratiquement donnés en application du "projet de résolution de la crise de l'U.G.E.T.". Dernièrement, le pouvoir réactionnaire a sorti du tiroir le fasciste et fantôme Chagal pour tenter de l'imposer une fois de plus aux masses étudiantes.

De même, le Destour essaie de donner vie au fameux Bureau National des Etudiants Destouriens dans le but de l'utiliser pour briser les luttes de masse des étudiants pour la démocratie et contre l'impérialisme.

Le mouvement étudiant condamne aussi la soumission politique du régime réactionnaire à l'impérialisme. La jeunesse étudiante n'a absolument rien à voir avec les positions traîtresses de Bourguiba sur les justes luttes de libération nationale dans le monde (Viet Nam, Palestine etc...)

- sur le plan idéologique : Le mouvement souffre du contenu impérialiste et réactionnaire de l'enseignement dispensé par l'université et par les grandes écoles, contenu qui est totalement étranger aux réalités concrètes de notre pays. Le mouvement étudiant tunisien condamne le rôle idéologique néfaste joué par les soit-disants coopérants qui propagent l'idéologie bourgeoise décadente. Enfin, nos camarades à Tunis sont exaspérés par le sale rôle joué par les officines culturelles de l'impérialisme : Bourguiba Scholl, Centre Culturel Américain, C.E.R.E.S. etc...



Ainsi donc, comme l'ensemble des masses populaires, le mouvement étudiant subit toutes les conséquences néfastes de la politique foncièrement anti-populaire et pro-impérialiste du régime destourien.

Voyons quelles sont les tâches du mouvement étudiant tunisien qui découlent de cette situation.

### III - LES TÂCHES ACTUELLES DU MOUVEMENT ETUDIANT

La situation concrète aujourd'hui, dans notre pays, peut être ainsi résumée : d'une part le pouvoir destourien s'est de plus en plus isolé, est de plus en plus policier, de plus en plus soumis à l'impérialisme mondial, d'autre part notre peuple s'engage de plus en plus résolument dans la lutte contre l'impérialisme et ses laquais.

Il n'y a pas de doute que, face à cette situation, le programme politique et syndical du mouvement de Février 1972, tel qu'il se dégage de la totalité des mots d'ordre de celui-ci, et plus particulièrement de ses 4 mots d'ordre centraux que sont :

- . U.G.E.T. autonome, démocratique, représentative et combative !
- . Pas de démocratie sans droits politiques pour la classe ouvrière !
- . Un seul combattant suprême c'est le peuple !
- . Vous avez vendu la Tunisie pour de la farine !

reste entièrement valable et répond incontestablement aux aspirations profondes des masses étudiantes et populaires.

Plus concrètement, notre mouvement doit combattre pour accomplir les trois tâches fondamentales suivantes :

#### A - La satisfaction de ses revendications spécifiques :

Bourses - logement - sélection - université populaire - contenu progressiste de l'enseignement - franchise universitaire et surtout pour la tenue du congrès extraordinaire de notre union : l'U.G.E.T.

Cette lutte doit avoir constamment un caractère de masse et éviter le borborygme du corporatisme et du réformisme propagé dans le mouvement étudiant par les traîtres au mouvement de Février, c'est-à-dire les étudiants du Parti Communiste Tunisien.

#### B - Le soutien énergique aux luttes populaires :

Le mouvement doit constamment consolider ses liens avec le mouvement populaire et faire de telle sorte que chaque lutte ouvrière, paysanne, trouve immédiatement son écho à l'université.

Aujourd'hui, alors que se renforce le caractère policier du régime, ces luttes populaires constituent le seul rempart contre la montée du terrorisme, de la dictature et de l'absolutisme.

Plus concrètement, notre mouvement doit continuer :

- a) à condamner toutes les atteintes aux libertés démocratiques (arrestations arbitraires, tortures, procès préfabriqués etc...) et lutter pour imposer avec le peuple le respect de toutes les libertés démocratiques garanties par la constitution tunisienne dans son article 8 ;
- b) soutenir et populariser systématiquement et par tous les moyens (motions, manifestations, collectes etc...) toutes les luttes populaires ;
- c) lutter sans répit contre toutes les manifestations de la domination de l'impérialisme sur notre pays et stigmatiser les prises de positions honteuses et traîtresses du régime réactionnaire tunisien sur les luttes des peuples opprimés.

C'est en menant ces actions concrètes que le mouvement étudiant se soudera au peuple et s'affirmera de plus en plus comme partie intégrante du mouvement populaire, et participera au recul et à la défaite des forces réactionnaires et anti-démocratiques de notre pays.



Mais, pendant toute cette dernière période, les étudiants tunisiens ont eu à lutter contre les manœuvres du pouvoir et de ses alliés qui voulaient, par tous les moyens, assurer leur main mise sur notre syndicat et le conduire dans une voie de garage.

On peut citer essentiellement :

- Des tractations qui ont lieu avec des représentants du Destour pour "trouver des solutions" aux problèmes des étudiants, en dehors des étudiants ;
- Réinstallation par le pouvoir de structures à sa solde, Bureau National des Etudiants Destouriens, Comité de Coordination des facultés dont le seul but est de court-circuiter les luttes estudiantines et de propager l'idéologie réactionnaire destourienne ;
- Mesures disciplinaires contre les étudiants "perturbateurs"

Les luttes qui ont été menées :

- contre la conférence des cadres à Lausanne à laquelle ont participé des membres de la "C.A." fantôme et des éléments des "C.S." de l'étranger à leur solde ;
- le boycott du congrès bidon de juillet 1972 par lequel le pouvoir et ses alliés voulaient passer sous silence le putsch de Korba et imposer à la masse des étudiants le fait accompli ;
- lutte contre la "C.A." fantôme qui, en décembre 1972, lénisssionne et appelle à la tenue d'un congrès extraordinaire sous son égide etc...

C'est pour lutter contre toutes ces manœuvres, pour imposer au pouvoir la reconnaissance des structures provisoires et pour faire aboutir ces revendications syndicales du mouvement qu'une trentaine de nos camarades ont entamé une grève de la faim à Tunis, au mois de Mai 1973.

A chaque étape de cette lutte pour un congrès extraordinaire et une U.G.B.T. autonome, démocratique, combative et représentative, le mouvement étudiant tunisien est sorti plus aguerri et plus lié aux autres couches populaires, notamment la classe ouvrière (cf. journées de mai 1973) en lutte, elles aussi, contre le régime anti-démocratique et anti-populaire tunisien.

A Tunis ou à Paris, à Bruxelles comme à Grenoble, l'ensemble des étudiants tunisiens est fermement décidé à aller jusqu'au bout.



PETITION POUR LA TENUE D'UN CONGRES EXTRAORDINAIRE

Nous, étudiants de Tunisie,

- Vu les conditions anormales dans lesquelles s'est tenu le 18ème Congrès de l'U.G.E.T. et l'atmosphère anti-démocratique qui a régné au cours de ses travaux
- Vu l'interruption brutale et anti-statutaire des travaux de ce même congrès ;
- Vu les voies de fait commises sur les personnes du président du Congrès et du Vice-président, ainsi que les menaces adressées à l'encontre de certains congressistes après l'arrêt des travaux du congrès ;
- Vu l'attitude fasciste d'une minorité qui a imposé des élections irrégulières violant ainsi et le statut et le règlement intérieur de l'Union ;
- Vu que la majorité écrasante des étudiants s'est prononcée (par les A.G. grèves, boycottage des élections de corps) contre ces méthodes fascistes et refuse de ce fait de reconnaître l'actuelle C.A.

NOUS ETUDIANTS DE TUNISIE SIGNATAIRES DE LA PRESENTE PETITION :

- Réclamons conformément à l'article I7 du titre 4, portant sur l'organisation administrative de l'U.G.E.T., et du chapitre I concernant le congrès national de l'Union, la réunion d'un congrès extraordinaire ayant les prérogatives d'un congrès ordinaire et dont les travaux doivent se dérouler dans des conditions réellement démocratiques ;
- Demandons, conformément au sus-mentionné article du statut de l'U.G.E.T l'élection des congressistes, laquelle élection se fera sous l'égide d'un comité provisoire élu démocratiquement par les étudiants ; ce comité sera ainsi chargé à la place de l'actuelle C.A., non reconnue, d'organiser les élections dans les différentes facultés et écoles.

N.B. TOUS LES ETUDIANTS SIGNATAIRES DE LA PRESENTE PETITION SE CONSIDERENT ADHERENTS DE PLEIN DROIT A L'U.G.E.T. ET PLEINEMENT CONCERNES PAR LE PROBLEME.

Tunis, le 15.12.1971

(Cette pétition a été signée par la majorité absolue des étudiants de Tunis).



DOCUMENT N° I

MOTION CONTRE LA SELECTION A LA FACULTE DES SCIENCES DE TUNIS

Nous, étudiants de la Faculté des Sciences, réunis en Assemblée Générale le 14.II.1972, sous l'égide des représentants des étudiants au sein du Conseil de la Faculté des Sciences, après étude de la situation universitaire et syndicale, dégageons les remarques suivantes :

I) Les problèmes fondamentaux, qu'ils soient d'ordre matériel ou moral, qui se posent aux étudiants depuis déjà plusieurs années (logement, bourse, inscriptions, représentativité...) restent non seulement dans leur ensemble sans solution, mais ont connu ces dernières années, avec l'orientation sélective réactionnaire de la politique éducationnelle du gouvernement, une aggravation sans précédent.

La culture et l'enseignement nationaux ne peuvent échapper à la politique socio-économique réactionnaire. Il est évident que l'Université en a été profondément marquée. Les circulaires et les projets de lois gouvernementaux qui augmentent les difficultés réelles de la vie quotidienne des larges masses estudiantines, concrétisent cette tendance et mettent à nu les intentions du pouvoir au sujet de l'enseignement et de l'éducation en général dans notre pays, nous citerons comme preuves à l'appui les faits suivants :

- réduction du budget de l'enseignement au moment où les besoins de notre jeunesse scolaire et universitaire deviennent de plus en plus importants ;
- diminution de la bourse nationale ;
- promulgation des circulaires visant la limitation du nombre des étudiants à l'Université et le maintien du grand barrage du premier cycle ;
- le gouvernement ne fait rien pour résoudre la crise du logement qui touche un nombre toujours plus grand d'étudiants et ceci au moment où la spéculation bat son plein dans ce domaine ;
- l'intervention voilée du gouvernement pour empêcher toute représentation réelle que ce soit au sein de leur syndicat, ou au sein du conseil supérieur de l'enseignement. Nul ne peut nier les conséquences néfastes de l'absence d'une démocratisation de la vie universitaire sur l'encadrement, la programmation et sur les conditions du travail des étudiants
- les conditions psychologiques déprimantes dans lesquelles vit l'étudiant et qui sont dues notamment à la perspective de l'emploi de plus en plus incertaine constituent une difficulté supplémentaire à l'étudiant.

II) Entièrement convaincus de notre rôle de travailleurs intellectuels au service de notre peuple et prenant conscience de la gravité des problèmes et les tâches urgentes qui nous sont dévolues, nous demandons :

- la réintégration des étudiants touchés par la note du Ministre de l'Education Nationale du 16.9.1971 et que les dispositions relatives à la répartition des 4 années au premier cycle soient annulées, et que soit accordé à l'étudiant de les répartir suivant sa condition ;  
le droit
- qu'il soit reconnu le droit à la bourse pour tout étudiant dont la situation sociale laisse à désirer ;
- que le gouvernement intervienne de façon à ce que les étudiants ne soient plus à la merci des spéculateurs et que soient mis à leur disposition des logements décents ;
- que cesse l'intervention du gouvernement au niveau de notre syndicat et que nous soit reconnu le droit de participer à la gestion des entreprises universitaires et notamment à l'élaboration et la discussion de ses problèmes ;
- nous nous considérons mobilisés pour entreprendre toute action de nature à faire prévaloir nos revendications légitimes.

Tunis, le 14.II.1972



اللائحة المنبثقة من الاجتماع العام المنعقد بكلية العلوم بتونس يوم ١٤ نوفمبر ١٩٧٢ :

ان النظام الرجعي المستورى بسياسة التعليمية، يحاول بكل قواه تخميد نار انتفاضة فينرى والاطاحة بمكاسبها والانتقام من كل عناصرها التي لعبت دورا هاما في دعم النضالات الطلابية والجماعية وهذه الخطة تتحصر خاصة في :

(١) سياسة الانتقاء : وذلك بـ

— اقضاء ممثلي المدرج والعناصر المناضلة عن الجامعة وتشيتهم في جميع انحاء الجمهورية وهذا من شأنه ان يحدث الباطلة في صفوف الطلبة والفتور في الحركة .

— طرد عدد كبير من الطلبة الذين اجبروا بهذه المصيفة على مغادرة الجامعة فمنهم من هاجم ومنهم من يزال يبحث عن عمل والبعض الاخر صار رهينا لمراقبة البوليس والسلطات المحلية .

— تخفيض في المنح الدراسية بالنسبة لجميع الطلبة ورفضها لبعض الرفاق "المشبهو فيهم" ومثل هذه العوامل المادية من شأنها ان تعدد فراغا في تاطير الجامعة .

(٢) التمثيل الطالبى : وفي هذا المطلق يتعرض الرفاق للكثير من الاستفزازات الصادرة من قبل الهياكل الادارية ،

— ك تدخل العميد في الاعلان عن انتخاب نواب المدرج الذى عين ليوم ٢٧ نوفمبر ١٩٧٢ وهذا رغم ان المطلب الاساسي للطلبة هو القيام بانتخابات حرة لا تخضع لاي ضغط .

— ومناورات افراد "الهيئة الادارية" القديمة والتي تتمثل في المطالبة باقتراحات عملية في كل اجتماع للطلبة .

وعلى ضوء هذه المشاكل ورغم كل العراقيل، عقد طلبة كلية العلوم اجتماع عام ١٤ نوفمبر ١٩٧٢ وانفقوا على اللائحة الاتي ذكرها :

نحن طلبة كلية العلوم المجتمعين في جلسة عامة تحت اشراف نواب المدرج، بعد مناقشتنا لوضع منظمتنا والمشاكل التي ما زالت قائمة بل ازدادت تازما بتراكم المشاكل المادية

— نؤكد ان الحل لازمة الاتحاد ومن ورائها ازمة الجامعة لا يتم الا بتمثيل الطلبة على

كل المستويات حتى تتسنى لهم المشاركة في ادارة وبناء جامعة تونسية تساهم في بناء اقتصاد وطني ولصالح الطبقات الكادحة، وحتى يتمكنوا من ابداء آرائهم في كل القضايا المطروحة وهذا لا يمكن الا بوجود منظومة نقابية ممثلة

— نرى ان حل الازمة لا يمكن الا بعقد مؤتمر خارق للعادة في اقرب وقت ممكن ولذا انطلق

(١) باستقالة ما يسمى بالهيئة الادارية .

(ب) تكوين هيئة جامعية منتخبة مباشرة من الطلبة للاشراف على اعداد المؤتمر المذكور اعلاه .

(ج) تكوين هياكل قاعدية موقفة تحت اشراف الهيئة المذكورة لهدف اعداد المؤتمر .

(د) بان تتم كل هذه المطالب في اقرب وقت ممكن وفي اطار ديموقراطي وذلك بعدم تدخل

الادارة في الانتخابات بحيث لا تساند شقا على الآخر .

(هـ) ناكدا اننا مجندون ومتضامنون مع رفاقنا بالكليات الاخرى حتى نحقق مطالبنا .



اقترح مشروع لحل ازمة الاتحاد قدم في جلسة عامة وقعت في كلية الحقوق والعلوم الاقتصادية بتونس يوم ١٩ جانفي ١٩٧٣، ثم قدم في كلية الآداب والعلوم والطب وقعت الموافقة عليه في الكليات الثلاثة :

- ١ - اعتبارا ان المؤتمر الثامن عشر لم ينه اشغاله وان اقلية سيطرت على الاتحاد العام لطلبة تونس وخرقت قوانينه وان هذا المؤتمر لم يضبط قوانين جديدة ولم يصادق على القوانين القديمة.
- ٢ - اعتبارا ان اغلبية المؤتمرين امضوا عريضة تندد بالاقلية التي اوقفت اعمال المؤتمر وخرقت بذلك قوانين الاتحاد مما جعل المنظمة تعيش ازمة .
- ٣ - اعتبارا ان الجماهير الطلابية ساندت عريضة اغلبية المؤتمرين (التي ارسلت الى السلطات المعنية بعد المؤتمر) وان هذه الجماهير لم تعترف بالمسماة الهيئة الادارية وطالبت بمؤتمر استثنائي يمثل حقا القواعد الطلابية ويعقد في ظروف ديموقراطية من اجل نقابة مركزية حرة ديموقراطية ممثلة .

- ٤ - واعتبارا ان الجموع الطلابية رفضت المشاركة في انتخاب هيئات الفروع تحت اشراف المسماة الهيئة الادارية طيلة ٧١ - ١٩٧٢ ونددت في فيفري بهيئات الفروع التي وقع تنصيبها .
- ٥ - اعتبارا ان استقالة المسماة الهيئة الادارية التي اعلن عليها في الصحافة اليومية في ٣٠ ديسمبر ١٩٧٢ لا تكون استقالة فعلية الا اذا تسلمت لجنة جامعية موقته كل شؤون الاتحاد لتحضير مؤتمر استثنائي .

ونظرا لكل هذه الاعتبارات، فان الظروف التي ينحقد فيها المؤتمر الاستثنائي هي ظروف استثنائية تحدد القواعد الطلابية حسب تراتيب من اجل تحقيق مؤتمر استثنائي للاتحاد العام لطلبة تونس، وان اعمال اللجان التحضيرية التي وقعت بالمركب الجامعي في فيفري ٧٢ تعتبر مبادئ اساسية لتحقيق مؤتمر استثنائي لحل الازمة النقابية، وذلك بوجود اتحاد عام لطلبة تونس حر ديموقراطي ممثل، ولتجسيم مطالبنا الشرعية في هذه الظروف الاستثنائية نقترح تكوين هيكل موقته تهيء هذا المؤتمر الذي لا يجب ان يتجاوز تاريخ انعقاده عطلة الربيع، وسوف نحدد طريقة انتخاب هذه الهياكل و مهامها .

- ١ - هيئات فروع موقته .
- ٢ - هيئات مكاتب فدرالية موقته .
- ٣ - هيئة للجنة الجامعية الموقته .

#### أ- تكوين هيئات الفروع :

+ اولاً : مهامها ،

تقوم مهمة هذه الهيئات اساسا على مساعدة اللجنة الجامعية الموقته في تحضير مؤتمر استثنائي وذلك بتجنيد الطلبة وتطيرهم داخل القسم او الشعبة .

+ ثانيا : طرق الانتخابات ،

- يقح انتخاب هذه الهيئات تحت اشراف ممثلي الطلبة في مجلس المؤسسة .

- بالنسبة للمؤسسات التي ليس لها ممثلي الطلبة في مجالسها ولها نواب الطلبة لدى الادارة

يقح انتخاب عدد من هؤلاء النواب للاشراف على الانتخابات .

- بالنسبة للمؤسسات التي ليس لها نواب في مجالسها او لدى الادارة، تتاجل الانتخابات فيها حتى

تكوين اللجنة الجامعية الموقته .

- تقع هذه الانتخابات في جلسة عامة انتخابية للقسم او الشعبة يدعو لها ممثلي الطلبة في

مجلس المؤسسة او لدى الادارة او اللجنة الجامعية الموقته، ويتكون مكتب الاقتراع من ٣ اعضاء :



- الرئيس، أحد ممثلي الطلبة المذكورين اعلاه، وعضوان من الحاضرين في الاجتماع .
- لكل طالب مرسم في القسم او الشعبة الحق في الترشح والتصويت .
- تتكون هيئة الفروع من سبعة اعضاء .
- ملاحظة : نظرا للظروف الخاصة في كل مؤسسة، سواء كانت كلية او مدرسة عليا، فانه يجب ضبط عدد هيئات الفروع وتقسيمها باعتبار عدد الطلبة المرسمين . وامكانية قيام اعضاء الهيئة بمهامهم في احسن الظروف، فمثلا تمكين جمع قسمين او شعبتين تحت هيئة واحدة، كما يمكن تكوين هيئتين في قسم او شعبة واحدة، ويقع ضبط هذه المسألة من طرف ممثلي الطلبة .

#### ب - تكوين المكاتب الفدرالية :

- + اولا : مهامها ،
- تقوم مهمة هذه المكاتب اساسا على مساندة اللجنة الجامعية الموقته في تحضير المؤتمر الاستثنائي وذلك بتعبئة الطلبة وتاطيرهم داخل المؤسسة وبالتسيق بين مختلف هيئات الفروع بالمؤسسة .
- + ثانيا : طرق الانتخابات ،
- يقع انتخاب هذه الهيئات في اجتماع انتخابي على مستوى المؤسسة يضم اعضاء هيئات الفروع بها ويدعوله ممثلو الطلبة المذكورين اعلاه في ظرف اقضاه ٤٨ ساعة بعد انتخاب كل هيئات الفروع ويشرفون موقتا على هذا الاجتماع حتى انتخاب مكتب اقتراع يتكون من ٣ من بين الحاضرين، رئيسا وعضوين . ويتكون المكتب الفدرالي من سبعة اعضاء .

#### ج - اللجنة الجامعية الموقته :

- + اولا : مهامها و صلوحياتها ،
- ان اللجنة الجامعية الموقته هي هيئة نقابية عليا، مهمتها الاساسية تحضير المؤتمر الاستثنائي للاتحاد العام لطلبة تونس .
- + ثانيا : تتمتع اللجنة الجامعية الموقته بكل السلط المادية والمعنوية حتى تقوم بمهامها .
- + ثالثا : تتولى اللجنة الجامعية الموقته ادارة الاتحاد و تتسلم مقره و وثائقه و امواله حتى انعقاد المؤتمر الاستثنائي في ظروف ديموقراطية .
- + رابعا : تتولى اللجنة الجامعية الموقته تحديد طرق عملها تحديدا يتماشى مع مطامح الطلبة في الديموقراطية .
- + خامسا : تشرف اللجنة الجامعية المؤقتة طبع بطاقات انخراط في الاتحاد العام لطلبة تونس و ضبط نسبة عدد الطلبة المؤتمرين في المؤتمر الاستثنائي .
- + سادسا : تشرف اللجنة الجامعية الموقته على انتخاب هيئات الفروع و المكاتب الفدرالية في المؤسسات العليا التي تاجلت فيها الانتخابات .
- + سابعا : تشرف اللجنة الجامعية الموقته على انتخابات نواب الطلبة في المؤتمر الاستثنائي في الداخل و الخارج، و للمنخرطين ضمن الاتحاد حق المشاركة في هذه الانتخابات و الترشح دون غيرهم .
- + ثامنا : نظرا لان اللجنة الجامعية الموقته يجب ان تنبع من القاعدة الطلابية اثر انتخابات ديموقراطية كما يجب ان تتمتع بثقة الطلبة، فان اعضاءها يحضرون المؤتمر كمؤتمرين و ليس للمسمات الهيئة الادارية الحق في حضور المؤتمر .

#### طرق الانتخابات :

يقع التمثيل في اللجنة الجامعية الموقته حسب مؤسسات التعليم العالي و ذلك على الطريقة الآتية :

(٢) اننا نرفض كل تفسير لمشاكلنا باعتبارها مشاكل نفسانية ناتجة عن قلق و نقص في وسائل الترفيه او مشاكل ذات صبغة اقتصادية تتعلق بتحسين الاكل والاحياء الجامعية والمنح .  
ان هذه المشاكل الاقتصادية موجودة حقا ، ولكنها لا تشكل المحور الاساسي والمنطلق والغاية في حركتنا الطلابية ، وتركيز العمل عليها بصفة عامة ما هو الا طريقة لصرف نظر الطلبة عن مشاكلهم الحقيقية ، وهي مشاكل نقابية و سياسية .

(٣) نؤمن بحق الطلبة في اختيار ممثليهم بكل حرية و للقاعدة الحق ان ترفض اى كان يعمل ضد مصالحها ، كما رفضت من قبل الهيئة الادارية التي فرضت عليها في العام الماضي ، وكذلك الانتهازيين الذين ساندوا هذه الهيئة الادارية في السنة الماضية ، ومعهم المنافقون الذين يستعملون شعارات ديموقراطية لذر الرماد في العيون .

(٤) نؤمن بحق الطلبة في الوقوف بجانب الديموقراطيين ايا كانوا ، وذلك لمساندتهم المادية والعملية وللتديد بسياسة التحسف والدكترة والاستغلال في المستوى الاقتصادي الذي تترجم عليه علاقات الانتاج بين راس المال والقوى الانتاجية ، باستغلال طاقة العمال في المناجم وشركات النقل من اجل اثراء رواس الاموال الفردية والدولية . كما تترجم عليه الايديولوجية الثقافية والسياسية في البلاد ، التي تجعل من المواطن فردا لا مباليا ولا دخل له في تصرف الجهاز السياسي . ويترجم عليه ايضا التحسف المفتوح الذي يمارسه البوليس ضد العمال والطلبة والتلامذة والمفكرين :  
جوان ٦٧ ، مارس ٦٨ ، جانفي ٧٠ ، اكتوبر ٧٠ - عندما كان المستيري وزيرا للداخلية - احداث باردو ، فيفري ٧٢ ، فيفري ٧٣ .

(٥) نؤمن بحق الطلبة للوقوف ضد سياسة الانتقاء والنخال من اجل ديموقراطية التعليم و تعميمه واعطاء امكانيات متسارية لكل ابناء الشعب ويخص بالذكر منهم ابناء الطبقات الكادحة والبطالة وابناء المزارعين الفقراء .  
و نؤمن بمعارضة السياسة التربوية الحالية التي تستجيب لحاجيات راس المال و تجعل من الطالب و التلميذ بضاعة ترضخ لقاعدة العرض والطلب ، و تجعل من التعليم العالي ميزة لبعض الناس .  
و مثالا لنضال الطلبة ضد سياسة الانتقاء بالمركب الجامعي في مارس ٧١ ووقوفهم ضد الامتحانات الجزئية .

(٦) نعتبر ان الجامعة ليست برجاً عاجياً معزولاً عن المجتمع بل نعتبرها جزءاً لا يتجزأ من مجتمعنا و شعبنا ، تمثل من ناحية نفس التناقضات الموجودة داخل بنائه و من ناحية اخرى تتأثر بكل ما يحدث داخل بلادنا ، و من حق طلبتنا ان يتخذوا كل المواقف التي هي في مستطاعهم الى جانب المطالب الشعبية الصحيحة .

ان الاضطهاد المسلط على شعبنا من قبل اقلية حاكمة و خانقة للديموقراطية لا بد ان تكون له انعكاسات على الجامعة . كما نؤمن ان تحقيق الحريات الديموقراطية لا يمكن ان يكون الا من خلال تحقيق الديموقراطية على النطاق القومي ، وهذه الحريات محترفة بها في الفصل الثامن من الدستور و ما انفك النظام الحالي ينتهكها . و ان جماهيرنا الطلابية ما انفكت منذ سنوات تناضل من اجل هذه المبادئ ، و نذكر على سبيل المثال احداث ٦٨ للمطالبة باطلاق سراح بن جنات ، ٧٢ للمطالبة باطلاق سراح بن عثمان ، و هذه السنة للمطالبة باطلاق سراح رفاقنا المساجين السياسيين الذين سيحاكمون يوم خمسة مارس ٧٣ ، ثم التنديد بسياسة التحسف .



(٧) وبناء على ان الفضال الطلابي هو جزء من النضال الديمقراطي القومي من اجل ترسيخ الحريات الاساسية لنا ، فلا يمكن للحركة الطلابية الا ان تتضامن مع مطالب العمال و تلامذة المعاهد الثانوية ( ) .

(٨) نعتبر ان النضال الديمقراطي في الجامعة يتاثر بكل ما يمس بكرامة الانسان و بكرامة الشعوب اينما كانوا دون نظر الي قومية او دين او حدود . و من واجبنا ان يقف ضد كل سياسة تعسفية او رجعية و يقف الى جانب كل الشعوب الطامحة الى الاستقلال و تقرير المصير . لذا تحتم علينا النضال ضد الامبريالية و على راسها امريكا ، كما اننا نناضل ضد ابنائها المخلصين اي الرجعية المحلية ، حليفاتها الموضعية ، التي تطبق ، بطريقة غير مباشرة ، برامجها الاستغلالية و الاستعمارية ، كالصهيونية و النظم البورجوازية الاخرى التي تمدها امريكا بالسلاح و الدولار و تدرب بوليسها لضرب الشعب و مطامحه .

و للجمهورية الفلسطينية ماضي في هذا المظمار ، فلقد تظاهر الطلبة في ١٩٦٦ عند مجيء همفري و وزير خارجية فيتنام الجنوبي الى تونس ، و استنكروا اعتداء اسرائيل على شعوب الشرق الاوسط ، و ساندوا الثورة الفلسطينية باعتبارها قضية تمثل قمة الاستغلال الامبريالي و الصهيوني و التي هي مصب لسلاح امريكا و سلاح النظم الرجعية العربية ( الاردن ، مصر ، لبنان ) ، و تظاهروا عام ١٩٧٠ عند مجيء رود جارس ، و قاموا في العام الفارط باجتماع خاص في كلية العلوم حول قضية فيتنام ، و استنكروا مقتل الهمشري و وائل زعيطر و ابو سامي غسان الكنفاني .

هذا بصورة عامة ايها الرفاق مفاهيمنا لدورنا الديمقراطي في الجامعة . اننا نناضل و سنناضل من اجل مطالبنا و مطامحنا الشرعية و من اجل ان تصان الحريات الاساسية للانسان ، و اننا نشاهد كل الرفاق ان يكونوا على استعداد لمجابهة كل التيارات الرجعية و الانتهازية التي تحاول صرف الطلبة عن مشاكلهم الاساسية بخلق مشاكل ثانوية ، و بذلك فهم يخذمون في نفس اتجاه الحكم و يعززون صفوف الرجعية ، و هذا سواء كان على المستوى الجامعي او القومي .

تونس ، ٢٨ ، فيفري ١٩٧٣

+++++

و شئت عند  
6  
=====

لائحة الطلبة المخبرين عن الاكل بالحي الجامعي براس الطلابية :

ايها الرفاق ،

ان قضية مجلس التاديب في كلية الحقوق ليست قضية ستة طلبة مهددين بعدم اجتياز امتحانهم ، و هي ليست ايضا قضية كلية بعينها يجب علينا مساندتها . انها قضية الجامعة بكل كلياتها ، و لذلك ان القضية قضية نقابية بحقة ، هي قضية ضرب الهياكل الموقفة التي انتخبها الطلبة انتخابا حرا و ديموقراطيا و لأول مرة يتم مثل هذا الانتخاب .

و لذلك نشعر النظام بالخطر فعمل على ضرب اللجنة الجامعية الموقفة عند ما رفض الوزير الاعتراف بها ، و ضرب اخيرا المكتب الفدرالي عند ما رفض العميد " بالعيد " مقابلته في خصوص مجلس التاديب ، و ضرب اخيرا ، بواسطة مجلس التاديب نفسه ، هيئات الفروع ، و لذلك انه ليس من قبيل الصدفة ان يكون الطلبة الذين حرموا من اجتياز الامتحانات كلهم من هيئات الفروع .

ثم ان التهم الموجهة ضد هم هي كلها تهم نقابية ، كالكلام في اجتماع عام او المحافظة على لجان الاضراب ( comité de grève ) او المشاركة في اضراب . ثم المحاكمة البوليسية التي تذكرنا بمحاكمات مكتب ادارة امن التراب ( D.S.T. ) وهي التي تعرض لها الرفيق القاهري ، احد الستة المهددين في مجلس التاديب .

فهل اصبحت مهمة مجلس التاديب محاكمة الطلبة من اجل مطالبهم واعمالهم النقابية ؟ ثم ما هو القصد من هذا التحول في مهمة مجلس التاديب ان لم يكن مساهمة في ضرب هذه الهيئات التي ناضل الطلبة من اجلها وانتخبوها لاول مرة بصورة شرعية وديموقراطية ؟

وبعد ، فان مجلس التاديب ، اذا نجح في مهمته هذه السنة فانه سيواصل في هذا الطريق في السنوات القادمة وسيضرب كل من ياخذ الكلمة في اجتماع عام وكل من يطالب بادننى مطلب نقابي وديموقراطي ، وهذا هو الخطر الكبير من وراء مجلس التاديب ، لذلك الخطر هو التعطيل بل القضاء على تلك الهياكل التي كانت الغاية منها هي المؤتمر الاستثنائي ومن وراء النقابة الديموقراطية الممثلة التي يطمح اليها الطلبة ، وبذلك يقضي النظام على هذا المؤتمر في المهد ، وهو ما سيقدّم فيه اذا نحن لم ننتبه الى هذا الخطر والى هذه المواقف التي تحاكي النقابة التي كانت مطلبنا الصحيح في حركة فيفري ٧٢ والتي يجب ان تبقى مطلبنا اذا لم ننتكر لحركة فيفري ٧٢ . وما يؤكد تآمر النظام على هذه الهياكل ، هذا التآمر الذي يرمي من وراءه ، بعد ما عايناه من كثرة التناقض حول هذه الهياكل التي انتخبناها بصفة ديموقراطية ، وما عايناه ايضا من مساعدتنا لها في مهمتها ، مما يؤكد هذا التآمر اذا هو ما صرح به وزير التربية الجديد اخيرا من ان الحكومة ستدخل لتحل هذه الهياكل اذا لم تستطع هذه الهياكل حل الازمة ، وانها ستحوضها بلجان اخرى تحل مشكل ازمة مجلس التاديب وبالتالي تحل مشكلة النقابة ، اى على طريقة الحكومة في ايجاد الحلول لمشاكل هذه المشاكل . . . . . وعند ذلك لا نستبعد ان يعيد التاريخ نفسه ونعير مؤتمر قرية من جديد ويطلع علينا باتحاد غير شرعي ( fant che ) مع الفارق الوحيد ان النظام في هذه المرة لن يجد ما كان قد وجده في السنة الماضية من معارضة جماهيرية قوية وعي جماهيري قوى لدى الطلبة بعد ان يكون شل حركة هذا الهيكل واجمدها وبعد ان يكون قد خلق في الجامعة سلاحا فعلا يقاوم به كل تحرك وكل عمل نقابي ، لذلك السلاح هو مجلس التاديب .

ولذلك يتعين علينا ان ننتبه الى هذا الخطر المحدق بنا وان نجابهه بكل ما اوتينا من قوة . ومما يؤكد اصرار النظام على ضرب هذه الهياكل ايضا ما تقدم به وزير الداخلية من مطلب لحماية الطلبة الذين يرغبون في "تكسير" الاضراب والعودة الى الدروس . وهذا ما يدل اكبر الدلالة على ارتباط الجامعة بوزارة الداخلية الارتباط المتين . على ان البوليس يمكن ان يتدخل بين لحظة واخرى في الجامعة ، ومن هذا نفهم ان حرية الجامعة المزعومة واستقلالها وحرمتها ما هي الا كلام ككل كلام لا ينطبق عليه الواقع .

لذا ايها الرفاق يجب علينا ان نلحظ حول هذه الهياكل التي يريد النظام القضاء عليها وان ندافع عنها وان نناضل من اجل الحصول على نقابتنا التي لن نتحصل عليها الا اذا واصلنا المطالبة بها



DOCUMENT N° 7

COMMUNIQUE DES GREVISTES DE LA FAIM A LA CITE UNIVERSITAIRE DE RAS TABIA

Nous, les 30 étudiants de l'Université de Tunis ayant entrepris la grève de la faim à la cité universitaire de Ras Tabia depuis le mercredi 2 mai 1973, rappelons nos déclarations dans les deux communiqués précédents qui se résument en ceci :

- notre attachement total à la revendication d'un syndicat démocratique, autonome et représentatif (c'est-à-dire l'Union Générale des Etudiants de Tunisie) et à la tenue d'un congrès extraordinaire pour résoudre la crise du syndicat ;
- notre attachement aux structures syndicales provisoires élues démocratiquement pour préparer le dit congrès ;
- notre plein droit à défendre nos principes syndicaux et démocratiques ainsi que notre détermination à les mettre en pratique.

Déclarons que nous continuons la grève de la faim jusqu'à ce que l'administration manifeste sa disposition à résoudre la crise et à créer les conditions d'un dialogue qui tient compte du respect de nos droits syndicaux légitimes et ce, en levant les mesures arbitraires prises par le Conseil de Discipline de la faculté de Droit contre nos camarades syndicalistes (membres des structures syndicales provisoires).

Tunis, le 4 mai 1973

Notons qu'un bulletin médical concernant l'état de santé des grévistes sera communiqué ultérieurement. A ce propos, notons que l'un d'eux, Jamine Mshli, étudiant en 2ème année de Lettres Anglaises, a été transféré à l'hôpital Charles Nicolle, dans un état grave selon l'avis des médecins.

DOCUMENT N° 8

PROPOSITION - PETITION PROPOSEE PAR LE C.A.L.-U.G.E.T. (Base Vincennes)

Vu les conditions anormales dans lesquelles s'est tenu le 18ème Congrès de l'U.G.E.T. et l'atmosphère anti-démocratique qui a régné au cours de ses travaux ;

- Vu l'interruption brutale et anti-statutaire des travaux de ce même congrès ;
- Vu l'attitude fasciste d'une minorité qui a imposé des élections irrégulières violant ainsi le statut et le règlement intérieur de notre union ;
- Vu que la majorité des congressistes s'est prononcée contre ces infractions et a déclaré illégale la C.A. issue de ces élections ;
- Vu que la majorité des étudiants à Tunis s'est prononcée contre ces méthodes fascistes et a refusé de ce fait de reconnaître la C.A. fantôme ;
- Vu le Congrès Extraordinaire destiné à doter notre organisation d'instances démocratiques et représentatives, réclamé par l'écrasante majorité des étudiants à Tunis, imposé par eux le 2, 3, 4 Février 1972 et interrompu brutalement par la répression sauvage du pouvoir ;
- Considérant l'attitude indigne du Comité de Section de la faculté de Droit de collaboration déclarée avec la C.A. fantôme et de dénonciation de ce congrès extraordinaire et du mouvement de Février 1972 ;

- Considérant l'A.G. du 8.2.1972 tenue à la Maison de Tunisie, où l'écrasante majorité des étudiants de Paris :

- . a exprimé sa non-reconnaissance de la C.A. imposée à Korba,



. a appuyé totalement le congrès extraordinaire et le mouvement de Février 72 en Tunisie,

. a dénoncé sans équivoque la position scandaleuse du Comité de Section de Paris vis-à-vis de la C.A. fantôme, du congrès extraordinaire et du mouvement de Février 1972,

. a élu le C.A.L.-U.G.E.T. en tant qu'instance provisoire, démocratique et représentative des étudiants tunisiens à Paris ;

- Considérant les menées fascistes du pouvoir qui depuis le Congrès de Korba empêchent toute vie démocratique interne de notre Union et, en particulier, bloquent le fonctionnement normal de son règlement et de son statut ;

NOUS, ETUDIANTS TUNISIENS DE PARIS SIGNATAIRES DE LA PRESENTE PETITION :

REAFFIRMONS AVEC FORCE NOTRE NON RECONNAISSANCE DU COMITE DE SECTION DE PARIS QUE NOUS CONSIDERONS COMME ANTI-STATUTAIRE ET NON REPRESENTATIF ;

REAFFIRMONS SOLENNELLEMENT QUE LE C.A.L.-U.G.E.T. EST LA SEULE INSTANCE REPRESENTATIVE ET DEMOCRATIQUE OU SE RECONNAISSENT LES MILITANTS DE L'U.G.E.T. A PARIS.

#### DOCUMENT N° 9

### BILAN DU COMITE D'ACTION ET DE LUTTE DE L'U.G.E.T. PARIS

#### UNE ANNEE D'EXISTENCE DU C.A.L.-U.G.E.T. PARIS

Procéder aujourd'hui au bilan d'une année d'existence du C.A.L. est une entreprise normale, rendue d'autant plus urgente par la véritable impasse dans laquelle se trouve le mouvement étudiant, tant à Paris qu'en Tunisie. C'est dire si cet effort d'analyse est délicat, voire même limité dans la mesure où il ne synthétise pas des bilans partiels des différents secteurs d'activités. Cela découle naturellement du sabotage en règle de la commission-bilan, établie à l'issue de l'A.G. de Juin. Aussi bien, les membres du C.A.L. élus le 8.2.1972 (du moins les 6 d'entre eux demeurés actifs), ont-ils jugés plus utile de présenter un document qui, pour concis qu'il soit, trace les grandes lignes de l'évolution de notre mouvement durant cette année, en soulignant les apports spécifiques, en même temps qu'il cernera la source des échecs incontestables qui ont amené graduellement à la crise présente. En guise de conclusion, nous nous permettrons des recommandations pour l'exercice du mandat à venir.

Le plan de notre travail est le suivant :

- Situation du mouvement étudiant avant février 1972
- Analyse du mouvement de Février 1972
- Déposition de la direction de Paris et élection du C.A.L.
- Premières manifestations de la crise de l'A.G. du 19.4.1972
- Vers la substitution du C.A.L. central par le C.A.L. base Paris VIII
- Le mouvement étudiant décapité
- Plus que jamais vigilance ! (analyse de la situation actuelle du mouvement)

#### Les acquis

Des écueils à éviter.

La situation qui prévalait au sein du mouvement étudiant tunisien avant les événements de Février 1972 a fait l'objet de nombreuses analyses que nous avons développées tant dans nos écrits que dans nos interventions. C'est pourquoi, et afin de concentrer l'essentiel de notre réflexion sur une année de pratique commune, nous n'insistons pas sur cette phase que l'on peut décrire en deux mots.



À Tunis, après avoir ouvert toutes grandes les vannes de la scolarisation, afin de remédier à une hémorragie massive des cadres colonialistes européens et afin de promouvoir un plan de développement exclusivement à son service, la bourgeoisie réactionnaire entreprit à partir de 68, une fois le vide comblé, une sélection sévère, à tous les niveaux de l'enseignement, dans tous les domaines (aussi bien aux examens de passage que dans l'octroi de certaines prestations sociales aux élèves et aux étudiants). Parallèlement, l'organisation syndicale des masses estudiantines, naguère composante du mouvement populaire de libération nationale, cette organisation était progressivement mise au pas pour devenir finalement l'un des rouages de répression et d'exploitation du régime bourgeois.

C'est dans cette relation dialectique entre l'Université et son environnement socio-économique qu'il faut saisir l'ébauche et la montée des luttes du mouvement étudiant. À chaque fois le pouvoir réactionnaire est démasqué comme traître aux objectifs du peuple tunisien de liberté, d'émancipation et de démocratie. Ce fut en juin 1967, Février 1968, Mars 1968, Février 1970, Janvier 1971 et Février 1972.

À l'étranger, l'émigration estudiantine jouit dans son ensemble, et pendant assez longtemps, d'un statut assez particulier : le régime des bourses aidant, le rapport entre cette branche et le mouvement de Tunis était quelque peu faussé par l'insertion des étudiants dans d'autres systèmes pédagogiques et sociaux. Ainsi, dans notre ensemble, nous ne sommes pas directement confrontés au régime du Destour, sa répression et son exploitation, d'où les caractéristiques suivantes du mouvement à l'étranger :

- désertion massive du syndicat. Au plus grand de notre mobilisation, nous n'atteignons pas le chiffre de 500, alors que nous sommes plus de 3 000 étudiants tunisiens à Paris

- la politisation accrue du syndicat où se rencontrent et parfois se confrontent plusieurs stratégies syndicales.

C'est dans ce contexte qu'eut lieu le congrès de Korba d'août 1971. Sur ce congrès tout a été dit et il ne sera pas utile d'insister dessus. Nous nous contentons de remarquer que le coup de force du régime appelle à deux observations.

- en clôturant prématurément le Congrès après avoir installé une direction fantôme à la tête du mouvement étudiant, le régime a montré que ce mouvement lui échappait et de haute lutte.

- il a montré également qu'il était prêt à user de toutes les violences pour imposer sa politique.

Cela n'empêche pas certains d'affirmer que, malgré les irrégularités qui ont entaché le congrès-bidon, il était possible d'aboutir à quelque chose avec la C.A. fantôme. Quoi ?

- De toute manière, tel n'était pas l'avis de nos camarades de Tunis, en réclamant un congrès extraordinaire, ils situaient le problème dans ses dimensions réelles, c'est-à-dire politiques. En effet, les exigences d'autonomie, de représentativité et de combativité sont préalables à toutes les autres revendications qui ne peuvent qu'en découler. Politiques aussi dans la mesure où ces mots d'ordre dépassent le cadre strict de l'université pour devenir une revendication de toutes les organisations démocratiques de masse (U.G.E.T. U.N.F.T...) que le régime fascisant opprime et, à travers elles toutes les masses populaires. C'est dans ce sens là, et celui-là seulement, que le mouvement étudiant dans son ensemble a entraîné une lutte révolutionnaire. C'est aussi dans ce cadre strictement démocratique qu'il a effectué, ici et là, une jonction avec les masses populaires. Toute autre approche nous paraît erronée, réactionnaire ou démagogique. Le mouvement n'est ni M.L., ni un jouet ni une corporation.

Aux événements de Tunisie, un écho a répondu à Paris avec l'ampleur, mais aussi le creux qu'il implique. La déposition de la C.A. et, croyons-nous, à travers elle le Comité de Section, était une mesure juste. L'élection du C.A.L. était pour le moins une mesure spontanéiste. Parce qu'il relevait pour le moins de l'improvisation. Il ne s'agit pas d'accuser tel individu ou tel groupe, mais par delà les intentions, fussent-elles bonnes ou mauvaises, il s'agit de retrouver les origines du vice afin de l'extirper à la racine.

La responsabilité de cette élection et de ses suites, il faut d'abord la situer au niveau de la désertion de l'U.G.E.T. La plupart d'entre nous n'avaient jamais milité dans le syndicat. D'où la faiblesse, sinon l'absence quasi-totale des structures de base, seul cadre légitime et capable de proposer une solution de rechange. En effet, les corps (3 sur 4) n'ont pas réuni plus d'une cinquantaine d'étudiants communistes et destouriens,



par ailleurs solidaires avec la C.A. et le C.S.

Une fois palayée la direction, les structures de base suivaient. Ace point de l'analyse, on peut avancer qu'il aurait été préférable que le C.A.L. fut une structure parallèle au syndicat ancienne formule et non la structure de rechange, en attendant la réfection de cette structure.

L'élection avait donc toutes les apparences de l'improvisation et pour cette raison il aurait fallu lier le collectif élu d'au moins un programme. En fait nous n'eumes que la notion préjudicielle pour tout document de travail. En tenant compte de la deuxième caractéristique du mouvement estudiantin à l'étranger, c'est-à-dire son haut degré de politisation, l'absence d'une analyse et d'un programme communs portait en elle les germes de toutes les difficultés et déboires ultérieurs. Les divergences n'ont pas tardé à se faire jour au sein même du collectif et entre celui-ci et certaines fractions de la base. Le départ des camarades En Neifar et Marrakchi, la désertion de certains autres, la désaffection de nombreux militants de base, les luttes de tendances, parfois violentes illustrent ce fait.

Le mouvement allait cependant, sous la pression des événements de Tunisie, présenter les apparences de l'homogénéité et enregistrer de ce fait des succès certains : une ample campagne d'information autour des événements qui secouaient notre pays, l'occupation, ou plutôt la libération de la Maison de Tunisie pour la première, et souhaitons-le, définitivement arrachée aux griffes du pouvoir réactionnaire. Enfin, et c'est ce fait nous semble le plus significatif, parce qu'il dégage les dimensions fondamentales démocratiques et anti-impérialistes de notre organisation, la seule activité qui n'ait pas souffert de l'absence d'une analyse et d'un programme est le soutien aux victimes de la répression et aux peuples en lutte contre l'impérialisme. C'est effectivement le seul domaine qui n'ait pas eu à souffrir de la multiplicité des groupes et des tendances.

La réflexion devra donc porter sur la nature démocratique et anti-impérialiste de notre syndicat. C'est à partir d'elle que, dans l'avenir, nous devons tracer notre ligne de conduite, aussi bien en matière de lutte contre la sélection que des revendications matérielles et politiques.

C'est l'absence de cette conception claire de la nature du syndicat qui a laissé la porte ouverte à la confusion et aux luttes de tendances. Et, au gré des alliances et des ruptures, nous en sommes arrivés à invectiver les étudiants communistes pour leur tendre la main après ; nous avons soutenu certains camarades pour les dénoncer par la suite comme "professionnels de la ploutique". Nous avons majoritairement décidé de participer aux élections de l'A.E.M.N.A.F. pour nous retrouver quelques dizaines le 23 avril.

A notre niveau, conscients de nos limites, nous proposons lors de l'A.G. du 19.4. un certain nombre de mesures susceptibles de nous sortir de l'impasse : nouveau découpage pour le regroupement des étudiants (par zone géographique et non plus par corps) élections à la base de candidats à une nouvelle direction ; démission 15 jours plus tard du C.A.L. central sur la base d'un bilan ; enfin, élection le même jour d'une nouvelle direction par une assemblée plénière souveraine. Pour notre part, ces propositions demeurent valables si l'on veut maintenir le caractère de masse de notre organisation et si l'on veut dégager des voies justes pour le mouvement estudiantin.

En attendant, ces propositions furent rejetées au profit d'une notion vague, présentée par les camarades de Paris VIII.

La loi du nombre aidant, ces derniers devaient enclencher un processus qu'il y a lieu de méditer attentivement.

En effet, l'expérience du C.A.L. de base Paris VIII est riche d'enseignements et nous gagnerons à en tirer des leçons.

Parmi les acquis du mouvement estudiantin tunisien à Paris, et non le moindre, il y a la constitution du C.A.L. base de Vincennes. C'était en effet la première cellule d'une structure de base qui depuis s'est renforcée et étendue à d'autres centres universitaires. Nous citerons Jussieu, et dans une mesure moindre, la Cité et Nanterre.



Sur les lieux, c'est-à-dire à Vincennes même, nous signalerons un secteur d'activités qu'ils sont seuls à avoir rempli, nous entendons l'aide matérielle aux étudiants qui, quelles que soient ses limites, gagnerait à être généralisée à tous les domaines et dans d'autres zones. C'est en effet, pour notre organisation dans son ensemble, l'une des carences les plus graves que d'avoir totalement ignoré cet aspect de la lutte syndicale.

Cependant, et c'est l'envers de la médaille, favorisé par une situation particulière (aussi biogéographiquement, c'est-à-dire l'éloignement de l'université qui retient la majorité des étudiants pour toute la journée, que matériellement vu les avantages en locaux et en matériel de travail ; qu'enfin, humainement par la forte concentration d'étudiants tunisiens dans cette université) un esprit particulier s'est développé chez certains camarades de Paris VIII qui se sont considérés de fait comme la direction du mouvement estudiantin à Paris.

La substitution de fait du C.A.L. base Paris VIII au C.A.L. central remonte à l'A.G. du 19.4. Immédiatement après, et malgré la décision de cette même A.G. ils se démobilisaient de la campagne de l'A.E.M.N.A.F. Ils entreprirent au nom du C.A.L. central, et en dehors de lui, des contacts avec les organisations sœurs et amies, d'où la confusion. De même qu'ils se sont appropriés toutes les ressources matérielles de notre organisation (brochures, cartes...). De même que dans les A.G. et suite à de nombreuses désaffections dues au confusionnisme en partie entretenu par les camarades de Paris VIII, leurs décisions s'imposaient par la loi du nombre. Dernière manifestation de cette tendance, leur dernier tract relatif à la dernière A.G. Si dans son contenu ce tract recoupe en plusieurs points l'analyse que nous développons ici, il n'en demeure pas moins que les injonctions (nous ne permettrons plus...) relèvent moins d'un esprit démocratique (ce qui doit être permis doit être établi par tous les étudiants) que d'une décision autoritaire qui entend s'imposer.

Voilà à partir de quand et comment nous pensons le mouvement estudiantin de Paris véritablement décapité. Car, quels que soient les mérites des camarades de Paris VIII, ils ne pouvaient pas, et pour cause, se substituer réellement au C.A.L. central. Pensons aux centaines d'étudiants qui n'ont pas de contacts avec eux. Et même au niveau de Paris VIII, ces camarades sont loin de représenter tous les étudiants.

Toute la stagnation ultérieure, avec les risques qu'elle comporte de démobilitation surtout, découlait à notre sens de ces deux causes, absence d'analyse et absence de direction réellement responsables (ne serait-ce que de son échec).

Aujourd'hui que nous sommes au seuil d'un nouveau mandat et d'un congrès extraordinaire, il nous faut redoubler de vigilance. Et avant tout, avec nous-mêmes. Il s'agit, à la lumière d'une analyse rigoureuse de notre pratique, de retenir et renforcer nos acquis, d'éliminer les conceptions et les pratiques erronées.

## I - Le caractère de masse de notre organisation

Il ne peut être préservé et renforcé qu'à la condition expresse que dans une perspective résolument démocratique, anti-impérialiste, c'est-à-dire de lutte contre la sélection sous toutes ses formes, contre la répression, pour les libertés fondamentales de notre peuple, la nouvelle direction se place au-dessus des groupes et des tendances, et se considère comme représentative de tous les étudiants tunisiens mobilisés dans la perspective ci-dessus décrite.

Parallèlement et structurellement, l'organisation de base actuelle doit être renforcée et élargie afin que la reconstitution du comité de section soit possible, mettant fin au statut équivoque du C.A.L. et liquidant une fois pour toute la dualité C.A.L. / C.S.

## 2 - La participation au Congrès Extraordinaire

Elle ne sera possible que si le C.S. est reconstitué. A la base, nous devons dégager les thèmes de travail de notre délégation. Ceux-ci devront tenir compte, outre les problèmes généraux du syndicat et de l'enseignement, de notre situation spécifique à Paris, problème de bourse, logement, diplômes...



## • Notre stratégie de lutte à Paris

Tout en réaffirmant l'importance et les apports décisifs du mouvement de février à Tunis, nous estimons quant à nous que nous nous sommes égarés dans les exégèses de ces événements et de ces mots d'ordre. Jusqu'à notre dernier tract, nous continuons à tirer la légitimité de notre mouvement des événements de Tunisie, cela découle d'une analyse pernicieuse qui veut que les événements du pays soit le seul moteur de l'activité politique des immigrés. Le fait que longtemps après ces événements nous soyons ensemble, discutant de tous ces problèmes, prouve que notre mouvement répondait à une situation objective locale, reliée dialectiquement à celle de nos camarades de Tunis au niveau des mots d'ordre démocratiques d'U.G.E.T. autonome, représentative, combative, revendications bafouées aussi bien à Tunis qu'à Paris.

La définir à un niveau politique dans nos rapports aux événements de Tunisie (informations plus amples et plus régulières, campagnes de soutien aux luttes démocratiques de notre peuple, lutte contre la répression) ; dans notre situation d'immigrés (lutte contre la répression, le racisme) ; enfin maintenir et développer l'effort de soutien aux luttes anti-impérialistes.

A un niveau syndical, renforcer nos liens avec les organisations soeurs et amies ; clarifier nos rapports avec l'A.E.M.N.A.F. et tous les regroupements estudiantins ainsi qu'avec l'U.N.E.F.

Nous recommandons tout particulièrement que notre participation au Comité Tunisien d'Information et de Défense des Victimes de la Répression soit définie une fois pour toutes. Nous estimons en effet que cette instance démocratique, si elle est renforcée d'une manière active et effective, peut jouer un rôle important dans un secteur non moins importants de nos activités : celui de la lutte contre la répression et pour les libertés démocratiques en Tunisie et en France. Il s'agira alors de savoir si certaines branches de notre organisation continueront à mener, dans ce secteur, un travail fonctionnel et forcément limité, ou si au contraire, nous allons investir toutes nos potentialités en la matière en participant, plus effectivement et par là plus efficacement, à ce comité.

3 - Ouvrer enfin pour renforcer les acquis des étudiants tunisiens à la Maison de Tunisie en y multipliant les rencontres culturelles et politiques.

## 4 - Problèmes de Direction

La direction d'un mouvement étudiant est certainement l'une des charges les plus difficiles et les plus ingrates. Elle exige, outre l'esprit de dévouement militant, une grande disponibilité de temps, un esprit de parfaite camaraderie et ne souffre pas d'absentisme, l'un des maux qui nous ont frappés cette année, encore moins les désertions qui peuvent affaiblir décisivement. Ce dont nous avons souffert le plus, c'est l'absence d'un local où auraient pu se dérouler nos réunions, où nous aurions pu être touchés facilement, aussi bien physiquement<sup>que</sup> par correspondance, ou en fin nous aurions rassemblé nos archives. Et rien que pour ces dernières raisons, notre participation à l'A.E.M.N.A.F. se justifiait pleinement, outre tous les avantages sociaux et politiques dont l'ensemble des étudiants tunisiens auraient pu bénéficier.

Dans un domaine plus circonstancié, les A.G., l'ensemble des camarades doivent pleinement faire confiance au bureau de séance, quitte à lui demander des comptes par la suite. Nous avons énormément souffert (notamment à la dernière A.G.) du spontanéisme, de l'opportunisme et de la violence de certains camarades.

S'agissant des formations politiques, leur droit à la libre expression (orale et écrite) est absolument inaliénable. La masse des étudiants ne tolérera jamais que ce droit soit piétiné d'une manière ou d'une autre. Cependant, qu'elles se montrent plus respectueuses de la discipline et du droit des autres à la libre expression, quelles que soient les divergences qui les opposent à eux. On n'a jamais lutté contre les idées erronées en les empêchant de s'exprimer (surtout par la violence physique). Tant s'en faut !

Camarades,

Comme vous le voyez, ce bilan n'avait pas la prétention d'être une nomenclature exhaustive de nos diverses activités. Il se voulait essentiellement un retour auto-critique sur une pratique commune durant le mandat écoulé. Pour ce faire, nous avons retenu et articulé les moments qui nous ont semblé les plus importants et les plus significatifs de nos insuffisances et de nos tares. Les leçons que nous en avons tirées, celles que nous dégagerons ensemble, permettront, nous en sommes sûrs, à notre organisation de repartir plus forte que jamais. Nous exprimons à nos camarades nos remerciements sincères pour la confiance qu'ils ont bien voulu placer en nous, ainsi que nos vœux les plus chaleureux pour ceux qui, à la suite d'un soutien démocratique, prendront la relève sur des bases plus solides à la suite de l'expérience que nous avons vécue.

Paris, Février 1973

وثيقة عدد IO  
=====

### لجنة العمل والنضال للاتحاد العام لطلبة تونس ارضية

ان تصاعد الصدام في الجامعة بين النظام والطلبة يبين لنا فشل سياسة النظام التعليمية التي لا يمكن قطعها عن السياسة العامة في البلاد .  
ومحور هذا الصدام هو محتوى التعليم الطبقي و سياسة الانتقاء من ناحية ، و خنق الحريات الديمقراطية والنقابية كما يظهر ذلك في فرض هيئة ادارية عميلة على راس النقابة من ناحية اخرى .  
اما عن محتوى التعليم فانه متنافي مع المفهوم الوطني ، ناتج عن برامج تعليمية مرتبطة ايدولوجيا واقتصاديا بمصالح البورجوازية الكمبرادورية الرجعية الخاضعة للامبريالية والاستعمار الثقافي الجديد . هذه السياسة التعليمية ، فهي زيادة عن كونها لا ولن تفي بحاجيات الطلبة ، لا ولن تليي رغباتهم ، ولا ولن تضمن مستقبلهم ، فانها جعلت من الجامعة مصنعا للاطارات الرجعية والعميلة .

واما عن السياسة الانتقائية ، فانها مرتبطة بالمحتوى التعليمي الناتج عن هيمنة الامبريالية التي تعتمد على الطبقات الرجعية الحاكمة ، التي اظهرت عن عجزها على بناء اقتصاد مستقل في بلادنا وبالتالي على حل الازمات الاقتصادية والاجتماعية . واصبح عدد المطرودين من مختلف مراحل التعليم متصاعدا بصفة مبهولة ، ونحن نشاهد ذلك بعدد الطلبة والتلاميذ المهاجرين الذين يزدادون يوما بعد يوم ( الرجوع الى المشروع المضاد ) .

كل هذه المعطيات المتنافية مع المفاهيم الوطنية والديموقراطية في التعليم توضح لنا اكثر سيطرة الطبقات الحاكمة على الاتحاد العام لطلبة تونس لمحاولة الحد من نضال الطلبة ، اذ انه من المفروض ان يكون الاتحاد اطار نضال الجماهير الطلابية وطرح مشاكلها السياسية والجامعية سالكة في الميدان نفس السياسة التي تسلكها تجاه المنظمات الجماهيرية مثل الاتحاد العام التونسي للشغل . . . للحد من نضالات الجماهير الشعبية .



ورغم تعرض قيادة الاتحاد العميلة ، فان الطلبة لم يتوقفوا عن النضال وعن التعبير عن مطالبهم الشرعية ، ونخص بالذكر انتفاضات جوان ١٩٦٧ ، فيفري ومارس ٦٨ ( ٠٠٠ ) .  
ولقد بلغ نضال الطلبة اوجه سنة ١٩٧١ حيث اصطدمت جماهير الطلبة ببيادق الدستور في مؤتمر قرية واظهرت مطالبتها للحصول على نقابة حرة ، ديموقراطية ، ممثلة ومناضلة .  
غير ان النظام الرجعي والعميل لم يبالي بهذه المطالب و فرض بالعنف ادارة تخدم مصالحه .  
ولم يحد هذا الصنيع من عزيمة الطلبة فكونوا لجان اعلام و تعبئة لمواصلة النضال القاعدي .  
النقابي ( ضد سياسة الانتقاء ، المنح ، المسكن ٠٠٠ ) والسياسي ( ضد القمع ولمساندة النضالات الشعبية ٠٠٠ ) حتى اصبحت المطالبة بمؤتمر استثنائي شعار الاغلبية الساحقة منهم .

وكان هذا الشعار منطلقا لحركة فيفري ٧٢ التي اكدت انه " لا مجاهد اكبر الا الشعب " وصرخت ان " الحرية كالبخزق للشعب " ونددت بالرجعيين الذين " باعوا تونس بالفريضة " كما عبرت عن الرغبة الاساسية للطلبة نقابة حرة ، ديموقراطية ، ممثلة ومناضلة .  
وبعد القمع الذي سلطه النظام على الطلبة ، قرر الرفاق تشكيل جهاز زوطني لمتابعة النضال والتعبئة :  
- من اجل تحقيق مؤتمر خارق للعادة .  
- للخروج باتحاد ديموقراطي ، مستقل ، ممثل ومناضل .

ان هذين الشعارين جمعا موافقة جل الطلبة ما عدا اقلية مكونة من الطلبة الدستوريين و آخرين ينتمون الى " الحزب الشيوعي التونسي " الذين ادعوا ان " شعارات المطالبة بقيام بمؤتمر استثنائي وانتخاب هيئة ادارية جديدة ما هي الا شعارات غير واقعية " ( آمال ، جانفي ١٩٧٢ ) .  
وكان للحركة بتونس انعكاس كبير على الطلبة التونسيين في الخارج وخاصة في باريس .

ففي باريس ، اثر جلسة عامة دعت اليها الهيئة الادارية للاتحاد " للنضال " داخل الجهاز النقابي ( المفروض ) لمخالطة الطلبة ومحاولة صد نضالهم ثم تحييزهم تحت شعارها الاستسلامي ، وذلك بغرض الطرف عن الجوهر السياسي لمطالب رفاقنا في تونس وهو التمثيل الديموقراطي للاتحاد .  
اثرها تفتنت الاغلبية الساحقة من الطلبة الحاضرين لمناورات الهيئة الادارية ، ورفضت شرعيا ادعائها تمثيلهم ، ذلك على منوال الرفاق في تونس . ثم انتخب الطلبة لجنة العمل والنضال وذلك على قاعدة لوائح وشعارات حركة فيفري واهم مهام هذه اللجنة هي :  
- الاعلام على الحركة .  
- الدفاع على ضحايا القمع .  
- التنسيق ما بين الحركة الطلابية في باريس وتونس .

ونج عن تطورات الحركة الطلابية في باريس ظهور قوا عدا للعمل والنضال وتجمعات للاتحاد ، وهكذا دخلت الحركة الطلابية في مرحلة نضالية وتنظيمية جديدة في اطرارات موقتة اظهرت وجوب توحيد الحركة الطلابية .

ومنذ ذلك الحين والركة الطلابية تواجه موامرات العدو والمتتالية ، مثل المساومات التي دارت بين بعض الطلبة الغير ممثلين للجماهير الطلابية والمدير السابق للحزب الاشتراكي الدستوري ، والحريفة التي وزعها بعض المتخاذلين واخيرا استقالة الهيئة الادارية للاتحاد ودعوتها لمؤتمر خارق للعادة فارغ من محتواه التقدمي للحد من نضالات الطلبة التي تسعى لتحقيق هذا الشعار على اسس ديموقراطية . وتفرض علينا هذه الحالة المزيد من الانتباه والعمل على تحضير وتحقيق المؤتمر في احسن الظروف .

ومن اجل هذا الهدف ، وعلى ضوء الاجتماعات التي جمعت نوابا عن القواعد للجان العمل والنضال الموجودة في باريس ، والتجمعات الطلابية التونسية الموجودة في "قرونويل" و "ستراسبور" و "مونبالي" و "بروكسال" وبعض نواب المدارس والطلبة القادمين من تونس ، تأكدت اكثر فاكثر فكرة وجوب العمل على توحيد الحركة على صعيد باريس واعطائها الاطار التنظيمي الملي لرغباتها والضامن لاستمراريتها والمودى الى قوتها ومناعتها حتى تساهم بكل ما لديها من امكانيات مادية وادبية وتتحمل مسؤولياتها تجاه الحركة الديمقراطية والطلابية في تونس نحو تحقيق الاتحاد الديمقراطي المستقل الممثل والمناضل ، وشعورا منهم بان تحقيق هذا الهدف لا يمكن ان يتم الا في الوضوح التام بعد القيام بعملية التقييم التام للممارسات السابقة وتبادلها ومناقشتها حتى يتمكن من توضيح الاسس التي عليها تتحقق وحدة الحركة الطالبة ، وهذا التوضيح الذي يجب ان تكون ساهمت فيه كل المجموعات الطلابية المتعلقة بمبادئ حركة فيفري ١٩٧٢ الجماهيرية .

اعتمادا على نضالات الحركة الطلابية التونسية التي برهنت من خلال شعاراتها في فيفري ١٩٧٢ انها جزء لا يتجزأ من نضالات الشعب التونسي ، الموجهة اساسا ضد الامبريالية العالمية وعلى راسها الامبريالية الامريكية ، و ضد ذوائلها وحراس مصالحها ، الطبقات الحاكمة في تونس . هذا ويتضح ان مشاكل الطلبة لا تجد حلا جذريا الا بخل التناقض الاساسي بين الجماهير الشعبية التونسية واعداها الامبريالية والرجعية .

ان مطالب الحركة الاساسية هي افتكاك الحق في مؤتمر خارق للعادة للاتحاد العام لطلبة تونس كمنطلق نحو تحقيق اتحاد ديمقراطي ، مستقل ، ممثل ومناضل وتلمرح فيه الاختيارات الاساسية وطرق العمل التي من شأنها ان تحقق وتدعم شعارات فيفري التي ليست الا نتيجة مباشرة لنضالات الحركة وبرهان على وعيها بانتمائها التام لحركة الجماهير الشعبية ومساندتها .

وبعد التاكيد على استنكار مواقف "لجنة فرع باريس" التي من قبل ومن خلال مؤتمر قرية وما بعده برهنت على انتهازياتها ومناهضتها لمصالح جماهير الطلبة ، وعدم الاعتراف بهذا الهيكل لانه يتناقض في المرحلة الراهنة والنضال من اجل ديمقراطية حققة للاتحاد ، ويتضح من الضروري وضع جهاز تنسيق تحدد مهامه وتركيبه ووقيته كما يلي :

#### (١) المهام :

أ - التنسيق بين مختلف القواعد على صعيد :

- + الاخبار وجمع المقترحات من القواعد .
- + العمل على اصدار نشرة دورية تتضمن نشاط القواعد والتقاييم والتحليل لشعارات حركة فيفري والحالة العامة في البلاد وفي الهجرة وفي العالم .
- + الدفاع على ضحايا القمع .
- + تنسيق مبادرات متفق عليها من طرف القواعد ، مع امكانية اخذ مبادرات ان تضمنت موافقة اغلبية ممثلي القواعد بحكم معطيات تستوجب بتا سريعا بشرط الرجوع الى مختلف القواعد مع الملاحظة ان جهاز التنسيق يكون غير قيادي لكن تمثيلي للقواعد .
- + التنسيق مع الحركة في تونس للعمل على هيكل الحركة الطالبة وضبط قوانينها والعمل على ايجاد الطرق الكفيلة لبعث قواعد جديدة وتدعيم القواعد الموجودة .



ب - على صعيد باريس ، بحث قواعد جديدة حيث لا توجد قواعد للجنة العمل والنضال ، والتنسيق مع التجمعات الطلابية الغير منظمه في اطار لجان العمل والنضال والتي تصل على تحقيق شعارات فيفري الديمقراطية ، على قدم المساواة بينها وبين القواعد . مع التاكيد على عدم تمثيلية ما يسمى بلجنة فرع باريس التي اتضح ، في آخر التحليل ، انها متعارضة جذريا ومطالب الحركة في المرحلة الراهنة .

ج - بحث قواعد جديدة والتنسيق مع التجمعات الطلابية التونسية المناصرة لمبادئ حركة فيفري في المدن الفرنسية وفي الخارج ، بحيث يكون هذا الجهاز في خدمة الحركة كلها لا مسيراتها وحدها .

د - التنسيق مع الحركة بتونس ،

+ بالنضال ضد مؤامرات العدو والرامية لتضليل الحركة و افراغها من محتواها التقدمي ، والمشاركة في تحذير المؤتمر الخارق للعادة من اجل الحصول على نقابة ديموقراطية ، مستقلة ، ممثلة ومناضلة .

+ بالنضال ضد سياسة النظام الانتقائية ولتحسين الظروف المادية والادبية للطلبة .

+ بتبادل التقايم والاخبار .

+ بمساندة النضالات الشعبية ضد الامبريالية وعملائها .

بهذه الكيفية يكون الجهاز في خدمة الحركة ويعمل على ان تواكب الحركة الطلابية في باريس التطور الحركة الطلابية في تونس .

هـ - العمل على تنسيق العلاقات مع الاتحادات والروابط الطلابية العربية وفي

العالم الثالث والمناهضة للامبريالية بصفة عامة .

و - العمل من اجل افتكاك التمثيل الحقيقي والشرعي الوحيد ، عن طريق لجنة

العمل والنضال للاتحاد العام للطلبة تونس ، للطلبة التونسيين في " جمعية طلبة شمال افريقيا المسلمين بفرنسا " .

### ( II ) التركيب :

ثلاث نواب عن كل قاعدة موجودة حاليا ، اي الحي الجامعي ، جوسيو ، فانسان ، و نانتير .  
النواب مسؤولين امام قواعدهم ، وجهاز التنسيق هذا مسؤول امام الجلسة العامة التي صادقت على النص النهائي للارضية ، مع العلم ان كل قاعدة ترى في احد نوابها اخلا لا بالمسؤولية لها الحق في اعفائه و تحويضه .

### ( III ) وظيفته :

جهاز وقتي صالح ما دام تطور الحركة في تونس و باريس لم يؤدي الى تحويره او حذفه .

باريس ، ٩ فيفري ١٩٧٣  
=====

DOCUMENT N° II

MOTION ADOPTÉE A L'A.G. DU COMITE D'ACTION ET DE LUTTE  
DE L'UNION GENERALE DES ETUDIANTS TUNISIENS DU 1.7.1973

A LA MAISON DE TUNISIE

- Considérant que le 18ème congrès de l'U.G.E.T. n'a pas terminé ses travaux et qu'une minorité, bafouant les statuts de l'union, s'est emparée de la direction de l'U.G.E.T. ;

- Considérant que ce congrès ne s'est pas prononcé sur de nouveaux statuts et n'a pas adopté les anciens statuts ;

- Considérant que la majorité des congressistes a signé une pétition dénonçant énergiquement la minorité, qui usant de méthodes fascistes, a arrêté les travaux du 18ème congrès, bafouant de la sorte les statuts de notre union et la jetant dans un état de crise ;

- Considérant que les masses étudiantes ont appuyé la motion de la majorité des congressistes (qui a été envoyée aux autorités compétentes après le congrès), et que ces masses n'ont pas reconnu la Commission Administrative fantôme, et ont exigé la tenue d'un congrès extraordinaire :

- . qui représente effectivement la base estudiantine

- . qui se déroule dans des conditions démocratiques

- . qui aboutisse à un syndicat CENTRAL, AUTONOME, DEMOCRATIQUE, REPRESENTATIF et COMBATIF

- Considérant que les masses étudiantes, durant toute l'année universitaire 1971-1972, ont refusé de participer à l'élection de Comités de Section sous l'égide de la Commission Administrative fantôme, et qu'elles ont dénoncé, en Février 1972, au campus universitaire, les Comités de Section qui ont été installés ;

- Considérant que l'A.G. du 8.2.1972 tenue à la Maison de Tunisie, où l'écrasante majorité des étudiants tunisiens de Paris :

- a) a exprimé sa non reconnaissance de la commission administrative imposée à Korba

- b) a appuyé totalement le congrès extraordinaire et le mouvement de Février 1972

- c) a dénoncé sans équivoque la position scandaleuse du Comité de Section de Paris (élu sous l'égide de la Commission Administrative fantôme) vis-à-vis du Congrès Extraordinaire et du mouvement de Février 1972

- d) a élu le COMITE D'ACTION ET DE LUTTE DE L'UNION GENERALE DES ETUDIANTS TUNISIENS en tant qu'instance PRCVISOIRE, DEMOCRATIQUE ET REPRESENTATIVE des étudiants Tunisiens à Paris.

- Considérant que depuis la tenue de la dite A.G., le COMITE D'ACTION ET DE LUTTE DE L'UNION GENERALE DES ETUDIANTS TUNISIENS a tout mis en oeuvre pour la réalisation des mots d'ordre historiques de Février 1972, comme en témoignent les multiples campagnes qu'il a engagées :

- . pour défendre le mouvement étudiant tunisien à Paris, ses mots d'ordre et plus particulièrement sa revendication centrale : Congrès Extraordinaire de l'U.G.E.T.

- . pour populariser les luttes populaires en Tunisie (SORETRAS, DJERISSA, S.N.T. etc...)

- . pour soutenir et défendre les démocrates anti-impérialistes et révolutionnaires tunisiens arrêtés, torturés, et illégalement jugés par les tribunaux du régime



. pour soutenir tous les mouvements de libération nationale dans le monde (soutien ferme, clair et conséquent à la Résistance Palestinienne ; campagne d'information sur le Yémen du Sud ; participation active à la semaine anti-impérialiste ; soutien aux victimes de la répression au Maroc, et plus particulièrement à la glorieuse U.N.E.M. etc...)

- Considérant que cette orientation démocratique et anti-impérialiste conséquente a abouti à la reconnaissance de fait du COMITE DE LUTTE ET D'ACTION DE L'UNION GENERALE DES ETUDIANTS TUNISIENS par toutes les organisations anti-impérialistes soeurs (G.U.P.S. - U.N.E.M. - U.G.E.L.F. - U.G.E.S.M. - F.E.A.N.F. - A.G.E.G. etc...) ;

- Considérant le caractère véritablement de masse du COMITE D'ACTION ET DE LUTTE DE L'UNION GENERALE DES ETUDIANTS TUNISIENS, et les larges campagnes de mobilisation qu'il a organisées pour la défense et l'élargissement des acquis de Février 1972 ;

- Considérant les faiblesses du COMITE D'ACTION ET DE LUTTE :

a) sur le plan politique : faiblesse de la clarification au niveau de la définition des tâches de soutien concret au mouvement étudiant à Tunis dans chaque phase de son évolution ; faiblesse de la clarification au niveau du contenu de la démocratie, du centralisme et de la discipline au sein du syndicat

b) sur le plan organisationnel : absence de structures clairement délimitées et fonctionnant selon des normes scientifiquement définies.

Nous, étudiants Tunisiens, réunis en Assemblée Générale à la Maison de Tunisie, le dimanche 1.7.1973

\* Réaffirmons que la solution des problèmes fondamentaux des masses estudiantines ne peut être trouvée que par la résolution de la contradiction qui oppose l'impérialisme et les classes réactionnaires tunisiennes à son service d'une part, au peuple d'autre part

\* Réaffirmons solennellement notre attachement au grand mouvement démocratique et anti-impérialiste de Février 1972 et à la totalité de ses mots d'ordre historiques

\* Exprimons encore une fois notre soutien au COMITE D'ACTION ET DE LUTTE DE L'UNION GENERALE DES ETUDIANTS TUNISIENS, seule instance PROVISOIRE, DEMOCRATIQUE ET LEGITIME des étudiants tunisiens à Paris

\* Décidons d'élire une commission composée de 7 militants et travaillant en étroite collaboration avec le Comité de Coordination du COMITE D'ACTION ET DE LUTTE DE L'UNION GENERALE DES ETUDIANTS TUNISIENS.

Cette commission doit préparer un bilan de la politique suivie par le COMITE D'ACTION ET DE LUTTE DE L'UNION GENERALE DES ETUDIANTS TUNISIENS depuis l'élection du Comité de Coordination.

Elle se chargera aussi d'établir des contacts avec les instances dirigeantes du mouvement étudiant à Tunis.

Elle se réunira tous les quinze jours. Tout membre absent plus de deux fois consécutives, est considéré comme démissionnaire.

Au début de l'année universitaire 1973-1974, le Comité de Coordination appelle à une A.G. où les travaux de la commission sont présentés.

\* Remercions de toutes nos forces les organisations soeurs anti-impérialistes qui nous ont accordé leur confiance, et les assurant de notre solidarité totale dans la lutte qu'elles mènent contre l'impérialisme et ses laquais.

PROGRAMME D'ACTIVITES DU C.A.L.-U.G.E.T. BRUXELLES POUR L'ANNEE 1973

Répondant aux suggestions de plusieurs camarades, le Comité d'Action et de Lutte U.G.E.T. Bruxelles, a programmé dans le cadre de ses activités pour l'année 1973, les thèmes sus-mentionnés, soulignant par là la nécessité d'en débattre.

Un programme établi à l'avance correspond à une nécessité objective, l'expérience des dernières années nous a prouvé que seul un travail organisé, méthodique, continu, peut être utile.

Ce programme se veut la synthèse des propositions faites au Comité lors de ses récentes assemblées ; il est surtout l'occasion de se rencontrer et débattre des questions qui sont nos préoccupations et aussi de se délasser, répondant à un besoin d'alterner les activités de réflexion, de débat, avec des activités récréatrices.

Etabli à l'avance, ce programme est un appel à la préparation, à la participation et à la présence de chacun de nous.

Nous rappelons à tous les camarades que toutes nos activités se dérouleront à la Maison Internationale des Etudiants, 14 rue Berckmans Bruxelles 1060, c'est aussi l'adresse à laquelle vous pouvez envoyer toutes vos suggestions et remarques au nom du C.A.L.-U.G.E.T. Bruxelles.

Dimanche 25/2  
14H30 M.I.E.

L'expérience tunisienne de développement  
(1964-1969) ou "l'expérience de Ben Salah"

Dimanche 4/3  
15H M.I.E.

Poésie Palestinienne arme de lutte  
Projection d'un montage audio-visuel

Dimanche 11/3  
15H M.I.E.

Arabisation et politique de l'enseignement  
en Tunisie

Dimanche 18/3  
15H

Malouf et musique populaire  
Audition et analyse de contenu

Dimanche 25/3  
15H

Le Parti socialiste destourien (ex néo-destour)  
historique et fondements idéologiques

Dimanche 1/4  
15H

Poèmes et chants progressistes

Dimanche 8/4  
15H

L'état des libertés démocratiques en  
Tunisie

Dimanche 15/4  
15H

"Le Mandat" film sénégalais d'Ousman  
Sembène

Samedi 21/4  
15H

Le tourisme en Tunisie

Dimanche 29/4

U.L.B. grande salle de la cité Grande soirée d'amitié internationale.

- ° L'idée d'une excursion a été émise, nous fixerons ensemble la date et les conditions
- ° Nous mentionnons que nous avons mis sur pied une équipe de football à Bruxelles

P.S. : Gardez ce programme il n'en sera pas distribué de double exemplaire, lisez-le et passez-le aux autres.



La dénonciation, aussi bien à Tunis qu'à Paris, de l'assassinat de Hanchari et de Cabral, la puissante manifestation organisée le 14 avril 1973 à Tunis contre le lâche assassinat de trois dirigeants palestiniens par les sionistes témoignent de la haine profonde que voue le mouvement étudiant, et à travers lui tout le peuple, à l'impérialisme et ses laquais.

DOCUMENT N° I/3

MOTION DE LA FACULTE DES LETTRES DE TUNIS

Nous, étudiants de la Faculté des Lettres et de l'Ecole Nationale Supérieure, réunis en A.G. le 24.I.1973 :

- Considérant les menées répressives et anti-démocratiques exercées contre toutes les luttes démocratiques et tous les démocrates et progressistes en Tunisie ;
- Considérant que les dernières arrestations (qui groupent des professeurs et des étudiants) sont encore une fois une preuve de l'aggravation de la situation, une atteinte aux principes élémentaires et une violation de l'article 8 de la Constitution Tunisienne ;
- Considérant l'état alarmant dans lequel se trouvent tous les détenus politiques d'autant plus alarmant que la police nie l'existence dans ses locaux de quelques détenus ;
- Considérant que les pratiques barbares de torture sont devenues en Tunisie un moyen habituel et normal pour extorquer des informations sans preuve juridique ;
- Considérant que d'après les dernières informations, la police est en train de torturer à fond et à mort les démocrates et les progressistes détenus dans ses sinistres locaux

. Dénonçons cette situation anti-démocratique et déclarons que toutes les tendances démocratiques ont, dans ce pays, toutes les droits à leur épanouissement ;

. Dénonçons les dernières arrestations et déclarons que l'article 8 de la Constitution Tunisienne est une garantie pour l'exercice libre de tous les droits politiques et démocratiques ;

. Dénonçons la situation précaire alarmante et aggravante dans laquelle se trouvent actuellement les détenus et qui consiste :

- a) dans l'interdiction des couffins de nourriture envoyés aux détenus par leurs parents
- b) dans les conditions mystérieuses qui entourent l'arrestation de ces camarades
- c) devant le silence observé par le pouvoir au sujet de ces arrestations qui ne cessent pas jusqu'à aujourd'hui

. Dénonçons avec force ces pratiques rétrogrades, moyennageuses et barbares de torture qui se réaffirment de jour en jour et qui visent à extorquer par la violence aveugle des informations qui n'ont aucun fondement juridique.

Pour toutes ces raisons, et en étant en accord avec l'esprit de la motion, nous déclarons que notre rôle et notre devoir en tant que mouvement démocratique en Tunisie, et en tant que citoyens tunisiens, c'est de lutter pour que cesse dans notre pays le règne de la répression et de l'arbitraire qui caractérise le pouvoir actuel. Nous nous déclarons solidaires avec tous les démocrates et tous les progressistes tunisiens qui sont actuellement détenus en résidence surveillée, ou en voie de l'être (Ahmed BEN OTHMAN) et décrétons une grève d'une journée de dénonciation de la torture et de soutien et ce, le jeudi 25.I.1973

Tunis, le 24.I.1973

DOCUMENT N° I/4

MOTION DE PROTESTATION ET DE SOUTIEN AUX OUVRIERS NORD AFRICAINS

Nous, étudiants de la Faculté des Lettres et de l'Ecole Normale Supérieure qui n'ont cessé de suivre la montée de la lutte ouvrière menée par les ouvriers Nord Africains en France contre les opérations répressives et terroristes qu'ils subissent de la part du pouvoir exploitant français, et devant la montée des opérations terroristes ces derniers jours et l'arrestation de 400 ouvriers nord africains en France,



Nous, étudiants réunis en A.G. le 24.I.1973, déclarons notre soutien total au mouvement ouvrier en France ;

- Dénouons avec force les opérations criminelles et inhumaines que le régime policier français n'a cessé d'appliquer contre les immigrés ouvriers de toute nationalité en les exploitant profondément ;

- Demandons la libération de tous les ouvriers détenus dans les prisons françaises et exigeons l'amélioration de leur situation et la régularisation de leurs papiers ;

- Dénouons avec force la position passive du gouvernement tunisien vis-à-vis de cette affaire ;

- Déclarons notre solidarité avec les manifestations de dénonciation menées en France pour soutenir le mouvement ouvrier Nord Africain.

Tunis, le 24.I.1973

DOCUMENT N° 13

MOTION CONTRE LA REPRESSION ET DE SOUTIEN AUX LUTTES POPULAIRES

Nous, étudiants de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines, de l'Ecole Normale Supérieure et de l'Institut de Presse, après avoir tenu une assemblée générale extraordinaire le Mardi 13 février, A.G. dont la réussite témoigne encore une fois de la maturité des masses estudiantines et de leur conscience,

Unaniment :

Nous avons décidé de déclencher un mouvement de grève de 48 H le mercredi et le jeudi 14 et 15 février, et ce :

- Pour protester énergiquement contre la torture subie par le militant nationaliste le Docteur M'hamed Ben Salah et ce dans les sinistres locaux de la police (où le grand militant syndicaliste Hassen Saadaoui a été assassiné en 1963)

- Pour manifester notre solidarité effective avec :

a) les travailleurs des fonderies réunies de Mégrine et ceux des matériaux de construction de Jebel Jelloud (appartenant au capitaliste Berrebi) travailleurs qui ont déclenché un mouvement de grève, demandant l'amélioration des conditions de travail et l'augmentation des salaires ;

b) les mineurs de Jerissa qui, à la suite d'un accident de travail qui a coûté la vie à 20 travailleurs, ont déclenché un mouvement de grève de protestation contre les conditions de travail et qui ont été réprimés par la police et le 5ème bataillon stationné au Kef.

c) les élèves du Gafsa, Gabès, Makthar, le Kef qui, à la suite d'un mouvement de protestation ont été réprimés et au moins une vingtaine arrêtés. Nous sommes solidaires avec eux dans la revendication d'un syndicat qui protégera leurs intérêts.

- Pour manifester notre soutien aux détenus politiques qui ont déclenché une grève de la faim le lundi 12 février 1973 et ce, pour l'obtention du statut de détenus politiques auquel ils ont légitimement droit.

Tunis, le 13 février 1973

DOCUMENT N° 16

MOTION ADOPTÉE A TUNIS APRES LA GREVE DES 14 ET 15.2.1971

Nous, étudiants de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines, de l'Ecole Normale Supérieure et de l'Institut de Presse de Tunisie,

- Enregistrons avec satisfaction et fierté le degré de mobilisation et de prise de conscience des masses estudiantines qui ont caractérisé ces deux jours de grèves (et de discussion), au cours desquels nous avons stigmatisé le caractère fondamentalement réactionnaire, antilégitime, exploiteur et pro-impérialiste du pouvoir de la bourgeoisie ;

- Nous entendons par là rester vigilants et mobilisés pour dénoncer toute forme de répression ;

- Fidèles au principe des journées de Février 1972, nous déclarons que nous sommes une composante du mouvement démocratique dans le pays et que nos aspirations sont étroitement liées à celles des masses travailleuses ;

- Conformément à la décision de l'A.G. extraordinaire, nous décidons aujourd'hui de terminer notre mouvement de grève et de reprendre les cours le vendredi 16 février à 8 H ;

- Nous nous maintenons mobilisés pour entreprendre, à partir du lundi 19.2.1973, les élections des comités de corps (s'il n'y a pas d'arrestation), des comités universitaires et du Bureau Fédéral, lesquels sont nos authentiques représentants et ce, en vue de tenir le congrès extraordinaire de notre Union Générale des Etudiants Tunisiens ;

- Nous revendiquons la libération du camarade ouvrier dans l'exercice de ses fonctions par la police (I)

VIVE L'UNITÉ LE COMBAT DES TRAVAILLEURS, DES ETUDIANTS, DES ELEVES !

VIVE LE CONGRES EXTRAORDINAIRE DE L'U.G.E.T. !

A BAS LA REPRESSION !

A BAS LA TORTURE !

Tunis, le 15 Février 1973

(I) les camarades font sans doute allusion au militant syndicaliste de la cimenterie de Bizerte, arrêté le 12.2. et relâché le 15.2.

DOCUMENT N° 18

MOTION POUR LES PROFESSEURS

Nous, ensemble des corps de la Faculté des Lettres, réunis en A.G. le 2.3.1973 après débat des détenus politiques et la prochaine comparution de 4 d'entre eux devant le Tribunal Correctionnel de Tunis

Après avoir été mis au courant des chefs d'inculpation retenus contre eux qui sont : tentative d'organisation, diffamation, propagation de fausses nouvelles ;

Après exposition et discussion des textes de la constitution garantissant les libertés d'organisation, d'expression, d'opinion, textes qui constituent une preuve irréfutable du caractère anti-constitutionnel et arbitraire de ce procès ;

Après discussion du problème de l'autonomie de la justice et de son absence évidente dans notre pays, absence qui démontre un des aspects les plus infimes de la nature foncièrement anti-démocratique du régime :

Avons pris les décisions suivantes :



- Demander et agir en vue de la libération immédiate de l'ensemble des détenus politiques ;
- Dénoncer, comme anti-constitutionnel et arbitraire le procès de ces détenus ;
- Déclarer la grève comme un acte de protestation contre ce procès ;
- Appeler toutes les forces démocratiques afin de se dresser toutes unies contre la justice expéditive au pouvoir, qui vise à les aliéner et à les anéantir.

Le nom des détenus qui vont comparaître devant le Tribunal à la date du 5.3.73 sont Ben Abed Aïcha - Ben Khadher Nouredine - Ben Yahia Salem - Naâcache Hilbert.

Tunis, le 2.3.1973

وثيقة عدد I8

=====

### لائحة حول التعسق والمحاكمات السياسية

اعتبارا ان كل المحاكمات السياسية هي محاكمات طبقية وان هذه المحاكمات تميزت قبل الاستقلال بمحاكمة الوطنيين، وانما بعد الاستقلال تميزت بمحاكمة الديمقراطيين و التقدميين الذين يعملون ضمن كفاح الطبقات المضطهدة .

و اعتبارا لردود الفعل المستعجلة التي اتبعها النظام في تونس ضد هؤلاء المناضلين . واعتبارا للطابع الاعتباطي الذي اتسمت به هذه المحاكمات واعتبارا لكثرة المحاكمات بصورة جلية منذ عام ١٩٦٧، التاريخ الذي اخذ فيه الصراع الطبقي . يتصاعد ويحتد . ونذكر مثلا محاكمة بن جنات في ٦٧، محاكمة ٦٨ ضد التجمع التونسي للدراسات والعمل الاشتراكي ومجموعة من البعثيين، ومحاكمات ما بعد فيفري ٧٢، محاكمة احمد بن عثمان، محاكمات سنة ٧٣ ضد التجمع التونسي للدراسات، والعمل الاشتراكي، ومحاكمة اليوم ضد مجموعة من الحركة الديمقراطية الجماهيرية . هذا الى جانب العديد من الاعتقالات وعمليات التعذيب التي يمارسها البوليس يوميا واعتبارا ان السبب الاساسي في هذه المحاكمات هو الاعتقال التحفظي، اي بدون حجب مادية مسبقة، وهو كذلك لاستنطاق التعذيبي الذي يتخذ كل الوسائل الاجرامية، واعتبارا ان كل هذه القضايا والحركات كانت تستمد شرعيتها الاساسية من مطامح الجماهير الشعبية في التحرر من الاستغلال والاستعمار السياسي والاقتصادي والايديولوجي .

واعتمادا ان المحاكمة التي ستقع مساء اليوم ضد ١٤ من الرفاق الديمقراطيين، واعتبارا ان التهم الموجهة ضد هم تكونت بعد اعتقالات غير شرعية وانطلاقا من حجب واهية مروروا بحصر التعذيب المتواصلة في مكاتب البوليس بدون حضور محامين عنهم . واعتبارا ان الدستور نفسه ينص على حرية التجمع والتعبير في فصله الثامن وان القوانين لا تقرر الاعتقال التحفظي لمدة غير محدودة ولا الاستنطاق التعسفي والغير قانوني .

لكل هذه الاعتبارات، فاننا نحن، طلبة الجامعة التونسية المجتمعين في جلسة عامة بالمركب الجامعي يوم ١٦ افريل ١٩٧٣ نعلن ان مثل هذه المحاكمات هي محاكمات اعتباطية وغير شرعية تحاول خنق اصوات كل الديمقراطيين في سبيل الحركة الديمقراطية، ونعتبر ان هذه المحاولات تستهدف كل القوى الوطنية وعلى راسها الطبقات الكادحة . نوكد على حق كل فرد ومجموعة في التجمع والتعبير . نندد بالتعذيب والاساليب الفاشستية التي يتبعها البوليس . نوكد ان هذه الاساليب القمعية لا تشارك الا في تصعيد النضال في سبيل الديمقراطية والتحرر الاقتصادي والاجتماعي والسياسي .

- عاشر كفاح الطبقات الشعبية .

- لا للمحاكمات الاعتباطية .

تونس، ١٦ افريل ١٩٧٣

DOCUMENT N° 19

MOTION DE SOUTIEN POUR LES DETENUS POLITIQUES

- Considérant les procès d'intention, les arrestations, les tortures et les condamnations qui sont devenues une pratique courante du pouvoir contre tous les militants démocrates,
- Considérant les conditions atroces de détention que subissent les détenus politiques,
- Considérant la grève de la faim déclarée à partir d'aujourd'hui, le 2 mai 1973, pour revendiquer un statut de détenus politiques (droit de visite sans grillage),
- Considérant que le mouvement étudiant est un mouvement démocratique qui se doit de soutenir toute revendication et tout mouvement démocratique,

Nous, étudiants de la Faculté des Lettres, de l'Ecole Normale Supérieure et de l'Institut de Presse, déclarons notre soutien et notre solidarité avec les détenus politiques.

Tunis, le 2.5.1973

DOCUMENT N° 20

MOTION DE SOUTIEN POUR LES OUVRIERS DE LA S.N.T.

Les étudiants de la Faculté des Lettres, réunis en A.G. le 2 mai 1973, considérant :

- les revendications sans cesse renouvelées des ouvriers de la S.N.T.
- les dernières grèves (décembre et mars) déclenchées par les ouvriers de la S.N.T.
- le refus du gouvernement de trouver une solution au problème de la révision du statut des ouvriers de la S.N.T. et celle des étudiants tunisiens

. Dénonçant vigoureusement l'attitude du syndicat l'U.G.T.T. qui ferme les yeux sur les problèmes de la S.N.T. et tente, par des discours dénagogiques, de tromper les masses ouvrières ;

. Dénonçant l'attitude du gouvernement qui répond par la répression policière (ex : grève de mars de la S.N.T.) chaque fois que les ouvriers de la S.N.T. revendiquent un nouveau statut ;

. Dénonçant le discours creux et dénagogique du secrétaire général de l'U.G.T.T. Habib Achour, valet du pouvoir et de l'impérialisme - n'est-il pas le secrétaire général adjoint de la C.I.S.L. (confédération internationale des syndicats libres), la C.I.S.L. étant la confédération des syndicats de l'impérialisme américain et de la C.I.A. ;

. Devant l'augmentation du coût de la vie et la détérioration des conditions de vie de la plupart des masses populaires, devant l'absence d'une hausse des salaires, M. Habib Achour parle "d'unité nationale" et révèle encore une fois son véritable visage, un pion entre les mains du pouvoir,

- A l'argument trompeur de l'unité nationale, les ouvriers de la S.N.T. ont répondu par la grève ;

- Les étudiants tunisiens, conscients de leur responsabilité sur le plan national ne veulent pas devenir les patrons et les oppresseurs de demain, mais des fils du peuple luttant aux côtés des masses populaires.

Tunis, le 2.5.1973

Cette motion a été traduite en Tunisien et remise aux ouvriers grévistes de la S.N.T. et à l'U.G.T.T.



APPEL DES ELEVES DE SFAX DIFFUSE LE 3.5.1973

Camarades lycéens libres,

Nous vous adressons cet appel dans une conjoncture particulière que vivent des ouvriers de la compagnie SFAX-BAFSA.

Voici des informations sur ce qui s'est passé et se passe encore après la grève des ouvriers de cette compagnie observée du 19 au 21 février.

Après les promesses fallacieuses provenant d'individus qui sont, le moins qu'on puisse dire, des valets hypocrites et portant sur :

- 1) le reclassement des ouvriers qui ne l'ont pas été depuis 1966
- 2) la promulgation du nouveau statut dans un délai ne dépassant pas fin mars
- 3) l'augmentation des salaires avant la fin juin.

Après ces promesses creuses, la compagnie a licencié 4 ouvriers de SFAX et 4 autres de Metlaoui.

Aujourd'hui, également, 10 autres ouvriers comparaîtront devant le conseil de discipline. Leur seul crime était la participation à la grève et la défense de leurs droits légitimes.

Nous avons à déclencher, nous autres lycéens, une grève dans nos établissements ce jour même pour dénoncer :

- 1) la position terroriste et répressive de l'administration à l'encontre de toute lutte ouvrière revendiquant des droits bafoués
- 2) la position de l'organisation syndicale vendue et au service du pouvoir fasciste qui exige des représailles contre les ouvriers conscients, comme en témoigne sa position dans la grève déclenchée hier à la S.N.T. où les communiqués de l'J.G.T.T. menacent les ouvriers opprimés.

Nous nous dressons en même temps aux côtés de nos frères ouvriers pour exiger la liberté d'opinion, d'expression et de grève pour la classe ouvrière et des libertés politiques pour tous.

Par notre position, nous soutenons ainsi nos camarades étudiants en lutte et nos camarades ouvriers opprimés et nous dénonçons le pouvoir fasciste et ses agents qui ne se préoccupent point des conséquences de leur égoïsme ni de leurs actes criminels qui servent leurs intérêts et bafouent ceux de tout le peuple opprimé et exploité.

DOCUMENT N° 22MOTION SUR LA REPRESSION POLITIQUE EN TUNISIE

Considérant la répression barbare qu'exerce le pouvoir réactionnaire destourien sur la lutte de notre peuple ;

Considérant la vague d'arrestations arbitraires déclenchée depuis la mi-décembre à Tunis, qui se poursuit jusqu'à ce jour, et qui a abouti à l'arrestation d'un grand nombre de militants démocrates et révolutionnaires ;

Considérant le caractère arbitraire des interrogatoires et les tortures barbares qu'exercent les spécialistes de la police politique du régime de Bourguiba ;

Considérant les perquisitions arbitraires, la violation de domicile et le non respect des droits fondamentaux du citoyen et du peuple ;

Considérant que ces camarades ont été arrêtés à cause de leurs opinions politiques notamment celles qui remettent fondamentalement en cause les assises du régime actuel en Tunisie ;

Considérant l'absence totale du droit d'opinion dont la dernière manifestation a été le tabassage exercé par les agents de la police et les hordes fascistes de la police parallèle du Destour, lors d'un meeting politique, à l'encontre de 5 tunisiens et de 9 palestiniens qui ont osé expliquer leurs opinions non conformes à celles du régime, puis leur arrestation arbitraire par la D.S.T. qui les a tabassés, interrogés, fichés avant d'être relâchés 48 H après.

NOUS ETUDIANTS TUNISIENS REUNIS A PARIS EN A.G. DU C.A.L.-U.G.E.T. LE 19.I.1973 A LA MAISON DE TUNISIE :

- Conformément aux objectifs de notre lutte qui n'est que la continuation de celle de nos camarades à Tunis, et de celle de tout le peuple tunisien ;
- Affirmons notre soutien total et indéfectible à tous ceux qui sont réprimés parce qu'ils luttent aux côtés de notre peuple ;
- Dénouons plus particulièrement les dernières arrestations des militants politiques dont il est question plus haut, la torture et les sévices exercés à leur encontre
- Nous <sup>nous</sup> considérons continuellement mobilisés dans la lutte aux côtés de nos camarades étudiants à Tunis et aux côtés de notre peuple pour arracher et défendre les libertés politiques fondamentales pour le peuple, notamment :
  - . le droit d'opinion
  - . le droit d'expression
  - . le droit de presse
  - . le droit d'organisation.
- Réaffirmons que la "LIBERTE COMME LE PAIN EST UN DROIT DU PEUPLE" ;
- Exigeons du pouvoir destourien la cessation des poursuites arbitraires et la libération immédiate et inconditionnelle de la totalité des détenus politiques ;
- Nous nous considérons mobilisés pour élargir la campagne d'information à l'échelle des tunisiens en France, et de soutien aux camarades réprimés et à leurs familles, notamment par l'organisation de collectes d'argent et l'envoi d'Avocats.
- Affirmons notre détermination d'arracher, encore une fois, nos camarades des geôles des réactionnaires tunisiens.

Paris, le 19.I.1973

(motion votée à l'unanimité).

DOCUMENT N° 23

#### MOTION SUR LES LUTTES POPULAIRES EN TUNISIE

- Considérant les dernières luttes ouvrières dans notre pays et notamment les grèves des ouvriers du transport (S.T.L.(Léger)- S.N.T.) et les luttes héroïques des mineurs du Sud ;
  - Considérant la répression fasciste exercée par les BOP, la police et la G.N. à l'encontre des justes revendications des masses ouvrières et notamment la condamnation à 4 mois de prison de 6 mineurs de REDEYEF ;
  - Enfin, apprenant l'affreux "accident de travail" ayant endeuillé la population de DJERISSA et provoquant la mort de 20 mineurs et la mutilation de plusieurs autres ;
- Nous, étudiants à Paris, réunis dans une A.G. du C.A.L.-U.G.E.T.
- . Exprimons notre solidarité agissante avec les ouvriers en lutte contre l'exploitation et l'oppression dont souffre l'ensemble de notre peuple ;
  - . Exprimons notre indignation devant les crimes perpétrés sous la forme "d'accident de travail", de plus en plus nombreux par les exploiters qui amassent les richesses au prix de la vie et du sang de notre peuple ;
  - . Dénouons la répression sauvage et les atteintes aux libertés fondamentales et en particulier la privation du droit de grève dont sont victimes les ouvriers en luttes ;
  - . Exigeons la libération immédiate de tous les ouvriers emprisonnés.

PAS DE LIBERTE SANS DROITS POLITIQUES A LA CLASSE OUVRIERE.

1e 19.I.1973



### HALTE AUX PROCES PREFABRIQUES EN TUNISIE

Depuis son établissement, le régime destourien n'a pas cessé de soumettre les masses populaires à une répression féroce pour imposer par la force une politique conforme aux intérêts de l'impérialisme mondial et à sa tête l'impérialisme américain. Mais cette atmosphère de répression n'a pas réduit la détermination des masses populaires à lutter pour arracher leurs droits économiques et sociaux, détermination qui s'est traduite par les grèves des ouvriers de la S.N.C.F.T. de Sidi Fathallah, des ouvriers de la SORETRAS, des travailleurs de la S.N.T. etc...

Dans les campagnes, les petits paysans, soumis à la double exploitation de grands propriétaires et du pouvoir établi, ont de toujours lutté pour revendiquer leurs droits, et ce furent les affrontements sanglants de Ouardanine et de Haouria durant lesquels plusieurs petits paysans trouvèrent la mort.

C'est dans le cadre du développement du mouvement de masse qu'il faut placer le mouvement étudiant, partie intégrante du mouvement de masse, comme n'ont cessé de l'affirmer les étudiants à chacun de leurs soulèvements contre l'impérialisme et son agent direct, le pouvoir local. Ce mouvement s'est matérialisé par les manifestations contre l'agression sioniste de juin 1967, les grèves de 1971 qui ont marqué le voyage officiel de Rogers en Tunisie, et le mouvement de Février 1972 durant lequel les étudiants ont clairement formulé leur revendication d'un Congrès Extraordinaire pour la construction d'un syndicat autonome, représentatif, démocratique et combatif, revendication qui exprime clairement le besoin qu'éprouvent les masses estudiantines d'un fonctionnement démocratique de l'université, seul garant d'études qui partent de la réalité concrète du pays pour être au service des masses populaires.

A la montée des luttes populaires, le pouvoir a répondu par la multiplication des campagnes de répression dirigée contre les masses populaires, les démocrates et les révolutionnaires. C'est ainsi qu'à la suite des grèves de la S.N.T., 13 travailleurs sont passés devant les tribunaux et condamnés à des peines de prison. Et après l'effondrement d'une galerie dans les mines de Djerissa qui a fait une vingtaine de morts, le pouvoir a envoyé ses forces de répression encercler le village pour que les nouvelles de la catastrophe n'atteignent pas les autres centres miniers où les conditions de sécurité ne sont guère meilleures.

Les campagnes de répression et d'intimidation visant à étouffer toute velléité de lutte de la part des masses populaires se poursuivent par des arrestations, des fouilles systématiques, des détentions arbitraires avec leur cortège de tortures dont les méthodes sont enseignées à nos agents locaux dans les "écoles de police" des métropoles impérialistes et notamment aux U.S.A.

Ces diverses et multiples campagnes de répression sont couronnées par des procès préfabriqués dont le but est de tuer toute velléité d'opposition au pouvoir, et surtout buter toute tentative d'organisation ou de regroupement et d'organisation de la part des démocrates, et des révolutionnaires. Et depuis Février 1972, les procès se succèdent à une cadence jamais vue. Le 15 septembre 1972, un certain nombre d'intellectuels et d'étudiants sont jugés. En mars 1973 c'est au tour de 5 militants de passer devant les tribunaux et d'être condamnés à des peines de prison allant de 1 à 3 ans pour des inculpations qui sont en flagrante contradiction avec la constitution élaborée par le régime destourien lui-même et dont l'article 8 garantit la liberté d'organisation et d'expression.

Un nouveau procès doit s'ouvrir lundi 16 avril 1973 : 11 militants, ouvriers, intellectuels et étudiants (dont certains avaient milité au sein du J.A.L.-U.G.E.T. Paris) qui sont connus pour leurs idées progressistes et leurs revendications démocratiques y seront jugés. Les chefs d'inculpation retenus contre eux, tentatives de constitution "d'organisation illégale", montre encore une fois la peur qu'inspire au régime toute tentative d'organisation ou de regroupement de la part des masses populaires et des démocrates.

Nous, étudiants tunisiens, regroupés autour du C.A.L.-U.G.E.T. :

- Dénonçons tous ces procès préfabriqués
- Exigeons la libération de tous les détenus politiques
- Demandons aux démocrates et aux révolutionnaires de dénoncer le régime tunisien



et de contribuer activement à la défense des victimes de la répression.

- VIVE LES LUTTES DES MASSES POPULAIRES !
- A BAS L'IMPERIALISME ET SES VALETS !

Paris, le 14 avril 1973

C.A.L.-U.G.E.T.

DOCUMENT N° 25

DECLARATION DU C.A.L. AU MEETING DU 16.5.73 A PARIS

Chers Camarades, Chers Amis,

Nous nous réunissons ce soir pour exprimer notre solidarité militante et totale avec les luttes de notre peuple contre l'impérialisme et ses valets locaux. Ce faisant, nous nous plaçons entièrement dans la ligne du grand mouvement de masse démocratique et anti-impérialiste de Février 1972, qui a lancé les mots d'ordre fondamentaux :

- "Un seul combattant suprême, c'est le peuple !"
- "La liberté comme le pain est un droit du peuple !"
- "Vous avez vendu la Tunisie pour de la farine !"
- "Pas de démocratie sans droits politiques pour la classe ouvrière !"
- "A bas les fantômes ! Congrès Extraordinaire de l'U.G.E.T. !"

Cependant, contrairement à ce que prétendent les détracteurs et les traîtres au C.A.L.-U.G.E.T., le mouvement étudiant tunisien ne vit pas sur son passé : il progresse inexorablement avec le développement des luttes populaires, se radicalise au contact avec les conditions d'exploitation inhumaines et scandaleuses que vit notre peuple.

A cet égard, les journées de Mai 1973 en Tunisie constituent un nouveau bond qualitatif dans le combat de toute la jeunesse tunisienne.

Camarades,

Pour mettre en relief cette réalité de notre mouvement en lutte, il est important de voir dans quel contexte se situent ces glorieuses journées de mai.

Du côté du pouvoir, la fascisation se poursuit à grands pas, démasquant par là le visage hideux du pouvoir dictatorial du nouveau bey Bourguiba. Plusieurs faits l'attestent. On peut citer :

- 1) les remaniements survenus dans l'appareil de l'Etat et du parti unique avec la nomination du fasciste notoire Belkhodja au ministère de l'intérieur et le retour du tueur à gages et barbouze célèbre Zarg El Ayoun, au comité central du P "S" D ;
- 2) Le renforcement de l'appareil policier qui se manifeste par le quadrillage systématique des quartiers, les rafles, les patrouilles et la création de nouvelles sections de la D.S.T. dans les gouvernorats de l'intérieur et à l'étranger ;
- 3) La succession de procès politiques intentés aux militants démocrates, anti-impérialistes et révolutionnaires, se fait de plus en plus rapide. C'est le cas du procès du 5 mars intentés aux 4 militants du G.E.A.S.T. (Perspectives) et au militant internationaliste belge Francis Lavaux, où les condamnations ont été de 1 à 3 ans d'emprisonnement. C'est le cas aussi du procès du 16 avril intenté aux 14 militants démocrates, anti-impérialistes et révolutionnaires dont des militants du M.D.M.



4) Les propos dénagiques et fascisants qui deviennent monnaie courante comme en témoignent les discours de Bourguiba dans ses tournées à l'intérieur, devant l'assemblée dite "nationale" et devant le corps de la magistrature, comme en témoignent aussi le discours de Nouira du 1er mai et la déclaration de Masmoudi lors de son passage à Paris. Le summum de la dénagogie et des propos fascistes a été atteint par Bourguiba qui, dans son discours du 13 avril, devant les soit-disants députés, s'est référé au fasciste Franco et a déclaré : "Les génies de la stature de Bourguiba ne courent pas les rues... Il est né d'un miracle de l'histoire..."

Mais, camarades, la répression aveugle érigée en méthode de gouvernement par le régime fasciste de Bourguiba, ne vient pas à bout de la détermination des masses populaires dans la lutte contre l'exploitation et l'oppression :

- la classe ouvrière continue la lutte et assène des coups durs aux patrons qui l'exploitent à mort

- en Février, les cheminots du sud accueillent Bourguiba par la grève

- A Sfax, les lycéens l'accueillent par des manifestations de rue, alors que les lycéens de Gafsa célèbrent le mouvement de Février dans la rue

- en Mars, les ouvriers de la S.N.T. font une journée de grève pour la défense de leurs revendications légitimes

- et en avril, BOurguiba interrompt son voyage au Sahel pour raison de santé. En fait, parce qu'il craignait la colère des masses populaires.

Le mouvement étudiant, de son côté, ne désarme pas non plus devant la montée du fascisme :

- le 13.3. les étudiants organisent, en dépit du quadrillage de la ville de Tunis par les BOP, une manifestation contre l'expulsion de 4 palestiniens par le gouvernement réactionnaire tunisien

- fin avril, les étudiants font la grève des cours pour protester contre les sanctions de 8 étudiants par le conseil de discipline. Ces 8 étudiants sont tous membres de corps provisoires.

- le 14.4., les étudiants organisent une manifestation géante de solidarité avec la résistance Palestinienne, frappée à Beyrouth par les hordes sionistes

- le 16.4., nos camarades de Tunis, en nombre de 2 000 à 3 000 tiennent un meeting grandiose de dénonciation des procès politiques préfabriqués et de condamnation de la répression qui s'abat sur les démocrates anti-impérialistes et révolutionnaires tunisiens

- enfin, le 24.4., une journée anti-impérialiste est organisée à l'université de Tunis.

Voilà, camarades, le contexte dans lequel se sont déroulées les journées de lutte de la 1ère semaine de Mai 1973. Contexte donc de fascisation d'un pouvoir affaibli et miné par ses contradictions internes d'une part, et de montée impétueuse des luttes populaires, classe ouvrière en tête, d'autre part.

Les luttes de mai 1973 présentent un certain nombre de particularités qu'il faut dégager dans l'intérêt du mouvement populaire :

1) il faut souligner tout d'abord le rôle important joué par la classe ouvrière dans ces journées. C'est elle qui a été à l'origine du mouvement et c'est vers elle que se tournent aujourd'hui les regards de toutes les classes populaires et du pouvoir qui essaie par tous les moyens de briser ces luttes. La grève de la S.N.T. a permis de démasquer complètement la direction jaune de l'U.G.T.T., le traître Achour en tête, qui n'a pas hésité à condamner l'action des travailleurs ;



2) La 2ème particularité est la participation à cette lutte de diverses composantes du mouvement populaire : les chômeurs, les petits fonctionnaires, les lycéens, les étudiants etc... Ces luttes constituent un démenti cinglant au mythe de l' "unité nationale" que continue de propager le parti réactionnaire au pouvoir. L'unité populaire autour de la classe ouvrière commence à voir le jour dans notre pays. Personne ne pourra plus désormais le contrecarrer.

3) Enfin, à cette lutte correspond une nouvelle escalade de la fascisation du pouvoir réactionnaire destourien. La répression qui s'est abattue sur les travailleurs en lutte a été sauvage et sanglante : plus de 250 blessés, plusieurs morts dont 2 confirmés. Notons qu'un cortège funèbre qui passait à proximité du dépôt de Bab Saadoun a été sauvagement natraqué et dispersé par les BOP.

Mais, Camarades, les étudiants de Tunis ont assumé toute leur responsabilité devant la montée du fascisme ; et la grève de la S.N.T. a démontré de façon irréfutable que le mouvement étudiant, dans notre pays, fait partie intégrante du mouvement populaire. Les étudiants de Tunis, en effet, après avoir voté trois motions importantes de soutien aux détenus politiques (qui avaient entamé le 2 mai une grève de la faim pour l'obtention du statut de détenu politique), de soutien à la grève de la S.N.T. et de soutien à la lutte des travailleurs tunisiens immigrés contre la circulaire impérialiste et esclavagiste de Fontanet, sont descendus en masse dans la rue (ils étaient 4 000) pour exprimer leur solidarité totale avec le mouvement ouvrier et se sont affrontés courageusement aux forces de la répression. Voici une liste non exhaustive des mots d'ordre lancés par nos camarades lors de ces manifestations auxquelles participaient des lycéens, des travailleurs et des chômeurs :

- "Peuple, nous sommes avec toi !"
- "Le pain et la liberté pour les masses populaires !"
- "Achour démagogue, traître aux ouvriers !"
- "Ouvriers, paysans, étudiants, lycéens tous unis !"
- "Ouvriers, nous sommes avec vous !"
- "Belkhodja fasciste !"
- "La paie est la même, mais la vie est plus chère !"

Cependant, nos camarades de Tunis n'oublient pas leurs problèmes spécifiques. Ils continuent la lutte sans relâche pour l'obtention d'un Congrès Extraordinaire de notre Union. Ils luttent aujourd'hui pour imposer au pouvoir la reconnaissance des structures provisoires qu'ils se sont démocratiquement donnés (corpos provisoires, Bureaux Fédéraux provisoires, Comité Universitaire provisoire) sur la base du projet de résolution de la crise approuvé par toute la base et accepté formellement par le pouvoir. Le 2 mai dernier, 30 étudiants ont entamé une grève de la faim à la Cité de Ras Tabia pour exiger la reconnaissance des structures qu'ils se sont donnés pour le congrès extraordinaire.

Camarades, dans l'immigration, les travailleurs tunisiens chassés de leur pays par le chômage et la misère, conséquence de la politique de la bourgeoisie au pouvoir en Tunisie, affrontent courageusement les patrons et les impérialistes qui les exploitent à mort. Ils mènent une lutte sans merci contre la circulaire impérialiste et esclavagiste Fontanet. Cette circulaire scélérate vise la soumission des ouvriers pieds et poings liés aux patrons. Voici ce qu'en disent les grévistes de la faim du 14ème : "Avec cette circulaire, c'est le contrat de travail d'un an qui tient lieu de carte de travail et de séjour ; ce contrat nous lie au patron et à la police".

"Le patron est "responsable" du logement qui n'est pas amélioré pour cela ; c'est un moyen pour la préfecture de nous expulser quand elle veut.

Mais nous devons rester un an dans la même entreprise sous peine d'être expulsés.

Nous ne voulons pas d'un tel contrat. La circulaire Fontanet divise la classe ouvrière. Par exemple, dans une usine où il y a des ouvriers français et immigrés, si les ouvriers immigrés revendiquent leurs droits avec les ouvriers français, c'est la rupture du contrat, le licenciement donc l'expulsion. Et si les ouvriers immigrés ne peuvent pas lutter avec les travailleurs français, ceux-ci auront beaucoup plus de mal à faire aboutir leurs revendications : c'est le but de la circulaire Fontanet".



Canarades, les travailleurs immigrés tunisiens luttent contre cette circulaire scélérate en dépit de la condamnation de leur mouvement par le gouvernement tunisien (communiqué du Conseil des Ministres du 15 mars 1973). Ils luttent en dépit des menaces et des mises en garde des officines du gouvernement tunisien en France : Amicales, Consulats, Ambassades. La meilleure preuve en est la lettre des grévistes de la faim de Lyon envoyée au consulat tunisien de cette ville dans laquelle est dénoncée la position scandaleuse du gouvernement tunisien.

Canarades, le C.A.L.-U.G.E.T., organisation syndicale provisoire de notre Union, réaffirme son attachement indéfectible au grand mouvement démocratique de Février 1972, exprime sa solidarité totale avec les grévistes de la S.N.T. et condamne fermement l'attitude traîtresse de Achour qui s'est démasqué encore une fois et a montré son visage de valet des patrons et du gouvernement au sein de la classe ouvrière. Le C.A.L.-U.G.E.T., seule instance représentative des étudiants tunisiens à Paris, exprime sa solidarité totale à la lutte des travailleurs immigrés tunisiens contre la circulaire impérialiste et esclavagiste Fontanet.

- VIVE LA LUTTE DES TRAVAILLEURS DE LA S.N.T. !
- A BAS LA DIRECTION JAUNE DE L'U.G.T.T. !
- A BAS LA CIRCULAIRE FONTANET !
- ETUDIANTS, TRAVAILLEURS SOLIDAIRES !
- VIVE LE MOUVEMENT DE FEVRIER !
- VIVE L'UNION GENERALE DES ETUDIANTS TUNISIENS REPRESENTATIVE, DEMOCRATIQUE ET COMBATIVE !
- VIVE LE C.A.L.-U.G.E.T. !

C.A.L.-U.G.E.T. PARIS

DOCUMENT N° 26

DECLARATION COMMUNE M.U.B.E.F.\* - C.A.L.-U.G.E.T. BRUXELLES

Après trois mois d'isolement, d'intimidation et de tortures, Francis Laveaux, militant anti-impérialiste et membre du M.U.B.E.F., a comparu lundi 5 mars 1973. en jugement devant le Tribunal Correctionnel de Tunis en compagnie de 4 canarades tunisiens : Aïcha Ben Abed, Nouredine Ben Khader, Gilbert Naccache et Salen Ben Yahia : tous sont accusés de reconstitution d'une organisation dissoute.

Malgré le silence habituel de la presse tunisienne, ce procès n'est pas passé inaperçu : de nombreux étudiants y étaient présents. Des mouvements de grève ont été déclenchés dans les facultés pour dénoncer ce nouveau procès d'opinion et marquer la solidarité des étudiants tunisiens avec les détenus.

Pour faire taire la voix de notre canarade qui proclame le droit du peuple tunisien aux libertés démocratiques, et pour briser tout lien de solidarité qui le lie avec ses canarades tunisiens, les autorités belges, de concert avec le gouvernement tunisien, ont employé envers lui et envers ses parents la politique du "bâton et de la carotte".

Les autorités belges ont même exercé des intimidations sur la famille du détenu, allant jusqu'à leur demander de faire silence autour de cette "affaire" et surtout de ne pas alerter l'opinion publique sur le sort de leur fils, ni de contacter des organisations de gauche qui risquent de dire du mal du régime tunisien, ami de la Belgique - contre quoi leur fils leur serait bientôt rendu.

---

\* Mouvement Unifié Belge des Etudiants Francophones

Mais nous savons que ni les pressions sur Francis Laveaux, ni les intimidations sur sa famille, n'ont eu raison de l'attitude politique juste et inébranlable de notre camarade.

A la question, "La Tunisie vous accordait son hospitalité et vous en avez profité pour emporter avec vous des publications opposées à son régime", Francis Laveaux répond à ses juges :

"Je n'ai pas conscience d'avoir attenté aux intérêts du peuple tunisien. Ces écrits sont hostiles au gouvernement tunisien et non au peuple tunisien."

Puis à la question "Regrettez-vous ce que vous avez fait ?", Francis répond :

"Pas du tout."

En condamnant Francis Laveaux à un an de prison ferme, le régime témoigne sa volonté de briser toute solidarité avec l'opposition tunisienne.

En infligeant aux militants tunisiens des peines allant d'un an de prison à trois ans de prison, ce régime démontre sa détermination à étouffer dans l'oeuf l'opposition intérieure, qui ne cesse de gagner la sympathie des masses en lutte contre l'exploitation, l'oppression et l'arbitraire.

DOCUMENT N° 27

#### MOTION DE SOLIDARITE POUR LE MOUVEMENT DES ETUDIANTS EGYPTIENS

Vue la situation historique critique par laquelle passe la lutte nationale au Moyen Orient arabe ;

Vue l'attaque féroce qu'ont entreprise l'impérialisme et la réaction contre la lutte nationale et <sup>surtout</sup> contre la révolution palestinienne, <sup>ainsi que</sup> les incidents en Jordanie au Liban et en Egypte

Nous, étudiants de la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines, réunis en A.G.,

- Déclarons notre soutien total au mouvement de nos camarades étudiants égyptiens qui protestent contre le pouvoir réactionnaire et défaitiste en Egypte et son pouvoir policier et qui revendiquent :

- une préparation sérieuse du peuple égyptien et son armement pour qu'il puisse s'engager dans une guerre tranchante lui permettant la libération de ses territoires arabes

- de mettre fin à l'état de "ni guerre ni paix"

- les droits démocratiques pour tous les citoyens égyptiens

- Revendiquons la mise en liberté des détenus politiques en Egypte et nous exprimons notre solidarité absolue et notre soutien total pour le mouvement étudiant en Egypte luttant contre la réaction et l'impérialisme mondial.

Tunis, le 12.I.1973



### MOTION SUR L'ASSASSINAT D'AMILCAR CABRAL

Les impérialistes ne cessent d'ourdir leurs méthodes criminelles contre les mouvements de libération nationale Africains, Asiatiques et Latino-Américains.

C'est ainsi qu'avec l'échec des méthodes militaires, les impérialistes procèdent à des liquidations physiques des leaders de ces mouvements, croyant, à tort d'ailleurs, pouvoir arrêter l'élan des peuples opprimés dans la lutte de libération.

Aujourd'hui, jeudi 1er février 1973, jour de l'enterrement d'Amilcar Cabral, Secrétaire Général du Parti Africain de l'indépendance de la Guinée Bissao et des îles du Cap-Vert, lâchement assassiné par les agents du colonialisme Portugais,

Nous, étudiants de la Faculté des Sciences de Tunis

- Dénouons énergiquement cet acte terroriste et criminel qui ne peut se justifier que par l'échec de l'impérialisme devant les forces révolutionnaires des peuples opprimés ;

- Affirmons notre soutien au P.A.I.G.C., ainsi qu'à toutes les organisations et tous les peuples en lutte contre l'impérialisme et ses valets ;

- Observons à cet instant une minute de recueillement en considération de ses sacrifices, de la lutte de ce militant Africain, ainsi que ceux de tous les martyrs des peuples en lutte contre l'impérialisme pour la paix et la liberté.

(Motion votée à l'unanimité lors de l'A.G. tenue à la Faculté des Sciences, le jeudi 1er février 1973).

وثيقة عدد 29  
=====

### لائحة حول مقتل محمود الهمشري

ان موت محمود الهمشري تمثل حلقة من سلسلة الارهاب التي تقوم بها مخابرات واعوان الامبريالية والصهيونية والاستعمار في العالم لضرب مناضلي حركة التحرير الوطني والحركات التقدمية في العالم . محمود الهمشري ليس هو المناضل الوحيد الذي استشهد بايدي الاجرام الصهيوني والاستعماري . استشهدت الالاف تحت ايدي العملاء بالاردن ومن بينهم المنضل ابو اياد كما استشهد المناضل غسان الكنفاني في بيروت والمناضل وائل زعيطر في رومنة وابو سامي ممثل "فتح" في قبرص .

ان كل هذه الاغتيالات هي عمليات اجرامية تقوم بها القوى الصهيونية مع عملائها في العالم لخنق حركة تحرير الشعب الفلسطيني . نحن طلبة كلية العلوم ،

+ نعبر على مساندتنا للشعب الفلسطيني من اجل دولة حرة ديمقراطية ولائكية .

+ نعبر على تضامننا مع كل الاوساط والحركات والمظاهرات التي قامت للتديد بالاعمال الفاشستية في الاراضي المحتلة والحركات الارهابية التي ينظمها الصهاينة في اوربا وفي العالم لمساندة القوى الامبريالية في العالم .

+ نقف دقيقة صمت تقديرا لنضال محمود الهمشري وائل زعيطر وابو اياد وغسان الكنفاني ولكل مناضلي الثورة الفلسطينية .

ان الشعوب لا تموت وارادتها هي المنتصرة .  
عاش الشعب الفلسطيني المناضل .

عاشت حركات التحرير العالمية .

تونس ، ١٤ فيفري ١٩٧٣

DOCUMENT N° 30

MOTION D'APPUI AUX LUTTES POPULAIRES EN MAURITANIE

Nous, étudiants de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines, de l'E.N.S. et de l'Institut de Presse, réunis en A.G. le lundi 16.4.1973

- Considérant les répressions atroces qui sévissent en Mauritanie, répressions qui s'abattent sur les ouvriers, les élèves, étudiants et tous les intellectuels progressistes dans le pays, répressions qui se manifestent par les arrestations massives et arbitraires des citoyens mauritaniens,

- Considérant la lutte courageuse que mène le peuple mauritanien contre l'impérialisme français et le gouvernement fantôme de Ould Daddah, et en particulier les étudiants et les stagiaires au sein de l'U.G.E.S.M.,

- Considérant que cet organe syndical était le premier à soutenir le mouvement de Février des étudiants Tunisiens,

Soutenons le peuple Mauritanien dans sa lutte juste et légitime contre l'arbitraire et l'oppression.

Soutenons la lutte démocratique et nationale des étudiants et stagiaires Mauritaniens.

- VIVE LA LUTTE DEMOCRATIQUE !

- VIVE LE PEUPLE MAURITANIE EN LUTTE !

Tunis, le 16.4.1973

DOCUMENT N° 31

MOTION DE SOUTIEN A LA LUTTE DU PEUPLE PALESTINIEN

Depuis une vingtaine de jours, une vague de répression d'une envergure exceptionnelle s'abat sur les étudiants et les travailleurs palestiniens et arabes en Allemagne.

Des dizaines de Palestiniens, militants et dirigeants des principales organisations palestiniennes de masse en Allemagne sont brutalement et arbitrairement expulsés. Par décision du Ministère Allemand de l'Intérieur, les principales organisations de masse soit l'U.G.U.P.S. (Union Générale des Etudiants de Palestine) et la G.U.P.W. (Union Générale des Travailleurs Palestiniens) sont dissoutes et une véritable chasse à l'Arabe est organisée par la police allemande qui opère, raffles et perquisitions systématiques dans les locaux des organisations palestiniennes. La plupart des Palestiniens expulsés sont directement acheminés vers la Palestine occupée et la Jordanie où les bourreaux sanguinaires de Hossein et de Moshe Dayan les attendent. Les autorités de la R.F.A. ont poussé leur cynisme jusqu'à expulser de Hambourg vers la Palestine occupée la camarade Hélène Abou Hadid, malgré les contre-indications des médecins. La camarade Hélène est morte au cours du voyage.

Cette vague de répression raciste et xénophobe qui laisse aisément prévoir une amplification, à l'échelle de l'Europe Occidentale et une généralisation à tous les étrangers n'est ni accidentelle ni occasionnelle ; elle est la suite logique des mesures fascistes dites "lois sur les étrangers", longuement muries et débattues et partiellement adoptées par le Bundestag allemand. Elle est aussi le résultat de l'hystérie raciste anti-arabe développée et entretenue après les événements de Munich, par la grande campagne de masse média allemande et notamment de la presse vendue : Springer puissamment soutenu par les sionistes.

En pronant ces mesures fascistes contre le G.U.P.S. et le G.U.P.W. et contre leurs militants, le gouvernement réactionnaire allemand prive les étudiants et les travailleurs palestiniens de leurs droits légitimes de s'organiser et de soutenir la lutte de leur peuple.



Il ne fait qu'exécuter les ordres de Tel Aviv, sous le couvert de lutte contre le soi-disant "terrorisme arabe".

Le sionisme s'est fixé pour but d'anéantir le peuple palestinien. Pour accomplir ce projet criminel, il n'a pas hésité à employer les méthodes les plus sauvages : massacre collectif, expulsions, déportation massive des populations, bombardement au napalm, utilisation des gaz asphyxiant, dynamitage des maisons etc...

Devant l'échec de toutes ces tentatives de liquider le peuple palestinien et sa héroïque résistance, l'état sioniste, en collaborant avec ses complices impérialistes, utilise de nouveaux prétextes pour ses tentatives criminelles : la lutte contre le soi-disant "terrorisme arabe" sert d'alibi aux autorités réactionnaires de l'Allemagne Fédérale.

De concert, la presse réactionnaire organise une vaste campagne destinée à faire revivre les sentiments racistes anti-arabes. Des résultats de cette campagne de calomnie commencent déjà à se faire jour avec le plasticage de la librairie Palestine à Paris et les menaces que reçoivent journellement les organisations progressistes arabes.

Devant cette campagne, les gouvernements réactionnaires arabes observent une passivité et un silence complices. Ils sont objectivement et effectivement les alliés du sionisme et de l'impérialisme.

Face à tous ces complots :

- le peuple Palestinien continue son combat héroïque contre le sionisme et la réaction arabe
- il bénéficie du soutien et de l'admiration de toutes les forces progressistes et révolutionnaires dans le monde.

La riposte des masses palestino-libanaises au Sud du Liban lors des dernières agressions israéliennes ; la manifestation de 50 000 personnes à Beyrouth lors des obsèques des 17 fedayins ; la grève de la faim des étudiants iraniens et arabes en Allemagne et à Paris etc...

En plus les manifestations de solidarité avec les étudiants et travailleurs palestiniens qui se sont déroulées en Allemagne montrent l'ampleur du soutien que rencontre la lutte du peuple palestinien de la part des progressistes dans le monde.

Les organisations signataires,

alertent l'opinion publique contre les conséquences graves des mesures racistes prises par le gouvernement de la R.F.A. à l'encontre des étudiants palestiniens et arabes et les conséquences néfastes de la campagne de presse impérialo-sioniste destinée à faire renaître en Europe occidentale des sentiments fascistes

exigent le rétablissement de la G.U.P.S. et de la G.U.P.V. et l'arrêt des mesures arbitraires et vexatoires contre les militants en Allemagne ;

réaffirment leur soutien à la lutte du peuple palestinien et à sa résistance armée et à ses organisations de masses telles que la G.U.P.S. et la G.U.P.W.

appellent tous les démocrates et les progressistes à assister massivement au meeting de soutien au peuple Palestinien le Jeudi 19 octobre à 20 H 30 - 44 rue de Rennes.

F.E.A.N.F. : Afrique Noire  
Jeunesse du F.U.N.K. : Cambodge  
A.E.H.P. : Grèce  
A.E.I.F. : Irak  
U.E.I.F. : Iran  
U.G.E.D.F. : Liban  
A.E.O.M. : Madagascar

U.N.E.M. : Maroc  
U.G.E.S.M. : Mauritanie  
G.U.P.S. : Palestine  
C.A.L.-U.G.E.T. : Tunisie  
U.E.T. : Turquie  
U.E.S.Y. : Yémen  
F.U.P.T. : Turquie



TRACT CONTRE LE TERRORISME SIONISTE  
ET DE SOUTIEN AU MARTYR HAMCHARI

Mardi 9 janvier 1973 à 19 H 15, notre frère Mahmoud Hamchari, représentant de l'Organisation de Libération de la Palestine à Paris est mort des suites des blessures qu'il avait subies lors de l'attentat criminel du 8 décembre 1972, perpétré contre lui par les agents des services secrets israéliens.

Les étudiants Palestiniens et Arabes, les travailleurs Français et immigrés, comme les intellectuels amis de la révolution Palestinienne, profondément émus, saluent en lui le militant qui a su donner sa vie pour la défense de la cause palestinienne ; son nom vient s'ajouter à une longue liste de martyrs palestiniens, arabes et révolutionnaires internationalistes qui sont soit morts, soit dans les geôles sionistes pour la cause palestinienne.

Loin de constituer un acte isolé, ce crime fait partie d'une politique barbare quotidienne menée par les sionistes contre les peuples Palestinien et Arabes.

En effet, il matérialise la déclaration de Golda Meïr, chef de file du sionisme à la "Knesset", de vouloir liquider toute présence palestinienne là où elle se trouve.

Comment se concrétisent ces intentions criminelles ?

Au Moyen-Orient : bombardements massifs des camps palestiniens et de la population civile, particulièrement au Liban et en Syrie (faisant des centaines de morts et de blessés) accompagnés d'une répression fasciste permanente en Palestine occupée.

En Europe : on assiste à une extension de ce terrorisme (assassinat de Wael Zouaiter, représentant de l'O.L.P. à Rome, colis piégés adressés à des étudiants Palestiniens en Suède, au Danemark, en Allemagne, etc...)

- En France, cette vague terroriste prend plusieurs formes :

1) liquidations physiques des militants palestiniens (assassinat de Mahmoud Hamchari, colis piégés, attentats, etc...)

2) agressions et menaces d'intimidation contre tout mouvement ou personnalité favorables à la cause palestinienne (plasticage de la librairie Palestine, agression sioniste contre des jeunes d'Europe et des pays arabes réunis dans la Conférence Internationale tenue à la rue de Rennes, menace de plasticage de la salle de la Mutualité où allait se dérouler un meeting de soutien à la lutte du peuple palestinien)

3) campagnes d'intoxication au niveau des moyens d'information, particulièrement la presse réactionnaire et sioniste, visant un double but : justifier les crimes sionistes d'une part, et isoler la cause palestinienne par des tentatives de neutralisation de l'opinion populaire française d'autre part.

C'est ainsi que les Palestiniens et leurs amis sont présentés par les organes d'information comme des terroristes. Par ailleurs, en essayant de faire accréditer l'idée du Palestinien terroriste, les sionistes se livrent à de grossières manoeuvres et provocations telles que l'incendie du drugstore Publicis, l'attentat contre l'agence juive d'immigration, prétendus tracts de septembre Noir distribué à Toulouse...

Ces trois formes du terrorisme sioniste s'enchaînent et s'inbriquent de façon à préparer un acte criminel ou le couvrir pour pouvoir en préparer d'autres.

Et dans ce cadre ensanglanté par la terreur sioniste intervient la visite en France de Golda Meïr, chef de file du sionisme, invitée par des milieux français pro-sionistes.

Cette visite constitue un nouveau défi à tous les milieux progressistes, démocratiques, anti-sionistes, anti-fascistes et anti-racistes en France. Nous appelons toutes ces forces à exprimer activement leur indignation contre cette visite.



Nous invitons toutes les forces démocratiques et progressistes à former un large front contre le terrorisme sioniste.

Nous lançons un appel pressant à tous ceux qui sont épris de justice à rejoindre les rangs de la manifestation silencieuse qui se déroulera

DIMANCHE 14 JANVIER 1973 A 12 H  
DE LA STATION PORT-ROYAL A LA MOSQUEE (PLACE MONGE)

G.U.P.S.  
U.N.E.M.

C.A.L.-U.G.E.T.  
U.G.E.L.F.

DOCUMENT N° 33

21 FEVRIER : JOURNEE INTERNATIONALE DE SOLIDARITE ANTI-IMPERIALISTE

Pourquoi le 21 Février ?

Le 21 février 1944 : 26 travailleurs français et étrangers tombent sous les balles nazies.

Le 21 février 1946 : les étudiants indiens et le peuple indien manifestaient vigoureusement contre le colonialisme britannique.

Le 21 février 1947 : au Caire, des manifestations de masse se développent, demandant le retrait des troupes coloniales britanniques.

Voilà pourquoi depuis 1948, les étudiants de différents pays célèbrent le 21 février comme une manifestation contre le colonialisme, le néo-colonialisme et l'impérialisme et comme une journée de solidarité avec les étudiants et la jeunesse en lutte dans le monde.

Cette année, le 21 février se célèbre au moment où la lutte anti-impérialiste dans le monde connaît un développement très important sous les coups conjugués portés par les peuples du monde avec en tête les peuples indochinois.

En ASIE DU SUD-EST : la lutte du vaillant peuple Vietnamien, sans la direction du F.N.L. et du G.R.P. au Sud, du Parti des Travailleurs du Viet-Nam et du gouvernement de la R.D.V. au Nord, a acculé et mis en échec l'impérialisme américain et montré que le peuple d'un petit pays, s'il est uni et déterminé à aller jusqu'au bout, est capable de vaincre l'impérialisme le plus puissant.

Au LAOS, les forces patriotiques dirigées par le Néo Lao Haksai, ont pris l'initiative et acculent les agresseurs américains vers le cessez-le feu.

Le peuple CAMBODGIEN, sous la direction du F.U.N.K. et du G.R.UN.C. persévère dans la lutte armée afin de balayer l'impérialisme américain et les traîtres de la clique Lon-Nol, Sirik Matak, Son Ngoc Thanh.

Au MOYEN-ORIENT : la lutte du peuple palestinien pour la libération de sa patrie se développe et mûrit en profondeur malgré toutes les tentatives d'encadrement et de liquidation. Les peuples arabes, riches de l'expérience palestinienne, s'organisent de plus en plus et développent une lutte de masse contre l'impérialisme international, le sionisme et la réaction arabe.

En AFRIQUE, par leur lutte armée, les peuples des colonies portugaises (Guinée-Bissau et Cap Vert, Angola, Mozambique) libèrent de plus en plus de territoires. Le lâche assassinat d'Amilcar Cabral, grand dirigeant du peuple de Guinée Bissau et des Iles du Cap Vert, et grand patriote africain par l'impérialisme international et le colonialisme portugais, n'entamera en rien la détermination du peuple de Guinée Bissau et du Cap Vert et des autres peuples africains à lutter jusqu'à la victoire finale. De leur côté, les peuples de Namibie, d'Azanie et du Zimbabwe assènent des coups de plus en plus durs aux impérialistes et aux racistes, de Salisbury et de Prétoria.

Dans les néo-colonies, la lutte des peuples oblige les impérialistes et leurs valets à changer de tactiques pour tenter de perpétuer leur domination. Mais ces nouvelles manœuvres, comme toutes les autres, sont vouées à l'échec.

Dans LES COLONIES FRANÇAISES (Antilles, Guyane, Comores, Réunion, Djibouti...) la lutte des peuples pour leur indépendance nationale prend chaque jour de plus en plus d'ampleur malgré la répression et les manœuvres perpétrées par l'impérialisme français et ses complices.

Dans LES METROPOLES IMPÉRIALISTES, la lutte des ouvriers et des couches les plus exploitées se développe.

LES PAYS AUTHENTIQUEMENT SOCIALISTES constituent un bastion inexpugnable dans la lutte contre l'impérialisme international et apportent ainsi une grande contribution à la lutte anti-impérialiste des peuples du monde.

Face à cette situation, pour accélérer la fin inéluctable de l'impérialisme, tous les anti-impérialistes doivent se mobiliser massivement pour populariser ces luttes, les soutenir et agir pour promouvoir une solidarité de lutte toujours plus grande.

Les organisations soussignées vous invitent à participer massivement à cette grande journée de solidarité anti-impérialiste dont le programme suit :

- Mercredi 21 février 1973 : Exposition pendant la journée et film à partir de 20 H (I)  
Jeudi 22 février 1973 : Exposition pendant la journée et film à partir de 20 H (I)  
Vendredi 23 février 1973 : Meeting sur le Viet-Nam, les colonies françaises, la Grèce, suivi d'un film à la Maison de Tunisie à 20 H  
Samedi 24 février 1973 : Meeting sur le Laos, les pays arabes, la Turquie suivi d'un film à 20 h à la Maison de Tunisie  
Dimanche 25 février 1973 : Meeting sur le Cambodge, l'Afrique, Madagascar, l'Iran, suivi d'un film à 20 H à la Maison de Tunisie.

U.E.L.F. (Laos)  
F.E.A.N.F. (Afrique)  
A.S.E.C. (Comores)  
A.E.E.F. (Ethiopie)  
A.E.H.P. (Grèce)  
A.G.E.G. (Guadeloupe)  
U.E.G. (Guyane)  
A.E.I.F. (Iran)

U.G.E.L.F. (Liban)  
A.E.O.M. (Madagascar)  
U.N.E.M. (Maroc)  
A.G.E.M. (Martinique)  
U.G.E.S.M. (Mauritanie)  
G.U.S.P. (Palestine)  
C.A.L.-U.G.E.T. (Tunisie)  
U.E.T.F. (Turquie)  
U.E.Y. (Yémen)

(I) Maison du Liban

Le 20.2.1973

DOCUMENT N° 34

LIBAN : HALTE A LA REPRESSION

Face à la montée des luttes populaires, d'une ampleur et d'une intensité sans précédent, la répression au Liban continue et frappe, une fois de plus, au sein du mouvement démocratique national.

De la façon la plus arbitraire qui soit, et pour des motifs non fondés, 6 patriotes accusés d'appartenir à des "Comités de lutte nationale" sont arrêtés, et 6 autres recherchés sous le prétexte suivant : participation à des grèves et à des manifestations, formation d'une "organisation secrète"... Comme si l'appartenance à un courant national pouvait justifier les arrestations arbitraires et les séances de tortures.



Cette dernière mesure n'est rien d'autre qu'une tentative de plus pour empêcher et décourager toute opposition authentique au régime réactionnaire libanais. Elle s'inscrit dans le cadre de la politique fascisante de l'Etat qui n'a pas hésité à réprimer avec la plus grande violence les dernières luttes populaires : après avoir fait plusieurs morts et blessés au sein de la classe ouvrière, l'Etat, impuissant à faire face à l'ennemi sioniste, trouve les moyens pour écraser sauvagement le mouvement des paysans du Sud du pays. De même, la répression s'abat sur les enseignants en grève, ainsi que sur les étudiants et les lycéens : trente six blessés, des dizaines d'arrestations arbitraires, 310 instituteurs, licenciés, et la chasse aux patriotes et aux démocrates continue...

Mais tout comme les masses populaires ont montré leur détermination à poursuivre la lutte, faisant échec à toutes les tentatives de récupération faites par les forces politiques traditionnelles, les masses populaires sauront trouver les nouvelles formes de lutte pour faire face à la fascisation du pouvoir.

Nous dénonçons la répression des mouvements populaires au Liban et protestons violemment contre la nouvelle campagne d'arrestation des patriotes accusés d'appartenir aux "Comités de lutte nationale". Nous réclamons :

- libération immédiate des militants arrêtés
- halte à la répression des mouvements populaires
- libertés démocratiques pour les masses populaires.

U.G.E.L.F.  
G.U.P.S.  
U.N.E.M.

C.A.L.-U.G.E.T.  
U.G.E.S.M.  
MOUVEMENT DES TRAVAILLEURS ARABES

III - EVOLUTION DU C.S. DE PARIS  
ET POSITIONS DU C.A.L.

Le Comité de Section de l'Union Générale des Etudiants de Tunisie à Paris a été constitué sous l'égide de la Commission Administrative fantôme, parachutée par le pouvoir réactionnaire destourien lors du putsch de Korba, en l'été 1971.

Lors de l'A.G. du 8.2.1972 à la Maison de Tunisie, les étudiants tunisiens (500 étaient présents) ont destitué le "C.S." de Paris et ont désigné à sa place le Comité d'Action et de Lutte de l'Union Générale des Etudiants de Tunisie, seule instance légitime et provisoire des étudiants tunisiens à Paris.

Malgré cette destitution publique et de masse, les membres du "C.S." de Paris n'en ont pas moins continué à vouloir s'ériger en instance de l'U.G.E.T., essayant par là de semer la confusion en spéculant sur "l'illégalité" du C.A.L.-U.G.E.T., son caractère "anti-syndical", "anti-démocratique" etc...

Le "C.S." de Paris est illégal car élu sous l'égide d'une instance (la "C.A.") illégale et anti-statutaire.

Le "C.S." de Paris est illégitime puisque la masse des étudiants à Paris s'est donnée démocratiquement une structure provisoire, et non parallèle, pour préparer le Congrès Extraordinaire, cette structure étant le C.A.L.-U.G.E.T.

Et on renvoie à ce propos au projet de résolution de la crise, adopté par nos camarades à Tunis, et qui stipule que tout ce qui est élu sous l'égide de la C.A. issue du putsch de Korba est considéré comme nul et non avenue, et que la préparation du Congrès Extraordinaire se fera dans les structures provisoires que se sont données les étudiants à cette fin.

Tout au long de son existence, outre son silence criminel sur la répression destourienne et les luttes populaires dans notre pays, les positions du "C.S." de Paris ont été marquées par un opportunisme à toute épreuve. Cette "tactique" souple a trouvé sa meilleure illustration dans ses positions vis-à-vis de la C.A. fantôme :

- après le mouvement de février 1972, soutien inconditionnel à la C.A. malgré la position de principe de l'écrasante majorité de nos camarades à Tunis ;
- juin 1972 : soutien à la "C.A." qui tente d'organiser un congrès bidon en l'été 1972 ;
- janvier 1973 : soutien à la "C.A." qui démissionne et appelle à un Congrès Extraordinaire sous son égide ;
- mars 1973 : soutien du projet de résolution adopté à Tunis et dénonciation des magouilles de la "C.A." (!!!)

Le C.A.L.-U.G.E.T., depuis sa constitution, n'a cessé de mener une lutte de principe contre le pseudo C.S. de Paris (A.G. du 15.12.1972, plateforme du C.A.L....)

Cette lutte a atteint son paroxysme lors de l'A.G. du 16.3.1973 appelée par le "C.S." où le C.A.L. a asséné le coup de grâce à ces éléments qui, le moins qu'on puisse dire, ont une curieuse conception de la "démocratie syndicale", leur cheval de bataille préféré. En effet, après cette date, le "C.S." de Paris ne s'est plus manifesté, du moins officiellement (des rumeurs circulent en effet, faisant état de la création d'un comité pour le renouveau de l'U.G.E.T....)

Camarades, les documents qui suivent sont d'une importance capitale ; ils constituent en effet un démenti irréfutable à tous les détracteurs de notre mouvement.

La vigilance est plus que jamais nécessaire car <sup>pour</sup> ces éléments, même s'ils ne se réclament plus du "C.S.", les magouilles et l'opportunisme sont des moyens habituels et courants.



DOCUMENT N° 35

MOTION PREJUDICIELLE PRESENTÉE EN DEBUT DE SEANCE AU COURS DE L'A.G.  
DE PARIS LE 8.2.1972 (A LA MAISON DE TUNISIE)

Prenant acte de l'initiative de convocation de la présente A.G.

Considérant l'attitude indigne adoptée par la direction fantôme de l'U.G.E.T. qui, ouvertement, appelle à la répression ;

Compte tenu des mots d'ordre et objectifs que nos camarades de Tunis se sont assignés et qui ont abouti à la dissolution, lors de l'ouverture du Congrès Extraordinaire, de la commission administrative mal élue

L'Assemblée Générale décide

- d'élire un bureau de la séance pour la présente réunion

- appelle le bureau en place à se plier à la décision votée par la majorité des participants et le met solennellement en garde contre toutes les conséquences que son refus pourrait engendrer

- réaffirme sa volonté d'assurer un déroulement normal au présent meeting de solidarité.

DOCUMENT N° 36

COMMUNIQUE DE PRESSE DU C.A.L.-U.G.E.T. PARIS

Le 8 février 1972 s'est tenu à la Maison de Tunisie un grand meeting de solidarité avec nos camarades en lutte à l'université de Tunis.

Cette réunion, convoquée à l'origine par les membres de la commission administrative fantôme résidant à Paris, a immédiatement pris le caractère d'une réunion de dénonciation de ces éléments solidaires de ceux qui, à Tunis, ont appelé à la répression.

C'est ainsi qu'une motion de défiance a été adoptée à l'écrasante majorité des quelques 500 étudiants présents.

Dans cette motion, l'A.G. a décidé l'élection d'un bureau de séance.

Grâce au sang froid des étudiants et en dépit de la volonté d'obstruction des éléments démis et de la poignée de leurs partisans et alliés, le bureau de séance a été élu par acclamations.

Lecture a été donnée ensuite de certains textes adoptés par l'A.G. réunie à Tunis au cours de la semaine dernière.

Les participants à l'assemblée ont, par leurs ovations, affirmé clairement leur soutien aux camarades en lutte et ont dénoncé en termes énergiques la répression qui s'amorce.

Le principe de l'élection d'un C.A.L.-U.G.E.T. Paris a été par la suite adopté sur la base des objectifs du mouvement en lutte à Tunis, ce comité a été élu par acclamations.

Dans des interventions longuement applaudies, les camarades de l'association des Irakiens en France et de la G.U.P.S. ont apporté leur soutien au mouvement en lutte à Tunis et à l'A.G. de Paris.

Le camarade de la G.U.P.S. a notamment dénoncé le recours par le gouvernement tunisien aux argumentations xénophobes et racistes pour tenter d'isoler le mouvement.

Paris, le 9 février 1972



NON A LA REFORME ANTI-DEMOCRATIQUE DE L'UNIVERSITE  
NON AUX TENTATIVES DE LIQUIDATION DE L'U.G.E.T.

Deux faits importants préoccupent aujourd'hui l'ensemble des étudiants tunisiens : la publication du projet de réforme universitaire présenté par le Ministre de l'Education Nationale, et la préparation du Congrès de l'U.G.E.T. Dans son projet de réforme, le pouvoir bien acculé à reconnaître l'existence d'une crise profonde à l'université et la nécessité d'une démocratisation réelle, écarte délibérément l'U.G.E.T. de toute activité à l'université et met en cause la représentation des étudiants en tant que partie prenante organisée au sein d'un syndicat qui, seul, est à même de s'opposer efficacement à une administration centralisée et défendre les revendications de l'ensemble des étudiants.

Le pouvoir qui veut garder sous sa coupe toutes les organisations nationales, après avoir multiplié les entraves à l'action syndicale des étudiants et les ingérences dans les affaires intérieures de leur organisation, ne peut s'accommoder d'une U.G.E.T. dont la base organisée lui échappe massivement, après avoir entrepris la répression des mouvements se propose aujourd'hui de porter un coup fatal à notre union.

D'autre part, devant la crise profonde à l'université dont le pouvoir porte seul la responsabilité, le projet MZALI appuyé par les forces les plus réactionnaires et les plus conservatrices que compte notre pays, loin d'apporter une solution, entend maintenir et même radicaliser la politique sélective en matière d'enseignement et aggraver les conditions anti-démocratiques qui prévalent à l'université.

Camarades,

Cette situation grave par ces dangers exige de nous de faire preuve de vigilance et d'esprit de responsabilité, de bannir tout aventurisme et tout esprit d'abandon, pour déjouer les manœuvres de la réaction qui, seule, profite de la division et de la démobilisation des étudiants afin de liquider notre syndicat et créer les conditions favorables pour imposer ses réformes rétrogrades et sélectives.

Chaque étudiant doit être conscient de l'enjeu de la bataille actuelle : désertier l'U.G.E.T. et la droite se charge de la faire disparaître pour avoir les mains libres ou s'opposer massivement à toutes les manœuvres liquidatrices du pouvoir et de ses inconditionnels et oeuvrer pour la démocratisation de l'U.G.E.T. son autonomie et d'en faire un syndicat combatif.

Ceux qui, incapables de proposer aux étudiants une perspective claire de lutte immédiate et future, qui préconisent le statut quo et le boycott pur et simple des A.G. électives pour le congrès, ne répondent aucunement aux tâches de l'heure du mouvement étudiant, contribuent à la démobilisation des étudiants et rejoignent étrangement les éléments les plus réactionnaires de la C.A. qui, eux aussi, s'opposent résolument à la tenue d'un congrès, afin de perpétuer la crise de l'U.G.E.T., donner l'occasion au pouvoir de liquider le syndicat étudiant et faire passer ses réformes rétrogrades dans la précipitation et démobilisation.

La section de Paris de l'U.G.E.T. considère que seule la mobilisation unitaire des étudiants au sein même des structures de base de l'U.G.E.T. est capable de résister aux tentatives de liquidation qui se précisent gravement contre notre union, de barrer la route à toute réforme rétrograde à l'université, et de faire avancer concrètement les luttes des étudiants pour la satisfaction de leurs revendications légitimes, sans cesse menacées.

Aux tentatives réactionnaires visant à imposer une réforme rétrograde à la préparation de laquelle les étudiants et la grande majorité des professeurs ont été écartés ; aux tentatives de liquidation de notre syndicat l'U.G.E.T. ; opposant notre mobilisation massive et notre détermination de lutter :

- pour une réforme démocratique de l'enseignement
- pour la sauvegarde de notre union et pour une U.G.E.T. démocratique et autonome
- pour la préparation et la tenue démocratique d'un congrès
- pour mettre fin à la répression qui persiste, et la libération de tous les détenus.

Paris, le 12 juin 1972



TRACT DU " C.S. "

Camarades,

L'arrogance du pouvoir et son entêtement à s'ingérer dans les affaires de notre organisation étudiante ont abouti à priver tout au long d'une année notre mouvement étudiant de son cadre vital pour la défense de nos intérêts et de nos revendications légitimes. Parallèlement, ce pouvoir préparait dans des conditions anti-démocratiques et unilatérales une "réforme" rétrograde susceptible selon lui de sortir l'Université de la crise. Dans cette réforme où il escamote ses responsabilités essentielles, le pouvoir a pratiquement inscrit la liquidation du syndicat étudiant, espérant par là détruire un mouvement qui lui échappe.

Conscients du danger que présente la réforme Mzali et de l'entreprise inavouée du pouvoir, les étudiants ont massivement manifesté leur volonté de déjouer les manœuvres et de faire échec à toute réforme réactionnaire à l'Université.

Devant l'impasse dans laquelle a été plongé notre syndicat, la tenue d'un Congrès Extraordinaire, un Congrès démocratique est devenue l'exigence de tous les étudiants.

A Tunis, lors d'A.G. qui se sont tenues aux différentes facultés, les étudiants ont montré leur volonté de tenir ce congrès extraordinaire sur la base de leurs revendications et dans le cadre de l'autonomie de l'U.G.E.T.

A Paris, la situation est différente. Face à une entreprise d'obstruction systématique menée avec acharnement par des éléments se réclamant du C.A.L., entravant le débat démocratique que la Section n'a cessé de réclamer. Se situant lui même tant par ses activités que par ses mots d'ordre et ses préoccupations en dehors du mouvement syndical étudiant, le CAL contribue, ainsi dans les faits, à priver les étudiants tunisiens à Paris d'un cadre syndical viable en dehors duquel la lutte pour une U.G.E.T. autonome, démocratique et représentative est un leurre.

L'obstruction menée par le C.A.L. rend ainsi des services appréciables au pouvoir. Semez la confusion (comme par exemple "il y a des membres de la C.A. fantôme à la section de Paris" ? alors que tout le monde sait que la section a été élue démocratiquement à Paris deux mois après le Congrès de Korba, des responsables du C.A.L. ayant participé à son élection), diffuser des fausses nouvelles sur des soi-disants contacts de la section avec la C.A. démissionnaire ; allergie agressive et violence à l'encontre des étudiants ne partageant pas leur point de vue, montrant par là l'esprit "démocratique" du C.A.L. Voilà les méthodes utilisées par le C.A.L. Ces pratiques étrangères à notre lutte syndicale sont introduites consciemment par certains animateurs qui ont toujours méprisé la lutte syndicale et la défense des intérêts des étudiants. Ces éléments utilisant à grand frais démagogie et dénigrement, croient pouvoir tromper la masse des étudiants en se disant les champions de la lutte syndicale ; lutte syndicale qu'ils ont toujours ignoré royalement.

Mais nous ne les confondrons pas avec les centaines d'étudiants qui aspirent à une U.G.E.T. autonome, animée démocratiquement par et pour les étudiants et placée résolument aux côtés des masses populaires. Nous ne les confondons pas avec une poignée de "messiés révolutionnaires" dont l'opportunisme politique n'envie rien à leur pratique anti-démocratique.

Ce petit jeu doit cesser. Un débat démocratique sans exclusive sur aucune fraction des étudiants doit s'instaurer. L'unité du mouvement étudiant est nécessaire et impérative pour faire échouer les manœuvres du pouvoir et instaurer une vie démocratique à l'U.G.E.T., combattre avec l'énergie nécessaire la politique réactionnaire du pouvoir dans l'enseignement, lutter efficacement pour les libertés démocratiques dans notre pays et soutenir résolument les luttes des masses populaires.

Le C.A.L., qui a été conçu on ne sait où et créé au cours de l'A.G. du 8 février 1972, convoquée par la C.A. (aujourd'hui démissionnaire) et dont le comité a été élu en l'absence de toute plate-forme syndicale et sans discussion préalable par "applaudissement" dans la hâte et la confusion, se dit pour une U.G.E.T. démocratique et autonome.

Une année après sa création, qu'a-t-il fait pour la concrétisation de ce mot d'ordre ? qu'a-t-il fait dans le sens de l'organisation de la lutte syndicale ? Que propose-t-il ?

La réponse est évidente et avouée par certains : RIEN.

Il a par contre réservé ses énergies à attaquer systématiquement la Section de Paris (la pétition qui circule en est un exemple) et à se plonger dans des luttes de groupes politiques qui n'ont rien à voir avec la lutte syndicale des étudiants.

Son incapacité d'organisation et de mobilisation des étudiants en dehors des situations de crises (où les étudiants spontanément se mobilisent dans l'intention de s'informer et de soutenir nos camarades à Tunis) est inhérente à sa nature anti-démocratique et anti-syndicale.

Pour la section, l'intérêt des étudiants passe avant toutes considérations. Nous ferons tout pour que le groupusculisme nuisible et contraire à la lutte de masse soit banni du syndicat étudiant. Nous sommes résolument pour l'unité de tous les étudiants qui se sont déclarés pour un syndicat représentatif, combatif et autonome.

Nous appelons tous les étudiants, qu'ils se réclament actuellement de la section ou non, du C.A.L. ou non, à oeuvrer dans ce sens. Nous en appelons au sens des responsabilités de chacun. Pour réaliser ces objectifs, il est nécessaire de distinguer entre syndicats et partis politiques. Confondre ces deux cadres n'entraînera que des déboirs. Vouloir réaliser dans l'U.G.E.T. les tâches d'un quelconque parti est une grave erreur. C'est pour cette raison que le renforcement et la démocratisation des structures de base, instrument légal aux mains des étudiants, est une condition nécessaire pour aboutir à des changements à l'échelle de tout le syndicat.

A cet égard, le Comité de Section doit se renouveler. Une assemblée générale doit se tenir où l'on débattrà - sans exclusive aucune de toutes les opinions, démocratiquement et dans la clarté - des problèmes de l'heure et des modalités de renouvellement démocratique du Comité de Section.

- NON AUX ENNEMIS DE LA LUTTE SYNDICALE !
- POUR UNE U.G.E.T. DEMOCRATIQUE ET COMBATIVE !
- TOUS MOBILISES POUR LA TENUE D'UN CONGRES EXTRAORDINAIRE !

DOCUMENT N° 39

U.G.E.T. : SECTION DE PARIS

- Pour faire face à la grave crise que traverse l'U.G.E.T. !
- Pour déjouer toutes les manoeuvres qui visent la liquidation de notre syndicat !
- Pour que revive l'U.G.E.T. démocratique, autonome et combative !
- Pour une réforme démocratique de l'enseignement !

SANS TARDER, MOBILISONS-NOUS MASSIVEMENT ET DANS L'UNITE A LA BASE DE L'U.G.E.T.

TOUS A L'A.G. QUI AURA LIEU VENDREDI 15.12.1972 A 20 H 30

A LA MAISON DE TUNISIE



## NON AUX MANOEUVRES DE DIVISION

Le pouvoir du Destour a pendant longtemps tenté d'étouffer toute velléité d'indépendance des organisations de masse à son égard. Comme l'U.G.T.T., l'U.G.E.T. a été longtemps muselée par une direction inféodée au pouvoir et à son parti unique, le P.S.D.

L'aiguïsement des contradictions entre le régime et les aspirations profondes des masses populaires s'est traduit par une montée des luttes démocratiques. Aux grèves ouvrières et révoltes paysannes sont venues s'ajouter les revendications démocratiques du mouvement étudiant.

C'est dans ce contexte de luttes qu'eut lieu le congrès Korba en août 1971. A la volonté de la majorité des délégués de doter le syndicat de structures nouvelles, de lui restituer son autonomie et sa combativité, le pouvoir répliqua par un coup de force, en installant une C.A. fantôme.

C'est dans le même contexte qu'eut lieu le mouvement de Février 1972. Rejetant la direction parachutée, la masse étudiante organisa un congrès extraordinaire. La répression barbare qui s'en suivit, les manœuvres politiques d'intimidation et de séduction (projet M'ZALI, contacts avec les "représentants" des étudiants...), loin de venir à bout du processus enclenché, elles l'amplifiaient et le radicalisaient.

C'est dans le même contexte que les grèves ouvrières (SORETRAS, S.T.I.T...) et luttes paysannes et étudiantes se répandront comme des échos, se renforçant et se soutenant mutuellement dans un combat commun contre l'impérialisme, ses agents locaux et ses valets, quels que soient leurs déguisements ("destouriens de gauche" et autres "anti-impérialistes").

En Tunisie comme à l'étranger, le mouvement se structure et se renforce dans la lutte contre la répression, la sélection et les manœuvres surnoisées et pour l'aboutissement de nos revendications légitimes. A Tunis, ce sont les A.G. et les délégués d'Amphis. A Paris, c'est le C.A.L.-U.G.E.T. élu en Février 1972 par la majorité écrasante des étudiants (450 sur 476).

Incapables de maîtriser le mouvement étudiant, le pouvoir et ses valets tentent alors de le diviser. C'est alors une offensive en règle qui est déclenchée depuis la rentrée. Ceux-là mêmes qui ont agi à contre courant du mouvement de février 1972, qui l'ont calomnié "Derrière l'apparence d'un soulèvement révolutionnaire, ne s'agit-il pas plutôt d'un affrontement entre le P.S.D. et ses dissidents" (tract signé les étudiants communistes tunisiens - février 1972), tentent aujourd'hui de le dévoyer. Les événements de Février un accident de parcours ? en aucun cas. Une rupture radicale avec des structures et des pratiques unanimement et définitivement rejetées. Actuellement, les manœuvres de division se multiplient : A Tunis, c'est la pétition canaille qui circule, visant à saborder le cadre de mobilisation actuel. A Paris, c'est une A.G. à laquelle convoque une Section illégitime avant février (toutes les corpos n'ayant pas désigné leurs délégués) déchue depuis par l'ensemble des étudiants à Paris. Cette entreprise de division et de "normalisation" fait le jeu du pouvoir au moment où nos camarades luttent pour la concrétisation des acquis de février 1972 et où le pouvoir abat sur eux une répression sans précédent (exclusion, poursuite disciplinaire...) ; au moment même où les étudiants entendent assumer pleinement et jusqu'au bout les événements de février non seulement en se mobilisant pour la libération des prisonniers politiques, mais aussi en élaborant un contre-projet de réforme pour l'aboutissement de toutes nos revendications.

Feu Section de Paris veut faire fi de nos acquis et nos revendications. Tout comme elle l'a fait le long de ces 10 derniers mois, de la campagne de l'A.E.M.N.A. où elle a sacrifié nos droits à des considérations partisannes, jusqu'à la campagne de soutien à Faouzia et Saïd Bouziri ; de la campagne de soutien aux travailleurs immigrés (Harbaoui à Jussieu, grève de Sainte Geneviève des Bois) aux meetings de soutien aux luttes des peuples contre l'impérialisme (Palestine, Indochine, Yémen, Madagascar...) ; de la parution du contre-projet aux luttes ouvrières et paysannes dans notre pays.



Camarades,

Face aux manoeuvres du pouvoir et de ceux qui<sup>se</sup> prétendent aujourd'hui nos alliés, nous devons maintenir une vigilance à toute épreuve. Conscients des tâches qui nous attendent et attendent nos camarades de Tunis pour dépasser nos faiblesses actuelles (inhérentes à notre début de réorganisation) et pour nous doter d'un syndicat sur la base clairement définie par le mouvement de février 1972 :

- POUR UNE U.G.E.T. REPRESENTATIVE, AUTONOME ET COMBATIVE
- POUR UNE U.G.E.T. QUI LIE LES LUTTES DES ETUDIANTS ET CELLES DES MASSES POPULAIRES DANS LEUR LUTTE RESOLUE CONTRE L'IMPERIALISME ET SES VALETS.

À Paris :

- RENFORCONS NOS STRUCTURES DE BASE ET LE TRAVAIL DE CLARIFICATION
- RENFORCONS LA COORDINATION ENTRE LES BASES :  
POUR L'UNIFICATION ET LA STRUCTURATION DE TOUT LE MOUVEMENT  
POUR LA RECONSTITUTION DE LA SECTION DE PARIS.

TOUS A L'A.G. AUTOUR DU C.A.L.  
VENDREDI 15.12.72 A 20H30

MAISON DE TUNISIE

DOCUMENT N° 4 I

VERS LA CONVOCATION D'UN CONGRES EXTRAORDINAIRE DEMOCRATIQUE

Camarades,

La situation de crise grave dans laquelle se débat notre syndicat l'U.G.E.T., et dont l'origine remonte au putsch du congrès de Korba qui a mis à la tête de notre organisation une direction non représentative, prend aujourd'hui une tournure nouvelle où tous les militants de l'U.G.E.T. doivent tout mettre en oeuvre, avec l'appui du plus grand nombre d'étudiants pour que l'U.G.E.T. ne sombre pas sous les coups du pouvoir et de tous ceux qui ont toujours déserté l'U.G.E.T. en tant que cadre de lutte syndicale.

Aujourd'hui, la démission officielle de la C.A. (commission administrative) de l'U.G.E.T., la convocation d'un congrès extraordinaire et la solution proposée à Tunis qui a été retenue comme base de travail par l'ensemble des étudiants, mettent chaque militant de l'U.G.E.T. et chaque étudiant tunisien tant à Tunis qu'à l'étranger, face à une lourde tâche qu'il doit assumer dans la clarté et en toute responsabilité.

Le 30 décembre dernier, la C.A. a fait le communiqué suivant :

"L'U.G.E.T. traverse, au niveau de son organisation intérieure et de ses structures de base et supérieures, une crise due à l'inertie des structures de l'organisation et aux divergences fondamentales qui se sont manifestées entre les militants de l'U.G.E.T. au sujet de la conception de l'action syndicale que l'Union est appelée à accomplir, la C.A. propose une solution provisoire pour le dénouement de la crise que traverse l'Union. Elle consiste à réunir les représentants de la base estudiantine ; dans le cadre d'un congrès extraordinaire qui aurait à déterminer d'une manière définitive la conception de l'action syndicale au sein de l'organisation, afin que cette conception serve dans l'avenir de nouvelle base de travail.

Dans le but de mettre en pratique cette proposition, tirée essentiellement du statut de l'Union, un accord a été réalisé sur la procédure suivante :

- 1) démission de l'actuelle commission administrative
- 2) convocation d'un congrès extraordinaire pour l'examen de la situation présente et future de l'union et élection d'une nouvelle C.A.



Sur cette base, il convient :

- 1) d'élire les corps de l'U.G.E.T. au sein des facultés et des écoles
- 2) d'élire les Bureaux Fédéraux à partir des corps, au niveau de chaque faculté
- 3) de confier aux bureaux le soin de superviser l'élection des délégués au congrès extraordinaire, en fonction du nombre d'adhérents dans chaque corporation.

Les bureaux de vote qui contrôleront les élections dans chaque faculté se composent de représentants des étudiants au conseil de faculté.

Les bureaux fédéraux fixeront le dernier délai de vente des cartes d'adhésion à l'organisation, ainsi que les dates d'élection des délégués au congrès extraordinaire."

Camarades,

Si la solution proposée a été retenue par la majorité des étudiants de Tunis, c'est parce qu'elle repose sur des principes bien clairs :

1) mise sur pied ou renouvellement de toutes les structures de base de l'U.G.E.T. corps, B.F., sections qui auront pour tâche de mobiliser les étudiants et de préparer un congrès qui soit non seulement extraordinaire mais surtout démocratique et représentatif de tous les étudiants qui sont attachés à l'U.G.E.T., quelles que soient leurs opinions politiques, idéologiques ou autres.

2) que toutes ces actions doivent se faire dans le cadre des structures de base de l'Union et du statut qui stipule notamment qu'un étudiant ne peut participer aux activités de l'U.G.E.T. et ne peut décider de son orientation que s'il y adhère, comme c'est le cas pour toute organisation démocratique.

Aussi, la campagne de mobilisation a été relancée à Tunis par des réunions entre les militants des différentes facultés et écoles et par des A.G. d'information et de nombreuses discussions. Car ce communiqué constitue une victoire pour le mouvement étudiant tunisien et en particulier pour tous ceux qui ont refusé de désertier l'U.G.E.T. et ne se sont pas laissés tenter par le piège des structures parallèles à l'organisation, tels que les délégués d'amphis à Tunis, structures créées et contrôlées par l'administration universitaire (et que l'on retrouve dans le projet Mzali !) ou le C.A.L. à Paris.

C'est un recul du pouvoir face à la pression des étudiants qui ont su déjouer les manœuvres de liquidation du pouvoir, en particulier à la faculté de Droit de Tunis où tous les étudiants ont décidé de boycotter les élections des délégués d'amphis, malgré les appels incessants de l'administration de la faculté, et ont affirmé, au cours d'une A.G., leur détermination de lutter pour que revive l'U.G.E.T. démocratique, autonome et combative.

Cette situation nouvelle doit donner à réfléchir à tous ceux qui refusent le débat et préfèrent imposer leurs points de vue par la force, comme ils l'ont bien démontré au cours de l'A.G. convoquée par la Section de Paris le 15 décembre dernier à la Maison de Tunisie. Il est aujourd'hui dangereux que de tels actes se reproduisent car le pouvoir veut jouer sur la démobilité et la désunion des étudiants. Pour éviter la division, la section de l'U.G.E.T. appelle tous les étudiants tunisiens à Paris à se mobiliser sur la base des principes adoptés par nos camarades à Tunis, pour préparer une A.G. où l'on vient débattre et non pas se battre, et où l'on fixera les modalités des élections de corps pour le renouvellement de la section.

Camarades, la mise en oeuvre de ces propositions constituera un grand pas vers la clarification de la situation et la résolution de la crise.

C'est dans ce sens que la section a lancé une campagne d'adhésion avec des cartes provisoires, en attendant les cartes qui seront éditées par le s B.F. à Tunis.

Camarades, pour que revive l'U.G.E.T. démocratique, autonome et combative, adhérez à la Section de Paris de l'U.G.E.T.

Les cartes sont en vente chez les militants de la Section.

U.G.E.T. - Section de Paris  
Paris, le 12 janvier 1973



LA MISE SUR PIED DES STRUCTURES DE BASE DE L'U.G.E.T.  
1ère ETAPE VERS LA RESOLUTION DE LA CRISE

Camarades,

Une solution démocratique à la crise de l'U.G.E.T. vient d'être adoptée à Tunis par l'ensemble des étudiants et sa mise en oeuvre a déjà commencé par la mise sur pied des structures de base de notre union. En effet, le projet commun élaboré à Tunis prévoit la constitution des corps de l'U.G.E.T. sous l'égide des représentants étudiants en conseil de faculté, la formation au niveau de chaque faculté des bureaux fédéraux issus des corps et enfin la constitution d'un comité universitaire provisoire chargé de préparer le congrès extraordinaire et d'organiser les élections des congressistes. Ce comité issu des membres des corps et formé des représentants des facultés et écoles supérieures proportionnellement au nombre d'étudiants inscrits. Dans les facultés, la plupart des corps ont été déjà démocratiquement élus.

Ce processus unitaire et démocratique de retour en masse aux structures de base de l'U.G.E.T. est une grande victoire pour le mouvement démocratique des étudiants tunisiens qui reflète la détermination claire de la majorité des étudiants à résoudre la crise et à engager l'U.G.E.T. dans la voie du renouveau par l'affirmation de son autonomie et l'instauration d'un profond esprit démocratique dans ces rangs.

Les étudiants s'en tiennent tous aujourd'hui à l'application de ce projet et refusent de laisser compromettre l'unité du mouvement par l'entretien d'une agitation artificielle et opportuniste.

Face aux graves problèmes syndicaux et universitaires qui s'accumulent de plus en plus, face à la répression qui frappe les forces progressistes (procès du 5 mars, arrestation arbitraire après l'évasion de Ahmed Ben Salah), les étudiants tunisiens se fixent aujourd'hui comme tâche prioritaire de résolution de la crise de notre Union pour faire de l'U.G.E.T. leur cadre démocratique de mobilisation et d'action.

Ceci est aujourd'hui possible si tous les militants avec l'ensemble des étudiants restent vigilants face d'une part, aux manoeuvres du pouvoir, premier responsable de la crise, et d'autre part à l'opportunisme de gauche qui jette la confusion au sein du mouvement. En effet, le Ministère de l'Education Nationale, toujours fidèle à son objectif de liquidation de notre syndicat, essaie d'entraver la mise en oeuvre du projet commun en voulant imposer un mode d'élection contraire aux traditions de l'U.G.E.T. (urnes déposées au secrétariat de faculté au lieu de... etc...) Massivement, les étudiants ont su déjouer toutes ces manoeuvres. Ils ont refusé le contre projet de la C.A. sortante qui tout en acceptant le retour à la base, présente des amendements de procédure qui lui offriraient de larges possibilités de combines anti-démocratiques. Ils ont également rejeté le contre projet des extrémistes qui, sous couvert de la résolution de la crise, est en fait une manifestation opportuniste de leur conception anti-syndicale (instauration de structures en dehors de l'U.G.E.T., comité de base etc...) Les étudiants ont ainsi clairement rejeté toutes ces manoeuvres et ont opté pour l'instauration des structures de bases de l'U.G.E.T. (corps, B.F., sections en Europe).

La Section de Paris qui a toujours appelé les étudiants à renforcer les structures de base de l'U.G.E.T. ne ménagera aucun effort pour développer et faire triompher un esprit unitaire et démocratique pour que les étudiants tunisiens à Paris participent réellement et activement à la résolution de la crise.

Nous appelons tous ceux qui veulent remettre sur pieds notre syndicat à participer activement à la mobilisation des étudiants.



Aujourd'hui, il est nécessaire de tenir une A.G. où l'on puisse discuter et adopter une résolution claire concernant la crise de l'U.G.E.T. et sa solution et où l'on assure le renouvellement démocratique du comité de section avec la participation de l'ensemble des étudiants.

Camarades, notre lutte pour la démocratie syndicale est un aspect fondamental de la lutte pour la démocratie en Tunisie et nous lui associons intimement la lutte contre la répression qui ne démord pas et qui est devenue l'arme favorite du pouvoir pour affaiblir les mouvements de masse. Nous dénonçons le procès du 5 mars dernier comme une nouvelle atteinte aux libertés démocratiques en Tunisie et les jugements sommaires et injustes qui y furent prononcés. Et nous exigeons, avec l'ensemble des étudiants tunisiens, l'annulation de ce procès et la libération immédiate de tous les détenus.

- Non aux manœuvres anti-syndicales
- Non à la répression, Pour la libération immédiate de tous les détenus
- Contribuons massivement au renouveau de l'U.G.E.T.
- Renouvelons tous ensemble le comité de section de Paris.

Paris, le 9 mars 1973  
U.G.E.T. - Section de Paris

DOCUMENT N° 43

TRACT D'APPEL A L'A.G. DU 16.3.1973 DU " C.S. "

Camarades,

Par l'élection à Tunis de la plupart des corps et des Bureaux Fédéraux une étape importante vers la solution de la crise de notre syndicat vient d'être franchie. C'est un pas important dans notre lutte pour la tenue d'un congrès extraordinaire et démocratique. Dans cette phase nouvelle de la lutte des étudiants tunisiens pour une U.G.E.T. représentative, autonome et combative, les étudiants à Paris doivent participer activement à cette bataille.

Aussi, la Section de Paris de l'U.G.E.T. vous appelle tous à une ASSEMBLEE GENERALE, le Vendredi 16 mars 1973 à 20 H 30 au 115 bd Saint Michel.

Ordre du jour :

1) information et débat sur les dernières évolutions de la situation à l'université et sur le projet commun de résolution de la crise adopté par l'ensemble des étudiants à Tunis

2) étude de la situation à Paris et contribution des étudiants tunisiens à Paris à la résolution de la crise

3) renouvellement du Comité de Section.

Camarades,

Pour exprimer clairement votre attachement à votre syndicat, adhérez massivement à l'U.G.E.T. <sup>(1)</sup> et participez nombreux à l'A.G. de la section de Paris.

- RENFORCEZ MASSIVEMENT LA SECTION DE PARIS
- VIVE L'U.G.E.T. DEMOCRATIQUE, AUTONOME ET COMBATIVE.

(1) des cartes provisoires de l'U.G.E.T. sont en vente chez les militants de la Section.

U.G.E.T. - Section de Paris  
Paris, le 14.2.1973

TRACT D'APPEL DU C.A.L. A L'A.G. DU 16.6.1973 DU C.S.

DEFENDONS ET CONSOLIDONS LES ACQUIS DE FEVRIER 72

Pour maintenir son hégémonie sur l'ensemble des couches populaires, le pouvoir réactionnaire en Tunisie a œuvré dès ses débuts à museler tous les syndicats et organisations de masse en imposant à leur direction des éléments à sa solde. C'est pour lutter contre cette main mise que les étudiants, partie intégrante des masses populaires, se sont élevés contre le parachutage par le pouvoir d'une direction (C.A.) fantôme et non représentative lors du XVIIIème congrès interrompu de l'U.G.E.T. à Korba en août 1971.

Mettant en cause et rejetant de fait, légalement et légitimement pendant le congrès - leur instance plénière - les structures anciennes de l'U.G.E.T., la majorité des étudiants (110 contre 70) a entamé démocratiquement l'élaboration des nouvelles structures qu'elle souhaitait se donner. Mais le pouvoir réactionnaire, fidèle à sa politique démocratique intervient sauvagement, pour interrompre les travaux du congrès. Et profitant de la situation de confusion qu'il a créée et où aucune structure ancienne ou nouvelle n'existe, le pouvoir a imposé une direction fantôme et des structures illégales et illégitimes.

La masse dit NON et décide le retour à la base. Les opportunistes - collaborateurs profitant eux aussi de la confusion et voulant tromper les masses, proposent sur la base de structures illégitimes et illégales vue l'interruption du congrès, une liste "progressiste" ce qui ne pouvait que légitimer le coup de force et légaliser le muselage du syndicat. Ce sont là deux attitudes :

- une attitude démocratique, forte de l'appui de la majorité des étudiants et qui, refusant le coup de force, décide de porter le problème devant les masses estudiantines et de mener une campagne d'information

- une attitude opportuniste qui consiste à s'ériger en instance sur la base de structures de l'U.G.E.T. rendues illégales : d'une part par le fait que les congressistes les ont rejetées, d'autre part par le fait que les travaux du congrès ont été interrompus.

Le congrès de Korba interrompu, le travail de mobilisation et d'information se généralise et s'intensifie. Un congrès Extraordinaire a lieu sur le campus universitaire les 3, 4 et 5 février 1972. Quatre commissions furent constituées. Mais le pouvoir intervient encore une fois et arrête les travaux du congrès par la violence.

A Tunis, une répression aveugle s'abat sur les étudiants : fermeture prolongée de deux facultés, arrestations massives, tortures. A cette répression, les étudiants répondent par des manifestations, des meetings et déclenchent le mouvement que l'on connaît. Le travail de mobilisation se poursuit, axé sur le mot d'ordre essentiel, entre autres de la revendication d'un congrès extraordinaire pour une U.G.E.T. autonome, démocratique représentative et combative, mot d'ordre condamné par les opportunistes qui l'ont qualifié d' "irréaliste" et d' "aventuriste."

A Paris, des élections doublement anti statutaires (par le rejet de la part des congressistes et de la masse des étudiants, et par l'interruption du congrès) ont abouti à ce qui s'appelle le comité de section de Paris, élections qui s'ont faites discrètement et sous l'égide de la C.A. fantôme et c'est cette même section qui a permis à la C.A. de tenir l'A.G. du 8 février 1972 à la Maison de Tunisie.

A ces machinations, la masse des étudiants a répondu par la destitution de la C.A. à qui, dès le début de l'A.G., les étudiants ont signifié qu'elle ne les représente pas, et ont élu une structure provisoire : le comité d'action et de lutte de l'U.G.E.T.



Le C.A.L.-U.G.E.T. s'est, dès son entrée en fonction, employé à organiser une campagne d'information, de dénonciation de la répression et de défense de nos camarades emprisonnés, tout cela sur la base des mots d'ordre de Tunis qui sont devenus ceux des étudiants de Paris. C'est dans ce cadre qu'a été décidée l'occupation de la Maison de Tunisie.

Qu'a fait le Comité de Section de Paris ?

Il faut d'abord souligner qu'en refusant de se soumettre à la décision de l'A.G. plénière du 8.2.1972, ce pseudo comité s'est délibérément démarqué de la ligne de masse.

Mais il y a plus grave. Alors que les étudiants se mobilisaient en masse, et travaillaient d'arrache-pied à alerter l'opinion sur les arrestations arbitraires, les tortures, et à assurer la défense de nos camarades victimes de la répression, le Comité de Section de Paris ne se contentait pas de rester les bras croisés devant l'offensive du pouvoir mais qualifiait la lutte des étudiants à Paris d' "agitation stérile". D'autre part, et c'est là un fait que le pseudo comité de section semble oublier : pendant les vacances de Pâques 72, le comité de section a participé au congrès des cadres organisé à Genève par le bureau exécutif fantôme issu du congrès de Korba.

Ainsi, le pseudo comité de section a dépassé les limites de l'opportunisme pour se mettre en situation de collaboration flagrante avec le pouvoir.

L'occupation de la Maison de Tunisie, qui a été une date marquante dans l'histoire du mouvement étudiant parce qu'elle a permis de mettre cette maison, ancien bastion inexpugnable du Destour, entre les mains d'un comité de résidents pour la première fois progressiste qui a éliminé l'ancien comité constitué de réactionnaires et de barbouzes ; cette occupation a été qualifiée "d'aventuriste" et d' "irresponsable", là encore opportunisme et collaboration.

Devant la mobilisation de nos camarades à Tunis, et leur lutte farouche et déterminée pour obtenir la tenue d'un congrès extraordinaire afin de construire une U.G.E.T. autonome, démocratique, représentative et combative, la C.A. fantôme fut acculée à démissionner le 29.12.1972 et proposa la tenue d'un congrès extraordinaire sous sa propre égide. Ce qui a été interprété par le pseudocomité de section comme une "victoire."

Nos camarades, habitués aux manœuvres du pouvoir, et déterminés à leur barrer la route, refusent la proposition de la C.A. et maintiennent leur décision de tenir le congrès sous l'égide des responsables qu'ils ont eux-mêmes désignés, et dans le cadre des structures provisoires qu'ils se sont démocratiquement donnés.

A quoi assistons-nous aujourd'hui ?

Le Comité de Section de Paris

- qui est illégal du fait que lors d'un congrès toutes les instances sont dissoutes et que les travaux du congrès ont été interrompus

- qui est illégitime puisque la masse des étudiants à Paris s'est démocratiquement donnée une structure provisoire (et non parallèle) pour préparer le congrès extraordinaire cette structure étant le C.A.L.-U.G.E.T.

- qui a condamné le mouvement de Février, en traitant ses mots d'ordre et ses revendications essentielles de la tenue d'un congrès extraordinaire d'irréalistes

- qui une année entière durant ne s'est pas contenté d'ignorer les luttes des étudiants à Paris, mais soutenu la C.A. fantôme et a condamné le mouvement étudiant à Paris, en province et à l'étranger en calomniant les structures provisoires qu'il s'est choisi (C.A.L.-U.G.E.T., C.A.L. Bruxelles, C.A.L.E.T. de Grenoble, comité provisoire de Strasbourg).

En un mot qui a choisi de se démarquer de la ligne de masse pour se mettre en situation de collaboration avec le pouvoir.

Ce qui s'appelle le Comité de Section de Paris diffuse un tract d'appel à une A.G. pour préparer le congrès extraordinaire naguère qualifié d'irréaliste.

Mais, même dans ce tract où règne la mauvaise foi, l'opportunisme et la dénagogie, le dit comité demeure fidèle à lui-même puisqu'il continue à condamner les structures provisoires que se sont données les étudiants.

Notre réponse à ce tract est claire :

Nous ne reconnaissons à personne le droit de préparer le congrès extraordinaire, et encore moins à ceux qui une année l'ont combattu.

Il n'existe rien en dehors du C.A.L.-U.G.E.T., structure provisoire choisie par nous et démocratiquement le 8 février 1972 et c'est à notre seul et unique organe représentatif provisoire qu'est le Comité de Coordination du C.A.L.-U.G.E.T. à qui il incombe de préparer le C.E., à lui seul et à l'exclusion de tout autre prétendu organe ou instance.

Et on renvoie à ce propos au projet de résolution de la crise, élaboré par les camarades de Tunis et qui a été publié par le C.A.L.-U.G.E.T. le 26.I.1973, lequel projet dit que tout ce qui est élu sous l'égide de la C.A. issue du Congrès de Korba est considéré comme nul et non avenu, et que la préparation du congrès extraordinaire se fera dans les structures provisoires que se sont données les étudiants à cette fin.

Soyons tous à l'A.E.M.N.A. le 16 Mars 1973 afin de faire triompher la légitimité de notre mouvement et de la structure provisoire que nous nous sommes données le 8 février 1972 et qui est le C.A.L.-U.G.E.T.

Pour barrer la route aux manoeuvres de division qui cherchent à saboter le fruit de plus d'une année de travail et de lutte.

Non aux opportunistes et à leurs manoeuvres de division!

Défendons les acquis du mouvement de Février 1972 !

Vive le congrès extraordinaire, fruit de la lutte des masses estudiantines !

Vive L'U.G.E.T. AUTONOME, DEMOCRATIQUE, REPRESENTATIVE ET COMBATIVE !

le 14 Mars 1973

C.A.L.-U.G.E.T. PARIS

DOCUMENT N° 45

MOTION PRESENTÉE PAR LE C.A.L.-U.G.E.T. A L'A.G.  
DU C.S. DE PARIS DU 16.3.1973

- Considérant que la majorité des militants de l'U.G.E.T. à Paris, à différentes reprises (A.G., boycott des conseils des cadres à Lausanne, boycott de la tentative de tenir un congrès bidon en été 1972 et la dernière motion-pétition du 19.I.1973 signée par 648 étudiants à Paris) ont clairement affirmé que le Comité de Section de l'U.G.E.T. à Paris a été constitué de façon illégale et a pris une position nettement hostile au congrès extraordinaire de février 1972 ;

- Considérant la collaboration traîtresse du dit Comité de Section avec la commission administrative fantôme qui a usurpé la direction de l'U.G.E.T. lors du coup de force de Korba en 1971 ;



- Considérant que l'écrasante majorité des étudiants de l'U.G.E.T. à Paris se sont reconnus au cours de l'année écoulée, au sein des structures provisoires du C.A.L.-U.G.E.T. pour la réalisation des mots d'ordre démocratiques et anti-impérialistes du mouvement de Février 1972 et pour la tenue d'un congrès extraordinaire qui aboutira à une U.G.E.T. autonome, démocratique, combative et représentative

Conformément à l'attitude ferme, toujours fidèle aux acquis politiques du mouvement étudiant, notamment lors du congrès extraordinaire de février 1972, de l'écrasante majorité des étudiants à Tunis qui, grâce à leur vigilance continue, ont déjoué toutes les manœuvres de la commission administrative fantôme et de ses valets

Les étudiants de l'U.G.E.T. à Paris, organisés provisoirement au sein et autour du C.A.L.

- déclarent que l'A.G. convoquée ce jour, le 16.3.1973, par le Comité de Section illégal de Paris, est une nouvelle manœuvre destinée à semer la confusion et à diviser le mouvement étudiant à Paris

- déclarent que les membres de ce Comité de Section ne sont nullement habilités à représenter les étudiants de l'U.G.E.T. à Paris et qu'ils ne peuvent de ce fait présider l'actuelle A.G. ni toute autre activité de l'U.G.E.T. à Paris

- réaffirment solennellement que jusqu'à nouvel ordre, seul le comité de coordination provisoire du C.A.L.-U.G.E.T. est l'instance officielle habilitée à représenter les étudiants de l'U.G.E.T. à Paris

- appellent tous les étudiants de l'U.G.E.T. à rejoindre provisoirement le C.A.L.-U.G.E.T.

- exigent le retrait immédiat de la tribune de cette A.G. des membres du comité de section illégal

- demandent aux membres du comité de coordination provisoire du C.A.L.-U.G.E.T. de prendre la présidence de la présente A.G.

- affirment leur volonté de continuer dans le calme et la discipline cette A.G. d'information en discutant sur la base de l'ordre du jour suivant :

- 1) informations sur les luttes populaires en Tunisie et dans l'émigration
- 2) situation du mouvement étudiant à Tunis
- 3) Situation du mouvement étudiant en Europe et à Paris.





APPEL A TOUS LES ETUDIANTS DEMOCRATES ET REVOLUTIONNAIRES TUNISIENS

UNISSONS-NOUS POUR CHASSER LES ALLIES OBJECTIFS DU DESTOUR DE L'A.E.M.N.A.F.  
IMPOSONS UNE REPRESENTATION DEMOCRATIQUE ET AUTHENTIQUE DES ETUDIANTS  
TUNISIENS AU COMITE DIRECTEUR DE L'A.E.M.N.A.F. !

Etudiants, Etudiantes Tunisiens,

Les traitres au mouvement étudiant tunisien qui chapotent et étouffent notre association depuis un an ont appelé à une A.G. électorale de l'A.E.M.N.A.F. pour le dimanche 20 mai 1973, au 115 boulevard Saint Michel, à 14 H.

Les étudiants tunisiens qui, dans leur écrasante majorité, rejettent avec mépris la composante tunisienne de l'actuel Comité Directeur de l'A.E.M.N.A.F. et la considèrent, à juste titre, comme non représentative et traître à leur mouvement, et en particulier au grand mouvement démocratique et anti-impérialiste de Février 1972 doivent se mobiliser massivement pour imposer une représentation démocratique, authentique et légitime des étudiants tunisiens au prochain Comité Directeur de l'A.E.M.N.A.F. et pour bouter hors de notre association les collaborateurs des Destouriens.

Pour cela, les étudiants démocrates et révolutionnaires tunisiens doivent impérativement tirer les leçons des échecs des années précédentes, et plus particulièrement de leur échec lors de l'A.G. électorale de l'année dernière.

Mises à part les manœuvres frauduleuses, les magouilles dans les coulisses et, en un mot, les pratiques typiquement destouriennes réactionnaires dont se sont emparés les traitres au mouvement de février ces dernières années pour lutter contre le mouvement démocratique et révolutionnaire tunisien, trois causes fondamentales nous semblent être à l'origine de l'échec de l'année dernière :

1) LE MANQUE DE CLARTE POLITIQUE :

La prise de conscience du caractère foncièrement traître au mouvement étudiant et populaire de la politique prônée par les étudiants collaborateurs des destouriens était inégale au niveau de la masse des étudiants d'autant plus que ces alliés objectifs du Destour s'affublaient - et continuent de s'affubler - du masque de "l'unité des étudiants" de la "démocratie", de "l'anti-impérialisme" et de "l'anti-sionisme" etc...

2) LE MANQUE D'ORGANISATION :

Nous sommes partis à la lutte en rangs dispersés et nous ne nous sommes pas donnés les moyens de battre les collaborateurs sur le terrain de l'organisation scientifique des troupes. Nous n'avons pas mobilisé tous les sympathisants du mouvement de Février. De même, la conduite de l'A.G. a été anarchique. Nous n'avons pas désigné des camarades pour parler en notre nom et pour mener le combat lors de l'A.G. Certains camarades ont fait preuve d'indiscipline et n'ont pas su se maîtriser devant les provocations de l'ennemi. Tout cela a conduit à des moments de flottement au niveau de la base qui ont été exploités par les traitres au mouvement de Février, rompus aux manœuvres de division, aux magouilles de procédure etc...

3) L'ABSENCE DE COORDINATION AVEC LES AUTRES ETUDIANTS DEMOCRATES ET REVOLUTIONNAIRES

MAGHREBINS :

La lutte contre les traitres au mouvement de Février, leurs alliés et leurs complices au niveau de l'A.E.M.N.A.F. n'intéressent pas les étudiants démocrates et révolutionnaires tunisiens seulement, car la politique menée par la direction actuelle de l'association sert objectivement la réaction maghrébine. Nous devons donc coordonner notre lutte sur une base claire et de principe avec les véritables amis du mouvement étudiant tunisien - les étudiants démocrates et révolutionnaires algériens et marocains - pour faire de l'A.E.M.N.A.F. une organisation représentative, démocratique et combative.



Camarades, Etudiants Tunisiens,

Voilà les faiblesses que nous tirons de la pratique de tout le mouvement étudiant tunisien dans sa lutte ces dernières années contre les alliés objectifs du Destour et les traîtres au mouvement de février 1972. Ce sont ces faiblesses que ceux-ci ont exploitées avec le soutien actif et total de la direction de l'U.N.E.A. pour écarter l'année dernière les représentants authentiques des étudiants tunisiens à Paris du Comité Directeur, privant ainsi nos camarades de Tunis, en butte à la répression fasciste du Destour, d'une tribune légale de dénonciation de cette répression ainsi que celle, plus sauvage et plus fondamentale encore, qui s'abat sur les masses populaires en lutte.

x x x x x

Depuis l'A.G. de l'année dernière, la politique par la direction de l'A.E.M.N.A.F. a été une politique de trahison réelle des luttes populaires en Tunisie et dans le monde en dépit de la logomachie progressiste anti-impérialiste, anti-sioniste qui la camoufle.

EN VOICI UNE LISTE NON EXHAUSTIVE DE PREUVES CONCRETES :

1) Hostilité déclarée au mouvement historique de la jeunesse étudiante et lycéenne tunisienne de février 1972, contestation de la légitimité et des mots d'ordre de ce mouvement et lutte systématique contre le C.A.L.-U.G.E.T. qui en est issu.

2) Silence criminel sur la répression qui s'abat sur les démocrates, anti-impérialistes et révolutionnaires tunisiens (procès du 16 septembre - procès du 5 mars - procès du 16 avril) et sur la répression du mouvement étudiant lors des manifestations du 13 mars (contre la tentative d'expulsion de 4 étudiants Palestiniens par le gouvernement tunisien) et du 14 avril (de soutien à la résistance Palestinienne et de condamnation de l'absolutisme de Bourguiba).

3) Silence criminel aussi sur les luttes de la classe ouvrière et du peuple (SORETRAS, S.N.T. en Mars 1973, S.N.C.F.T.) et surtout sur les assassinats légaux des travailleurs par les capitalistes (6 mineurs de Redeyef et 20 mineurs de Djérissa).

4) organisation de prétendue semaine culturelle où est faite l'éloge de la politique réactionnaire de répression et d'exploitation effrénée des masses populaires (Ouardanine - Jamel) menée par Ben Salah par des économistes bourgeois.

5) Organisation de prétendu meeting de soutien à la résistance Palestinienne où sont invitées des organisations politiques et syndicales qui soutiennent la résolution liquidatrice du 22 novembre 1967 et silence sur le voyage de propagande de la fasciste Golda Meir à Paris au moment où s'éteignait le Fedayi HAMCHARI, représentant de l'O.L.P. à Paris, assassiné par les terroristes sionistes.

6) silence criminel sur les luttes du mouvement étudiant égyptien pour la démocratie contre l'impérialisme, le sionisme et la réaction, et sur les vagues successives de répression qui s'abattent sur les patriotes démocrates, anti-impérialistes et révolutionnaires de ce pays.

7) silence criminel sur les luttes des travailleurs immigrés, et en particulier sur la lutte des ouvriers tunisiens et marocains contre la circulaire esclavagiste et impérialiste FONTANET, et surtout sur l'attitude du gouvernement tunisien qui a condamné le 15 mars 1973 les grévistes de la faim, victimes de cette circulaire.

Camarades, Etudiants Tunisiens,

Voilà où en est arrivée aujourd'hui l'A.E.M.N.A.F. sous la férule des alliés objectifs du Destour, et il n'y a nul doute que la politique actuelle de l'association fait le jeu de l'impérialisme, du sionisme et de la réaction. Nous devons donc nous mobiliser en masse pour chasser les traîtres au mouvement de Février 1972 qui ont complètement changé le caractère anti-impérialiste et démocratique de notre association, et l'ont isolée à l'échelle arabe et internationale.



Nous devons lutter sans répit pour que l'A.E.M.N.A.F. redevienne une organisation de masse :

- réellement représentative,
- réellement démocratique,
- réellement anti-impérialiste,
- réellement anti-sioniste
- et au service des luttes populaires au Maghreb et dans l'immigration.

. A BAS LES TRAITRES AU MOUVEMENT DE FEVRIER 1972, ALLIES OBJECTIFS DU DESTOUR !

. IMPOSONS UNE REPRESENTATION DEMOCRATIQUE, AUTHENTIQUE, ET LEGITIME DES ETUDIANTS TUNISIENS AU PROCHAIN COMITE DIRECTEUR DE L'A.E.M.N.A.F. !

. VIVE L'A.E.M.N.A.F. REPRESENTATIVE, DEMOCRATIQUE ET COMBATIVE !

. TOUS UNIS NOUS VAINCRONS.

Comité d'Action et de Lutte de l'Union  
Générale des Etudiants Tunisiens

Paris, le II mai 1973

DOCUMENT N° 47

APPEL A TOUS LES ETUDIANTS MAGHREBINS POUR UNE A.E.M.N.A.F.  
DEMOCRATIQUE ET COMBATIVE

L'A.E.M.N.A.F. a pu mobiliser les étudiants maghrébins en s'insérant dans le combat livré par leurs peuples contre le colonialisme. Mais ce combat héroïque a surtout profité aux féodalités, bourgeoisies et consorts qui ont servi d'appui à l'installation du néo-colonialisme. A l'heure actuelle, les masses déshéritées maghrébines, comme les mouvements étudiants, endurent les méfaits et crimes de l'impérialisme et de ses alliés locaux.

Par ailleurs, les mouvements étudiants maghrébins en lutte contre l'enseignement de classe dispensé dans leurs universités prennent de plus en plus conscience du rôle à jouer auprès des masses laborieuses maghrébines, seules capables de bouleverser les structures économiques, politiques et sociales et d'instaurer leur propre régime.

En Tunisie, faut-il rappeler le spectaculaire mouvement démocratique et anti-impérialiste de Février 1972 qui a raffermi les liens entre les masses populaires et le mouvement étudiant, et notamment par les slogans : "Pas de démocratie sans droits politiques pour la classe ouvrière", "Vous avez vendu la Tunisie pour <sup>de</sup> la farine", et "Un seul combattant suprême : le peuple". L'A.E.M.N.A.F. se doit d'être solidaire et combattre auprès de ce mouvement pour la réalisation d'un syndicat tunisien démocratique, autonome, combatif et représentatif.

Au Maroc, la mesure de dissolution de l'U.N.E.M. et l'enlèvement de plus de cent responsables étudiants, dont le Président <sup>est</sup> El M'Nebhi, est à insérer dans le contexte politique Marocain où le régime réactionnaire, de plus en plus isolé par la montée des luttes des ouvriers, paysans et intellectuels anti-impérialistes conséquents. Il faut signaler aussi l'interdiction de l'U.N.F.P. et l'arrestation de ses militants comme l'apparition d'actions armées contre "les forces de l'ordre".

En Algérie, l'U.N.E.A. a été dissoute par le pouvoir et l'A.E.M.N.A.F. doit soutenir nos camarades Algériens dans leurs revendications légitimes : la reconnaissance de l'U.N.E.A. et la tenue de son Congrès.

Par ailleurs, partout dans le monde arabe, les voix populaires grondent contre leurs régimes réactionnaires et défaitistes qui continuent à s'insérer dans l'action de liquidation de la résistance Palestinienne qui est à l'avant-garde des luttes des masses arabes.

Les immigrés maghrébins en France combattent l'exploitation et l'oppression auprès de leurs camarades français et exigent de l'A.E.M.N.A.F. un soutien actif et militant.

Conscients des tâches actuelles de l'A.E.M.N.A.F., les étudiants maghrébins doivent en faire une tribune de dénonciation de tous les crimes de l'impérialisme et des régimes réactionnaires, en même temps qu'un instrument efficace au profit des immigrés, des luttes des masses maghrébines, arabes et internationales.

JOYONS NOMBRI UX A L'A.G. DE L'A.E.M.N.A.F. le 20.5.1973 A 14 H au 115 bd ST MICHEL afin d'intégrer notre syndicat maghrébin dans le combat des masses déshéritées.

Comité d'Action et de Lutte de l'Union Générale  
des Etudiants de Tunisie  
Comité de Section de l'Union Nationale des  
Etudiants du Maroc  
Paris, le 17.5.1973

DOCUMENT N° 48

LETTRE OUVERTE AU COMITE DIRECTEUR DE L'A.E.M.N.A.F.

"L'assemblée générale de l'A.E.M.N.A.F. du 20.5.1973 s'est déroulée dans une atmosphère houleuse due essentiellement au non respect par le Comité Directeur des moindres principes de démocratie.

En effet, plus de cent camarades ont demandé, entre autre, la constitution d'une commission de contrôle des cartes de l'assistance ; ceci a été refusé par le C.D. sous prétexte d'un soi-disant vote de l'A.G., alors que les votants n'avaient pas acquis cette qualité que leur aurait donné une commission de contrôle, composée par exemple de représentants de l'U.N.E.M., du C.A.L.-U.G.E.T. et de l'U.N.E.A.

Par ailleurs, étant donné le refus du C.D. de continuer la vente des cartes entre les deux A.G. (celle du 20.5.1973 et la suivante), il était logique et démocratique de permettre aux représentants de plus de cent camarades de faire l'inventaire des cartes vendues jusqu'au 19.5. inclus, pour que l'U.N.E.M., comme le C.A.L.-U.G.E.T., représentants respectivement les étudiants marocains et tunisiens, aient la certitude de la cessation effective de la vente des cartes entre les deux assemblées générales. Ceci aussi a été refusé par le C.D. !

Ainsi, n'ayant pu accéder ni au contrôle des cartes des camarades maghrébins lors de l'A.G. du 20.5.1973,\* nous (U.N.E.M., C.A.L.-U.G.E.T.) exigeons la mise en vente des cartes à tous les étudiants maghrébins, en vue d'une part de lever toute ambiguïté quant à la cessation ou la non-cessation de vente des cartes entre les deux A.G. et d'autre part, permettre une plus large participation des maghrébins à la prochaine A.G.

D'un autre côté, vue l'exiguïté du local de l'A.E.M.N.A.F., nous demandons que la prochaine A.G. se tiennne dans un local plus vaste, afin de faciliter le déroulement de l'A.G. A cet égard, nous proposons le Salon de la Maison du Maroc ou celui de la Maison de Tunisie ; mais tout autre local à Paris, susceptible de rassembler plus de 400 personnes est accepté de prime abord."

RAPPEL

Il est à rappeler à tous les camarades maghrébins que de tradition, la présidence de l'A.G., après le vote du quitus, revient de plein droit au Syndicat qui n'a pas assumé la présidence de l'A.E.M.N.A.F. durant l'année écoulée, mais en même temps, n'a pas à la prendre en charge pour l'année à venir :

\* ni à la communication de l'inventaire des cartes vendues jusqu'au 19.5.73



Ainsi, lors de l'A.G. du 16.6.1973, la présidence de l'A.G. (après le vote du quitus) doit être assumée par l'U.N.E.M., étant donné que les camarades tunisiens avaient exercé la fonction de présidence de l'A.E.M.N.A.F. durant l'année écoulée et qu'elle doit l'être cette année pour les camarades de l'U.N.E.A.

U.N.E.M. (Section de Paris)

C.A.L.-U.G.E.T.

Paris, le 13.6.1973

PLATEFORME DE L'A.E.M.N.A.F. ADOPTÉE LORS DE L'A.G. DU C.A.L.  
DU 16.6.1973 A LA MAISON DE TUNISIE, PROPOSÉE A L'A.G. DE  
L'A.E.M.N.A.F. DU 20.6.1973

I - PRINCIPES GÉNÉRAUX

L'A.E.M.N.A.F. a pu jouer un rôle important auprès de l'opinion française et internationale grâce au terrain de lutte qu'elle s'était assignée : s'insérer dans la lutte de décolonisation de l'Afrique du Nord. Son objet répondait donc aux vœux et aspirations des masses populaires et des masses estudiantines : se débarrasser du joug du colonialisme. Mais, du fait du manque d'un parti révolutionnaire, seul capable de conduire le peuple à la libération totale et à l'instauration d'un régime réellement démocratique et réellement populaire, la "libération nationale" n'a profité en général qu'aux classes réactionnaires qui continuent à ramasser les miettes de leurs maîtres colonialistes français.

Ces derniers, tirant les conclusions partielles de leur défaite à Dien Bien Phu, ont négocié la protection de leurs biens économiques au Maroc et en Tunisie avec les mouvements de libération nationale, et se sont mis à la tâche impérialiste de vouloir asservir le peuple algérien ; mais celui-ci a vite eu raison du colonialisme français et l'a obligé à reconnaître l'indépendance du peuple algérien en 1962.

Cette libération nationale du Maghreb n'a nullement profité aux larges masses maghrébines qui restent actuellement victimes de l'impérialisme sous toutes ses formes, appuyé par la réaction maghrébine.

Il devient ainsi illusoire d'aspirer à un changement économique profond capable d'assurer le bien être aux larges masses populaires sans démanteler la base sociale, politique, économique et militaire de l'impérialisme sous toutes ses formes, c'est-à-dire les régimes maghrébins actuellement en place.

En effet, l'impérialisme, implanté sous différentes formes au Maghreb jouit d'intérêts immenses qui lui permettent d'asservir les peuples maghrébins.

Sur le plan militaire : l'impérialisme U.S. dispose de trois bases militaires offensives, Sidi Yahya, Bouknadil et Kenitra.

Sur le plan économique : on assiste à une implantation accrue des trusts capitalistes qui tirent des profits énormes sur le dos des masses laborieuses, jouissent d'importantes facilités fiscales et empêchent tout développement des forces vives des peuples maghrébins.

Sur le plan culturel : l'enseignement du français, l'existence à Tanger d'une université américaine, offrant à l'impérialisme sous toutes ses formes la garantie morale et intellectuelle de ses bases économiques et lui permettant de déculturer les peuples maghrébins.

Ces trois formes principales d'enlèvement se complètent avec les méthodes de la C.I.A. et du peace corps pour tenter d'enchaîner nos peuples.

Contre l'impérialisme sous toutes ses formes, les masses populaires maghrébines se soulèvent et livrent un combat sans merci pour la satisfaction de leurs revendications légitimes.

Ces luttes se manifestent dans tous les secteurs et notamment :

- dans les mines où les ouvriers livrent des combats de plus en plus acharnés par des grèves économiques et des occupations de leur lieu de travail ;

- dans les campagnes : le mécontentement et les révoltes ont gagné toutes les couches de la paysannerie ; à signaler notamment les cas de Nador, Ihfir, Gulmina au Maroc où les paysans ont pris les armes contre les forces répressives ;

- à l'université : les masses estudiantines maghrébines, plus conscientes de leur rôle à jouer auprès des masses déshéritées, livrent un combat de plus en plus radical contre les pouvoirs réactionnaires locaux :



. En Algérie, la dissolution de l'U.N.E.A. vise à priver les étudiants algériens de leur arme pour discuter des problèmes nationaux ;

. Au Maroc, la dissolution de l'U.N.E.M. s'insère dans le cadre de la politique répressive et systématique contre toutes les forces progressistes et révolutionnaires, et porte également un coup au mouvement étudiant marocain qui raffermirait de jour en jour ses liens avec les classes laborieuses ;

. En Tunisie, le mouvement démocratique et anti-impérialiste de février 1972 a permis le raffermissement des liens entre les masses populaires et le mouvement étudiant, et notamment par les slogans : "Pas de démocratie sans droits politiques pour la classe ouvrière", "Vous avez vendu la Tunisie pour de la farine" et "Un seul combattant suprême le PEUPLE".

C'est uniquement dans le cadre de ces luttes menées par les masses populaires maghrébines contre l'impérialisme et ses valets locaux que doit être posée la question de l'unité du Maghreb. Cette unité doit se faire à la base et il est dangereux de croire qu'elle va se faire dans le calme et la dignité. Il est clair que le premier obstacle à cette unité est constitué par la présence de l'impérialisme et des régimes réactionnaires vendus à sa cause. En dernière analyse, l'unité du Maghreb ne peut être qu'une unité de combat contre les régimes réactionnaires en place et leurs maîtres impérialistes.

Aujourd'hui, cette unité peut et doit se développer au niveau des organisations révolutionnaires et démocratiques. Ce sont ces organisations qui doivent populariser les luttes (chacune dans son pays respectif) des masses populaires maghrébines et susciter des campagnes de soutien. L'unité totale des pays du Maghreb sera le couronnement de leur lutte contre les régimes réactionnaires locaux.

Tout en luttant pour leur unité, les masses populaires maghrébines doivent s'inscrire dans le contexte de l'unité arabe à la base et de l'unité de tous les peuples du monde contre l'impérialisme sous toutes ses formes, le sionisme et la réaction.

Le mouvement étudiant maghrébin et ses organisations d'avant-garde ne sont pas les premiers responsables de cette transformation, mais ils ont le devoir de s'inscrire dans son contexte et de s'intégrer totalement dans le combat que mènent l'ensemble des masses populaires, classe ouvrière en tête, pour arracher le pouvoir politique et instaurer une société démocratique et populaire. Ils doivent également participer à toutes les luttes anti-impérialistes, anti-sionistes à l'échelle arabe, africaine et mondiale en général.

Mais le mouvement étudiant et ses organisations syndicales doivent lutter pour la réalisation de leurs intérêts légitimes qui consistent notamment à :

- arracher l'autonomie de ses organisations ;
- combattre la sélection sous toutes ses formes et exiger la conception d'une université démocratique, ouverte à tous les fils du peuple, et notamment aux fils des masses laborieuses
- exiger des droits moraux, matériels, des garanties sociales et médicales, égaux pour tous les étudiants.

Cependant, pour maintenir sa combativité et son efficacité, le mouvement étudiant maghrébin doit avoir le souci constant de réaliser son unité sur des bases de principes saines et conséquentes : lutte contre les régimes réactionnaires locaux et leurs maîtres impérialistes, lutte également contre les déviations opportunistes qui se font jour au sein du mouvement étudiant, et notamment la déviation réformiste.

## II - LES TACHES DE L'A.E.M.N.A.F.

L'A.E.M.N.A.F., qui est actuellement l'unique cadre existant qui doit symboliser l'unité du mouvement étudiant maghrébin, doit défendre jalousement sa personnalité morale, politique et financière.

Ces dernières années, les équipes opportunistes qui se sont succédées à la direction de l'A.E.M.N.A.F. ont tout fait pour éousser la combativité de notre association, l'asservir politiquement et financièrement. Ils ont tout fait pour saboter l'unité du mouvement étudiant maghrébin.



L'A.E.M.N.A.F. ne doit plus être une officine de propagande aux idées capitulardes, réformistes et opportunistes, mais un cadre de propagande politique saine, conforme aux aspirations des masses estudiantines maghrébines et allant dans le sens des aspirations progressistes et révolutionnaires du Maghreb.

Pour permettre une application effective de cette orientation, l'A.E.M.N.A.F. doit avoir les trois directions suivantes :

I) Sur le plan social :

Les activités de l'A.E.M.N.A.F. doivent porter sur deux axes :

- en direction des étudiants : les aider à trouver du travail, un logement, à se procurer des médicaments, à bénéficier de la Sécurité Sociale. Les avantages doivent profiter à tous les étudiants maghrébins sans aucune exclusive. L'A.E.M.N.A.F. doit également se mettre aux côtés des étudiants maghrébins lors de toutes les démarches administratives. A cette fin, un service social sera mis sur pied (inventaire des logements vides, des possibilités d'embauche, liste des étudiants nécessiteux etc...) avec à sa tête un responsable qui rendra des comptes à la base de l'A.E.M.N.A.F.
- en direction des travailleurs immigrés : l'A.E.M.N.A.F. doit apporter un soutien total et indéfectible à la lutte des travailleurs immigrés contre l'exploitation et l'oppression de la bourgeoisie impérialiste et ses valets locaux responsables de leur situation d'immigrés et ce par :
  - . la lutte contre la circulaire esclavagiste Fontanet, par le soutien des actions que mènent les travailleurs immigrés victimes de cette circulaire, l'organisation de manifestations, meetings, délégations aux ambassades etc...
  - . la lutte contre les campagnes racistes orchestrées par la réaction bourgeoise
  - . l'élévation du niveau de conscience des travailleurs immigrés par des cours d'alphabétisation et de formation professionnelle, au siège même de l'A.E.M.N.A.F. ou dans les centres universitaires appropriés (Paris VII par exemple).

2) Sur le plan culturel :

Par des conférences, des cercles d'études, des colloques, des séminaires etc... l'A.E.M.N.A.F. doit ouvrir les portes à un développement plus large des activités culturelles en permettant à toutes les opinions démocratiques et révolutionnaires de s'exprimer.

Ces activités peuvent, et doivent, contribuer à promouvoir une culture maghrébine arabe d'une part, et à avoir une meilleure appréciation de la réalité politique, économique et sociale, culturelle... dans nos pays d'autre part.

III - Informations et relations extérieures

Par des tracts, des affiches, des motions de soutien, des meetings etc... l'A.E.M.N.A.F. doit informer l'opinion publique française et internationale sur la situation objective du Maghreb, mettre en relief la lutte des masses déshéritées maghrébines. A ce titre, la parution périodique d'un bulletin d'informations est plus qu'indispensable.

Par ailleurs, tout en luttant pour l'unité du mouvement étudiant maghrébin, l'A.E.M.N.A.F. doit s'inscrire dans le cadre plus large du mouvement démocratique et révolutionnaire à l'échelle arabe et mondiale.

Elle doit, pour cela, établir des relations solides, sur des bases de principes claires et saines, avec les organisations étudiantes arabes et internationales.



L'A.E.M.N.A.F. doit soutenir jusqu'au bout la révolution palestinienne, condamner et combattre toutes les solutions, d'où qu'elles viennent, qui visent à sa liquidation, la lutte de libération nationale des peuples du Dhofar et du Golfe, renforcer le régime populaire du Sud Yemen; elle doit soutenir la lutte des peuples indochinois : Vietnamiens, Lao, Cambodgiens, qui luttent contre l'envahisseur U.S. et ses valets locaux, les luttes de libération des peuples de l'Angola, du Mozambique, de l'Erythrée, de la Guinée Bissau; elle doit lutter contre les régimes fascistes et racistes de Rhodésie, d'Afrique du Sud; elle doit soutenir la juste lutte des peuples Sud-Américains, etc...

Pour l'application de ces différents principes (plateforme et motions) et pour permettre à la base de l'A.E.M.N.A.F. un contrôle et une participation directe, des A.G. périodiques auront lieu et où le C.D. rendra compte de ses activités.

DOCUMENT N° 50

MOTION SUR LA TUNISIE ADOPTÉE LORS DE L'A.G. DU C.A.L.  
DU 16.6.1973 À LA MAISON DE TUNISIE, PROPOSÉE À L'A.G.  
DE L'A.E.M.N.A.F. DU 20.6.1973

- Considérant que le régime Destourien est un régime réactionnaire vendu à l'impérialisme ;

- Considérant que sur le plan intérieur, le régime se caractérise :

. par l'exploitation la plus éhontée des masses laborieuses qui se manifeste notamment :

\* par la surexploitation de la classe ouvrière dont le niveau de vie n'a cessé de se détériorer face à la montée vertigineuse du coût de la vie

\* par l'appauvrissement et la spoliation des larges masses de la paysannerie

\* par une planification sélectionniste, anti-populaire dans le domaine de l'enseignement

- Considérant que cette politique entraîne un très large développement du chômage et de l'émigration vers les pays impérialistes d'Europe ;

- Considérant le caractère totalitaire du régime destourien qui se manifeste :

. par l'étouffement de toutes les libertés démocratiques

. par l'utilisation de méthodes policières de plus en plus brutales et fascistes contre le peuple

- Considérant que sur le plan extérieur :

. le pouvoir réactionnaire destourien est le serviteur fidèle des intérêts de l'impérialisme auquel il livre la Tunisie pieds et poings liés

. cette politique de soumission servile à l'impérialisme mondial se traduit notamment par une trahison claire et manifeste des luttes de libération nationale dans le monde et plus particulièrement par la trahison de la juste cause du peuple Palestinien en armes, et le soutien objectif au sionisme.

- Considérant d'autre part que le peuple Tunisien fidèle à ses nobles traditions de luttes, n'a jamais cessé de résister et qu'il s'oppose de plus en plus résolument à la domination et à l'exploitation ;

- Considérant le développement prodigieux des luttes de la classe ouvrière qui exige l'amélioration de ses conditions de vie et de travail, et la reconnaissance de ses droits fondamentaux ;

- Considérant la résistance incessante des masses paysannes contre sa paupérisation accentuée et l'accaparement de ses biens par une poignée de gros propriétaires terriens ;

- Considérant les luttes prodigieuses des travailleurs tunisiens en France et à l'étranger qui côte à côte avec les travailleurs immigrés et français, combattent l'impérialisme et ses valets, et luttent résolument contre la circulaire impérialiste de Fontanet-Marcellin ;

- Considérant la lutte courageuse et conséquente de la jeunesse universitaire et lycéenne qui, se faisant partie intégrante de la lutte de tout le peuple tunisien, vise la conquête :

- . des libertés démocratiques et syndicales, et plus spécifiquement :
  - " Pour une U.G.E.T. démocratique, combative, autonome et représentative "
  - " Pour un congrès extraordinaire de leur Union "
- . d'une université populaire, démocratique et réellement nationale ;

Nous, étudiants maghrébins réunis en A.G. élective de l'A.E.M.N.A.F. le 16.6.1973 au 115 bd St Michel

- Dénouons avec force la politique fondamentalement antipopulaire et antidémocratique du régime réactionnaire Destourien ;

- Dénouons avec force l'absence de toute liberté démocratique pour le peuple tunisien, et les méthodes policières et fascistes de ce régime ;

- Dénouons l'inféodation totale du régime réactionnaire tunisien à l'impérialisme

- Dénouons sa politique extérieure faite de trahison à la lutte des peuples et de collaboration avec l'impérialisme mondial, le sionisme et tous les régimes réactionnaires et fantômes ;

- Soutenons fermement la juste lutte du peuple tunisien, les revendications légitimes de la classe ouvrière, de la paysannerie, de la jeunesse intellectuelle et de toutes les couches populaires ;

- Soutenons la juste lutte des travailleurs tunisiens émigrés, notamment contre la circulaire scélérate Fontanet-Marcellin ;

- Soutenons sans réserve les luttes de nos camarades étudiants tunisiens pour une U.G.E.T. démocratique, autonome, combative et représentative et pour un congrès extraordinaire ;

- Soutenons clairement le mouvement historique, démocratique et anti-impérialiste de Février 1972 en Tunisie ;

- Affirmons que notre lutte est partie intégrante de la lutte des peuples du Maghreb contre l'impérialisme et la réaction ;

- Considérons <sup>que</sup> la libération complète du peuple tunisien de la domination et de l'exploitation de l'impérialisme et de la réaction tunisienne, passe par la remise en cause fondamentale du régime réactionnaire, et l'établissement d'un régime réellement populaire, réellement démocratique, réellement indépendant.

DOCUMENT N° 51

MOTION SUR L'IMMIGRATION ADOPTÉE LORS DE L'A.G. DU C.A.L.  
DU 16.6.1973, A LA MAISON DE TUNISIE, PROPOSÉE A L'A.G.  
DE L'A.E.M.N.A.F. DU 20.6.1973

- Considérant la domination impérialiste toujours croissante sur les pays du tiers-monde, ainsi que la soumission honteuse des gouvernements de ces derniers à l'impérialisme et par conséquent l'impossibilité pour ces pays de se doter d'une économie véritablement nationale et indépendante ;



- Considérant le nombre important (plus de 200 000) de travailleurs tunisiens que l'impérialisme et son valet local, le pouvoir destourien, obligent à quitter leur chère patrie et livrent à un véritable marché d'esclaves ;

- Considérant le développement de la lutte des travailleurs immigrés tunisiens menée en commun avec tous les travailleurs immigrés contre le statut d'esclave, et particulièrement contre la circulaire Fontanet-Marcellin en France, que veut leur réserver la bourgeoisie impérialiste en collaboration avec le valet local tunisien ;

Nous, étudiants Maghrébins réunis en A.G. élective de l'A.E.M.N.A.F. le 16.6.1973 au 115 bd St Michel,

- Condamnons énergiquement l'exploitation et l'oppression honteuse que subit l'immigration dans les pays impérialistes ainsi que l'attitude collaboratrice des gouvernements locaux ;

- Protestons contre la "convention et la réglementation" sur l'immigration, sorte de marché d'esclaves organisé, fait par les gouvernements impérialistes et leurs valets locaux ;

- Nous engageons à soutenir par tous les moyens la lutte des travailleurs immigrés contre leur exploitation et oppression par la bourgeoisie impérialiste et contre les gouvernements locaux, valets de l'impérialisme, cause de leur situation de travailleurs immigrés ;

- Considérons que la suppression de cette situation d'immigrés pour les travailleurs tunisiens et leur libération, ainsi que celle de tout le peuple tunisien, passe par la remise en cause fondamentale du pouvoir dictatorial destourien, valet de l'impérialisme et l'édification d'un état populaire et véritablement indépendant.

DOCUMENT N° 52

MOTION SUR LA PALESTINE ADOPTÉE LORS DE L'A.G. DU C.A.L. DU  
16.6.1973, A LA MAISON DE TUNISIE, PROPOSÉE A L'A.G. DE  
L'A.E.M.N.A.F. DU 20.6.1973

- Considérant que depuis qu'il a été expulsé de sa patrie, le peuple Palestinien ne cesse de mener une guerre de libération contre le sionisme, l'impérialisme et leur alliée, la réaction arabe ;

Considérant que face à l'occupation la plus barbare de notre temps, il a toujours opposé une résistance courageuse qui a eu le soutien et l'admiration de tous les peuples épris de paix et de justice ;

Considérant qu'au cours de cette guerre de libération, et à travers toutes ses péripéties, le peuple palestinien a su surmonter les plus grandes difficultés et déjouer les complots les plus sordides, orchestrés par le sionisme, l'impérialisme et leur alliée, la réaction arabe visant son extermination, et ce par tous les moyens politiques ou militaires : la résolution du 22 novembre, le plan Roger d'une part, le massacre d'Aman et tout dernièrement celui de Beyrouth n'en sont que des preuves irréfutables ;

Considérant que le peuple Palestinien, résolument attaché à sa patrie et acceptant tous les sacrifices, est toujours sorti vainqueur de ses épreuves et que sa foi en la libération n'a pu être ébranlée ;

Considérant qu'il a déterminé ses véritables amis qui sont tous les peuples en lutte contre l'impérialisme mondial pour la paix et la justice, tous les démocrates et surtout les peuples arabes, ainsi que ses ennemis qui sont le sionisme, l'impérialisme, et la réaction arabe, fausse amie de la révolution palestinienne ;

Nous, étudiants Maghrébins réunis en A.G. électorale de l'A.E.M.N.A.F. le 16.6.73  
au 115 bd St Michel,

- Réaffirmons solennellement notre soutien total et indéfectible à la révolution  
Palestinienne ;

- Dénouons avec force toutes les tentatives de liquidation d'où qu'elles viennent  
politiques ou militaires, ourdies contre la révolution Palestinienne ;

- Soulignons que pour le peuple Palestinien, une seule et unique, la guerre po-  
pulaire de longue haleine, peut lui assurer la victoire et lui permettre de conquérir ses  
droits et sa dignité ;

- Insistons sur le devoir qu'ont tous les peuples, démocrates et révolutionnaires  
arabes, de soutenir indéfectiblement la lutte armée du peuple Palestinien, et de lutter  
contre leur propre régime réactionnaire afin de l'empêcher de poursuivre ses tentatives  
de liquidation de la révolution Palestinienne.

- VIVE LA REVOLUTION PALESTINIENNE !

- A BAS LE SIONISME, L'IMPERIALISME ET LEUR ALLIEE LA REACTION ARABE !

- REVOLUTION JUSQU'A LA VICTOIRE !